

Vol. 4 No. 51 • Du 6 au 12 Juillet 2011

Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

WIKILEAKS RÉVÈLE: YOURI LATORTUE

« MAFIEUX... VENDEUR DE DROGUE... CHAMPION DE LA CORRUPTION POLITIQUE »

Voir page 4

De gauche à droite, l'ex-Premier ministre Jacques E. Alexis et le sénateur Youri Latortue



MARTELLY OPTERA T-IL POUR UN GOUVERNEMENT RÉPRESSIF ?

Voir page 4

Le choix n'est pas encore officiel, on peut dire déjà que Martelly a bien opté pour un gouvernement répressif. Il sait mieux que quiconque de quel bois Bernard Gousse se chauffe quand il s'agit de réprimer les masses populaires.



Nancy Roc sur ses grands chevaux

Page 5



Portrait de Laurent Lamothe, le sulfureux patron de Global Voice

Page 8



La « lutte contre la pauvreté » comme contre-insurrection

Page 10



Le retour triomphal de Chavez au Venezuela

Page 17

La continuité se précise !

Par Berthony Dupont

Tout au cours de sa campagne électorale, amadouant les naïfs et les opportunistes, Michel Martelly s'excellait à critiquer la classe politique, produit du «système ancien» qui a échoué en matière de gouvernance, et que évidemment, il est venu pour tout renverser et changer. C'est dans cette optique politique qu'il a voulu dédramatiser la situation explosive on ne peut plus, en proposant comme Premier ministre Daniel Gérard Rouzier qui n'est pas un vieux routier de la politique, mais un homme d'affaires qui a réussi, un homme «neuf», son copain de la bourgeoisie compradore.

Cependant, tout au début, son chef Clinton n'avait pas manqué de lui dicter les règles du jeu, à savoir qu'il n'y aura pas de rupture de politique et qu'il serait mieux de continuer avec son subalterne, c'est à dire son adjoint à la Commission intérimaire de reconstruction, l'actuel Premier ministre Jean-Max Bellerive. Une proposition qui avait soulevé tous les poils au dos des macoutes duvaliéristes et des jean-claudistes au sein de l'équipe de Martelly. Pour toute réponse, les idéologues duvaliéro-jean-claudistes avaient rappelé à Martelly, la remarque du au commissaire des Etats-Unis et de l'ONU: « *ce n'est pas à Monsieur Clinton de me dire qui il souhaite comme Premier ministre* ».

Poussé par son entourage, l'apprenti président voulait sans doute contourner un peu le choix de Clinton, mais la réalité est tout autre, vu qu'il n'a aucune représentation au sein du parlement. Et c'est ainsi qu'il a envoyé Rouzier devant les parlementaires pour se faire couper la tête comme à l'abattoir, car il était clair pour lui qu'il n'avait aucune force pouvant lui garantir une quelconque ratification. L'autre aspect de ce jeu cynique, c'est que Martelly n'est pas placé pour venir créer quelque précédent que ce soit avec ceux qui lui ont donné des assurances et l'ont catapulté au pouvoir. L'homme aurait bien aimé avoir un Premier ministre acquis à lui, qu'il contrôle et manipule à sa guise, mais il semblerait qu'il fait du marronnage jusqu'à ce qu'il arrive à faire ce que l'internationale lui demande de faire, sous maintes pressions, afin qu'il continue d'assurer la stabilité dans la continuité. Mais l'autre point faible de Martelly c'est que ses deux interlocuteurs au Parlement dans le dossier du Premier ministre sont tous deux issus de la plateforme INITE de René Préval, allié de Bellerive. Nous parlons du président de la Chambre basse, Sorel Jacinthe, et son homologue du Sénat, Rodolphe Joazile.

En fait, la pression exercée sur le président a été calculée, préméditée minutieusement à l'avance. Martelly l'a bien compris, aussi ne s'est-il pas forcé à épauler Rouzier, voire même négocier avec les parlementaires pour la ratification de son Premier ministre désigné, car ce n'était pas le choix idéal des décideurs de l'internationale pour paraphraser Préval.

A ce stade, la question qu'on se pose maintenant est la suivante: qui remportera ce match de coquins entre l'international et Martelly ? Par ailleurs, dans une allusion au Premier ministre sortant, Jean-Max Bellerive, et à l'ancien candidat à la Présidence, Jean Henry Céant, le Sénateur Edwin Zenny a fait savoir que « *Nous ne sommes pas partisans de la continuité, ni nous ne voulons pas d'un Premier ministre ayant son propre agenda politique* », une façon de dire que l'équipe présidentielle n'est pas intéressée aux deux choix ci-dessus cités mais bien au tortionnaire, le mal nommé et cruel Bernard Gousse.

A ce compte, et comme nous l'avons en maintes fois indiqué dans les colonnes de ce journal, ce nouveau régime ne pourra accoucher rien d'autre que de la violence et la répression. Il ne peut pas y avoir rupture de politique entre le régime de Préval et le nouveau pouvoir, du fait que tous les deux ont été créés pour poursuivre la même partition de répression et d'exclusion laissée par Gérard Latortue et ses coreligionnaires. Assurément, cette violence et cette répression rentrent convenablement dans le cadre de la continuité des régimes arrivés au pouvoir après le coup d'état de 2004 contre les masses populaires haïtiennes.

De toute façon, qu'il s'agisse de Bellerive, de Céant ou de Gousse, ils n'auront qu'une seule boussole, coller à la répression, la voie que l'internationale avait tracée depuis le coup d'Etat du 29 Février 2004 et sur laquelle doivent s'engager tous les bouffons du cirque de l'international, Président et Premier ministre surtout.

Rien ne pourra changer aussi longtemps que les destinées de ce pays resteront sous la domination des forces occupantes garantes des visées de l'ensemble des pays impérialistes qui veulent encore davantage contrôler le pays. Ils veulent nous occuper de façon permanente, afin de liquider la Résistance du peuple haïtien et garantir la protection de leurs intérêts vitaux dans le pays, une protection qui nécessite à leurs yeux, le maintien et la consolidation de régimes fidèles et serviles.

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Assassinat d'un cadre de l'UEH à Delmas

Dans la soirée du mercredi 29 juin dernier, aux environs de 9 heures, dans la zone de bas Delmas, le citoyen haïtien Yves Dorvil, 56 ans, a été abattu de plusieurs balles par des inconnus armés. Yves Dorvil qui a succombé sur le champ, non loin de son établissement de travail situé à Delmas 16, est ingénieur de formation.

En plus de sa fonction de directeur technique de l'Office National du Cadastre, il était professeur à l'Université d'Etat d'Haïti (UEH). Il a enseigné pendant 6 ans la topographie à la Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire, et le cadastre pendant 3 ans à la Faculté des Sciences (FDS).

Rappelons qu'il y a seulement un mois, un étudiant de la 3e année de la Faculté d'Ethnologie a été assassiné par des bandits armés, circulant dans l'aire du Champ de Mars. La semaine dernière, des bandits armés avaient pris en chasse un étudiant de l'INAGHEI, dont l'état de santé se trouve jusqu'à présent dans une situation très critique.

Entre temps, le nouveau président du pays claironne à tout bout de champ que le vent du changement commence déjà à souffler sur Haïti. De quel changement parle-t-il ?

Naufrage d'un voilier au large de l'îlot Anse à Galet, 8 morts, 15 disparus

Dans la nuit du lundi 27 au mardi 28 juin 2011, suite aux violentes rafales de vents ayant chamboulé les eaux, un vaisseau du nom de La Belle Gonâvienne, ayant à son bord 34 passagers, a fait naufrage au large de l'océan, dans la zone comprise entre Anse à Galet et l'Arcahaie, faisant 8 morts et 15 disparus. 11 autres personnes qui se trouvaient à bord du voilier, ont été rescapées par des secouristes appartenant au Bureau de la Protection Civile de Port-Au-Prince. Parmi ces 11 rescapés, se trouve un garçonnet de 8 ans et 4 femmes. Le garçon s'était intelligemment arc-bouté à un sac de charbon qui lui a servi d'une sorte de moyen de transport jusque sur le rivage.

Un adolescent de 15 ans qui a sauvé quelques passagers, a fait savoir que le bateau transportait un chargement de 34 personnes, tous des petits marchands et marchandes, et des sacs de charbon dont il ignore la quantité.

Rapatriement au Cap de 82 compatriotes haïtiens

Le vendredi 1e juillet dernier, dans le port du Cap-Haïtien, 82 compatriotes haïtiens qui tentaient de fuir Haïti par mer, ont été rapatriés au Cap- Haïtien par un vaisseau US.

En effet, un voilier, frêle embarcation avec 82 haïtiens à bord a été intercepté à Grande Inague, dans le nord ouest du Bahamas, par le navire américain de surveillance le *US Coast Guard Cutter Confidence.*

« La garde côtière recommande fortement de ne pas prendre la mer dans une tentative d'entrer illégalement aux Etats-Unis…Prendre la mer à bord d'un navire fortement surchargé, avec peu ou prou d'équipement de sécurité met inutilement des vies humaines en péril. La garde côtière continuera de secourir les migrants haïtiens de leur péril en mer, toujours d'une manière professionnelle qui préserve la dignité de tous les peuples », a déclaré le responsable du septième district de la garde côtière US, capitaine Eduardo Pino.

Violence au centre ville de Port-Au-Prince, 2 morts

Dans l'après-midi du lundi 4 juillet dernier, au centre ville de Port-Au-Prince, des bandits lourdement armés ont attaqué une entreprise commerciale située à l'angle des Rues Courbes et des Césars, faisant 2 morts.

Le propriétaire de l'entreprise, Izof Lamour, 38 ans, mortellement touché, a succombé sur le champ. Aussi, une passante non identifiée, probablement une cliente qui se trouvait dans les parages de l'entreprise, a été atteinte de 2 projectiles et est décédée sur place.

ERRATA

Veuillez dans **Un Regard sur Clérise d'Haïti** (Haïti Liberté, Vol.4 no 50, 29 juin-5 juillet, 2011) faire les corrections suivantes : page 19, à partir de la gauche, colonne 1, lire : l'exécution brutale par les macoutes de Clérise, de Margaret(au lieu de sa filleule Margaret) ; colonne 2, lire : pour rendre service à Margaret (au lieu de : à sa filleule Margaret) ;lire : Vanè le petit restavèk qui s'est rebellé(au lieu de qui s'est enfui) ; colonne 3, lire : Une tante l'a élevée et une autre l'a confiée aux Juin (au lieu de : Elevée par une tante qui l' a conduite aux Juin.)

Wikileaks révèle : Youri Latortue
« Mafieux... vendeur de drogue... Champion de la corruption politique »


Janet Sanderson et Jacques E. Alexis

Les câbles de l'ambassade des É.-U. dressent le portrait du sénateur Youri Latortue

Par Kim Ives

2e de 2 parties

L'article de la semaine dernière a examiné les accusations que le sénateur Youri Latortue – décrit dans un câble secret de l'ambassade É.-U. comme peut-être «le plus effronté-ment corrompus de politiciens haïtiens» – a été impliqué dans le trafic de drogue, les kidnappings et autres activités illégales. Nous continuons notre portrait de ce politicien puissant à travers les câbles secrets de l'Ambassade américaine fournie à Haïti Liberté par l'organisation médiatique Wikileaks.

Latortue *vs.* Alexis

L'un des plus solides rivaux politiques de Youri Latortue n'était nul autre que le Premier ministre d'alors, Jacques Edouard Alexis, originaire, lui aussi, des Gonaïves. Un collègue de Latortue décrit de quelle façon « le sénateur *Latortue payait des manifestants pour manifester et interrompre les cérémonies* » de célébration de l'anniversaire des Gonaïves, auxquelles prenait part Alexis, écrivait Sanderson dans son câble du 20 novembre 2006. « Le sénateur *Latortue prend souvent avantage des gangs locaux pour ses propres desseins dans cette veine.* »

À la fin de son câble, Sanderson commentait que « les menées de *Latortue sont un motif de préoccupation, étant donné ses ambitions présidentielles pour 2011. Le Premier ministre Alexis en est arrivé au point de demander son arrestation par l'USG [le gouvernement des États-Unis], comme l'a aussi réclamé Bob Manuel, conseiller de Préval* ».

Les escarmouches politiques entre Alexis et Latortue ont continué tout au long de l'année 2007, sous l'œil attentif de l'ambassade des États-Unis. La plus grosse querelle est survenue après « le décès du juge en chef à la Cour d'appel, Hughes Saint-Pierre, à Port-au-Prince le 24 avril, dans un accident de la circulation », rapportait Sanderson dans un câble du 15 mai 2007. Le juge présidait le procès de La Scierie, dans lequel plusieurs fonctionnaires du gouvernement d'Aristide et des policiers étaient accusés d'avoir perpétré un « massacre » à Saint-Marc, une accusation qui a depuis été complètement discréditée. « Saint-Pierre, âgé de 75 ans, descendait d'un '*tap-tap' (un petit camion transformé pour servir de transport public) sur l'artère achalandée de Delmas quand un autre véhicule l'a heurté. Saint-Pierre avait émis le 13 avril une décision sur une motion de rejet des charges portées contre plusieurs accusés de La Scierie, s'abstenant de prendre une décision finale et enjoignant le magistrat enquêteur dans la cause de réinterroger plusieurs témoins.* » Deux jours après la mort de Saint-Pierre, l'ex-député Lavalas, Amanus Mayette, était remis en liberté par le juge remplaçant, ce qui « a déclenché un torrent de critiques et de théories du complot de la part des opposants à FL [*Fanmi Lavalas*] », qui prétendaient que « les parties défenderesses du procès de La Scierie seraient libérées et ne révèleraient pas *l'implication du président Préval et d'autres responsables dans des crimes commis sous Aristide.* »

Sanderson a calmement commenté à la fin : « Outre de vouloir faire passer la mort du juge pour une conspiration gouvernementale visant à absoudre les défendeurs du procès de La Scierie, Youri *Latortue et ses alliés au Sénat semblent utiliser cette occasion pour faire échouer l'adoption de législation pour la réforme de la Justice.* »

Lors de sa rencontre avec Sanderson, plus tard en ce mois de mai-là, Alexis a dit que « *l'enquête parlementaire [de Latortue] sur la mort de [Saint-Pierre] et les demandes visant à démettre de ses fonctions le ministre de la Justice* » étaient purement et simplement une « attaque [...] dirigée en réalité contre lui, orchestrée par Youri *Latortue* », écrivait l'ambassadeur dans un câble daté du 25 mai 2007. Alexis « a déclaré que *Latortue avait organisé les manifestants qui lui avaient lancé des pierres durant sa visite aux Gonaïves [...] pour les funérailles de Saint-Pierre* ». Alexis indiquait que même ses « partisans au sein de l'élite *gonaïvienne* » ont demandé de le rencontrer « en dehors des Gonaïves, parce qu'ils ne se sentaient pas en sécurité pour effectuer la rencontre dans la ville même », car « la force de police locale était corrompue et sous le contrôle de *Latortue* ». Sanderson a conclu, presque de façon stupéfaite, que même les partisans du puissant Premier ministre « dans sa propre ville natale étaient quelque peu *terrifiés* ».

Cinq jours après, Sanderson écrivait à Washington que « des observateurs politiques croient que le sénateur Youri *Latortue est soit l'instigateur ou bien il encourage les troubles* » dans cette ville du nord, car « la violence qui sévit aux Gonaïves discrédite et le gouvernement et la MINUSTAH, rehaussant ainsi la stature de *Latortue à titre d'incontournable alternative à la situation actuelle* ».

Elle poursuivait : « Bien que Youri *Latortue ait pu venir à représenter une sorte de combinaison de croque-mitaine et de réponse toute faite pour les responsables du gouvernement cherchant à expliquer leur échec pour l'amélioration des conditions aux Gonaïves, un vaste spectre de contacts bien au fait de la situation croient presqu'à l'unanimité que Latortue orchestre une campagne anti-gouvernement/anti-MINUSTAH et manipule les gangs locaux à ses propres fins politiques. De façon spécifique, ils accusent Latortue d'encourager l'illégalité aux Gonaïves pour discréditer le gouvernement et raffermir ses revendications pour la restauration de l'Armée d'Haïti, tout en renforçant sa propre base de pouvoir dans la région* ».

Offensive de charme de Latortue

L'ambassade des É.-U. a commencé à être alarmée par les difficultés que créait Latortue – dans un câble en date du 20 juin 2007, par exemple, le chargé d'Affaires Thomas Tighe faisait remarquer que Youri était « soupçonné de soutenir des activités criminelles, si ce n'est d'y participer ». Cependant, sans doute Latortue avait-il ses propres espions à l'Ambassade qui l'ont averti des préoccupations croissantes de Washington, car il a demandé une rencontre avec l'ambassade, qu'il a obtenue le 18 juin 2007.

Dans un câble du 27 juin intitulé « YOURI LATORTUE TEND LA MAIN », Sanderson décrit la manière dont le sénateur « a exprimé son désir d'entretenir de meilleures relations avec l'Ambassade et d'étendre la portée de son parti politique » et « expliqué qu'il appuyait l'idée de former une armée ». Elle a remarqué que « le profil de *Latortue comme principal opposant du gouvernement et futur candidat à la présidence a été considérablement rehaussé ces derniers mois, même si les Haïtiens informés le soupçonnent largement d'être impliqué dans le trafic de drogue et d'être encore directement lié à l›activité criminelle dans son fief natal dans l'Artibonite* ». Hélas, conclut-elle « à cause de l'influence qu'exerce *Latortue, il est de plus en plus difficile pour la Mission [l'ambassade] de le renier complètement, mais nous maintiendrons notre politique visant à le garder à une distance raisonnable* ».

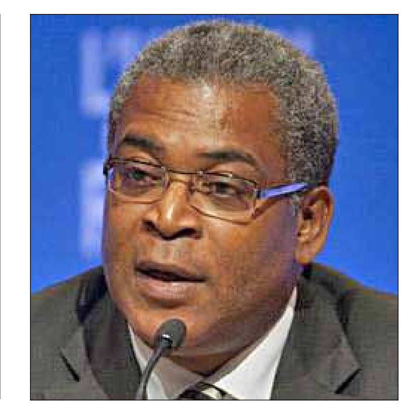
Latortue a dit à l'attaché politique de l'Ambassade, qu'il rencontrait, que « son objectif était de transformer son organisation [LAAA] de son statut régional en un parti national ».

« *Latortue a déclaré que la communauté internationale joue un rôle important dans les affaires haïtiennes et qu'il doit lui tendre la main pour réussir comme leader politique national* », rapporte Sanderson. « *Il a prétendu avoir entretenu de bonnes relations avec l'ambassade des États-Unis dans le passé, mais que les relations se sont dégradées au début de 2004. Sans qu'on le lui demande, Latortue a concédé que certaines personnes croient qu'il est un trafiquant de drogues. Il a avancé que ces accusations étaient sans fondement, qu'elles provenaient des ennemis politiques de son 'oncle'* ».

Suite à la page (19)

Martelly optera t-il pour un gouvernement répressif ?


L'ex-candidat à la présidence de la plate forme Renmen Ayiti, Jean Henry Céant


L'actuel Premier Ministre liquidant les affaires courantes, Jean Max Bellerive

Par Mona Péralte

Après le vote de rejet par la chambre basse du Premier ministre désigné Daniel Gérard Rouzier, 3 autres personnes sont pressenties pour être le Premier ministre afin de diriger la Primature. Il s'agit de l'avocat Bernard Gousse, de l'ex-candidat à la présidence de la plate forme Renmen Ayiti, Jean Henry Céant et de l'actuel Premier Ministre liquidant les affaires courantes, Jean Max Bellerive.

Entretemps, le président laissera le pays, ce mercredi 6 juillet, pour un énième voyage, cette fois-ci vers l'Europe. Il part à la recherche d'opportunités comme l'a annoncé son bureau de presse. Une tournée européenne de 10 jours qui le conduira, entre autres, en Espagne, en France, en Belgique et en Grande-Bretagne.

Son bureau de communication a aussi fait remarquer que l'objectif principal de ce voyage est de trouver des débouchés économiques et financiers en faveur de la relance de l'économie nationale. Opportunité pour qui ou pour quoi ? Il semblerait que ces voyages rentrent de préférence dans le cadre de contrats musicaux qu'il est allé honorer. Est-il allé quémander de l'argent pour pouvoir payer des échéances hypothécaires à Miami, d'autant que les sommes soutirées de la diaspora à travers les transferts d'argent et les appels téléphoniques semblent ne pas être suffisants pour tous les vautours qu'il a à payer. Sans doute son plus prochain voyage sera à Taiwan pour aller quémander davantage.

Il partira peut-être sans même annoncer le nom de son Premier ministre, ce qui laisse croire que les affaires du pays ne sont pas réellement son souci premier. Selon le sénateur Edwin Zenny proche du président, il semblerait que le choix se serait arrêté sur Me Bernard Gousse, ex-ministre de l'Injustice du gouvernement de facto de Boniface Alexandre et de Gérard Latortue, actuel avocat de Gérard Daniel Rouzier. Même quand le choix n'est pas encore officiel, on peut dire déjà que Martelly a bien opté pour un gouvernement répressif. Malgré que Gousse ne fait l'unanimité ni au parlement ni au sein de la classe politique voire dans la population, le président n'entend et ne voit rien, c'est Gousse qui lui plaît. Il se pourrait bien que même les Etats-Unis ne soient pas satisfaits de ce choix, car dans un câble de Wikileaks, ils se réfèrent sans doute au Professeur d›Université, à l'avocat, au Conseiller juridique supérieur près le Secteur de la réforme judiciaire à l' IFES, à l'ancien spécialiste en matière de justice près l'USAID qui a également travaillé avec la société civile du «Groupe des 184» d'André Apaid et de Charles Henri Baker. Par contre, selon l'ambassadeur Foley, dans un câble du 6/3/2005 :« tout le monde y compris ses supporters dans le secteur privé conviennent que Gousse a été un échec total tant sur le plan de la sécurité que sur le plan de la justice…»

Certes, il se pourrait bien qu'il ait été un «échec», mais la raison pour laquelle Martelly jetterait bien son dévolu sur lui, c'est du fait de son passé, parce que les deux ont collaborés au sein du mouvement gnbiste. Ainsi Martelly sait mieux que quiconque de quel bois Gousse se chauffe quand il s'agit de réprimer les masses populaires. A noter en passant que ce choix de Gousse rentre également dans le cadre de la lutte au sein du camp Martelly entre la bourgeoisie et le secteur macoute pour le contrôle du pouvoir. Il n'empêche que notre question reste entière : Martelly optera t-il pour un gouvernement répressif ?

Nancy Roc sur ses grands chevaux

Par Fanfan La Tulipe

« Se premye fwa m tap wè sa rive
Madigra bay tèt li oun grad souple
Pou l fèm pè se lè sa m pral pyafe»
Manno Charlemagne

En Afrique, il existe une mouche, la mouche tsé-tsé, dont la piqûre cause une maladie infectieuse, parasitaire, connue sous le nom de trypanosomiase africaine, couramment appelée maladie du sommeil. L'agent infectieux transmis par la mouche est un trypanosome, un parasite unicellulaire qui colonise le sang, la lymphe et le système nerveux. A part l'homme, la maladie peut atteindre les ovins, les caprins, les cervidés et les bovins. Au début, la fièvre, les douleurs articulaires et les maux de tête dominent le tableau clinique. A la longue, et en l'absence de traitement, apparaissent les signes neurologiques, éventuellement les troubles du sommeil, d'où le nom «maladie du sommeil».

Partout dans le monde, particulièrement dans le monde des politiciens véreux et des journalistes qui défendent «le système», tel un Robert Ménard, vole une espèce de mouche qui fait beaucoup de bruit : c'est la mouche vonvon. Quand elle pique une de ses victimes, la personne se met à vonvonner, à s'agiter, juste pour attirer l'attention autour d'elle, soit en parlant, soit en se manifestant par écrit, sur le web par exemple; ce qui est un signe classique sinon pathognomonique d'un mal qui n'est pas la maladie du sommeil mais bien la maladie du *djòlalèlè*. La personne atteinte est connue comme un *djòlalèlè* ou une *djòlalèlèz*. Peu importe le calibre intellectuel apparent (ou réel) de la personne atteinte, il s'agit toujours de djòlalèlètude.

Récemment, un cas s'est présenté à notre attention, cas pathétique s'il en fut : celui d'une femme, journaliste, *djòlalèlèz* de renom, et du nom de Nancy Roc. Le 22 juin dernier, Madame Roc faisait parvenir au directeur de Haïti Liberté, Berthony Dupont, une lettre ainsi libellée : *Par la présente, je souhaite souligner à votre attention que j'ai été désagréablement surprise de lire dans votre édition du 22 juin, dans un article signé par vous et intitulé « Premier échec de Martelly : Rouzier écarté!» la phrase suivante, je cite : « Qui sera le prochain choix du président Martelly ? Déjà, selon la journaliste haïtienne Nancy Roc, le premier mandataire de la nation aurait jeté son dévolu sur Laurent Lamothe, le PDG de «NoPin», un autre pion de la bourgeoise patripoche». Je tiens ici à vous exprimer ma réprobation de telles pratiques journalistiques. En effet, sans prendre la peine de me contacter, vous avez repris et extrapoler un post que j'ai mis sur ma page Facebook le 21 juin avec comme seule question : « Laurent Lamothe, prochain PM désigné ?» Cette question ne vous autorise donc pas à me faire l'auteure d'une affirmation alors que je ne posais qu'une question.*


Pour un oui ou pour un non, pour un ti krik ou un ti krak, Madame Roc monte sur ses grands chevaux. Ala dezafè !

Pourquoi Madame a-t-elle eu besoin de monter sur ses grands chevaux, à cause d'un simple point d'interrogation ? Madame a besoin de s'interroger sur la vraie raison de ses sautes d'humeur qui peuvent bien la désarçonner d'autant qu'elle ne peut se faire passer pour une amazone. Tant s'en faut. Il n'y a pas eu d'«affirmation» dans la phrase incriminée. Bien au contraire, cette phrase s'articule autour d'un verbe au conditionnel, conditionnel passé par surcroît : *aurait jeté son dévolu sur*... Pourquoi cet outrage jusqu'à exprimer une « *réprobation de telles pratiques journalistiques*» ? Madame indignée, arrogante sur ses grands chevaux, s'attendait à être contactée avant que soit utilisée une information parue sur sa *page Facebook le 21 juin*. La belle effronterie !

Une information publique, oui. Alors, *dekilakyèl* ? Madame Roc a profité pour rappeler qu'«en *aucun cas, je ne souhaite que mon professionnalisme et mon nom soient associés à ce genre de termes péjoratifs que ne n'emploie pas et dont l'utilisation a déjà laissé des séquelles dans le passé*». Pourtant, la formule *aurait jeté son dévolu sur* est d'utilisation courante dans le jargon journalistique, justement parce qu'il y a un doute, une incertitude, et que ce n'est pas affirmatif. Où est la couleur péjorative là-dedans ? La semaine dernière encore, l'animateur de l'émission «Intersection», Jean Monar, disait que selon ses sources «*Martelly aurait jeté son dévolu sur Céant*». Il n'y a eu là aucune affirmation. Madame a dû certainement avoir eu quelque tuyau (comme Monar), quelque source (même puante) pour se risquer à mentionner le nom de Lamothe, même avec un point d'interrogation, autrement, *tèt madanm nan fin ale*. Elle devrait consulter le docteur Harrisson Ernest, un psychiatre, journaliste par surcroît.

En réalité, ce n'est pas la péjorativité dévolu-tive de la phrase qui a jeté l'émoi dans l'âme de Madame. Le docteur Ernest dirait à Madame que c'est son subconscient qui a réagi en lisant la phrase péjorative mettant en exergue les belles qualités de Lamothe : *un autre pion de la bourgeoisie patripoche*. Madame, une GNBiste dans l'âme a été froissée, chiffonnée, meurtrie jusqu'aux os, elle qui écrivait: « *En 2004, il nous semble que le nouveau contrat social proposé par le Groupe des 184, peut nous offrir la chance de partager une vision commune du futur pour fonder véritablement la nation haïtienne*». Vraiment, Madame ! Sans doute pour réparer du parricide commis en 1806 la cascade de malheurs qui s'est abattue sur le pays par la faute justement des luttes intestines (pour ne pas dire intestinales, car à la place du coeur certains n'ont qu'une panse) entre ces bourgeois patripoches et leurs alliés de classe, les féodaux. D'André Apaid à Lamothe, il n'y a qu'un seul pas, celui de la partripocherie que vous franchissez allègrement, régulièrement, sans doute après avoir, récemment, *jeté votre dévolu* sur Micky Mouse, la *sweet* souris du *makou chat* Bill Clinton.

Le journal a pourtant été bien trop clément à l'endroit de Lamothe à propos duquel Cheikh Yérim Seck, journaliste sénégalais de l'hebdomadaire Jeune Afrique (que doit connaître Madame), a écrit un très bel «éloge». En effet, voici ce qu'il a dit du patripochard de Madame: « *Après avoir corrompu à tout va, utilisé des batteries de millions de dollars pour défoncer les portes de la République et sorti du palais avec un décret signé par le chef de l'Etat sénégalais Abdoulaye Wade instituant un système de taxation des appels entrants, Laurent Lamothe, patron de la nébuleuse Global Voice, réitère un forfait dont il est coutumier dans d'autres pays d'Afrique. Cet Haïtien de 39 ans, installé dans un château à Cape Town, qui se déplace en Maserati dans les artères de cette station balnéaire sud-africaine et voyage en jet privé, est le prototype de l'escroc parfait, spécialisé dans la corruption de dirigeants de républiques bananières pour piller leurs maigres ressources*». Je n'avais pas voulu *jeter mon dévolu* sur Lamothe, mais Madame m'y a forcé. *I am sorry for you*, Madame, vous et vos patripochons.

Quelques heures plus tard ce même 22 juin à 22h 54 Nancy Roc récidivait sur sa page Facebook, cette fois en laissant parler son conscient (le docteur Harrisson s'intéresserait au cas de Madame passée du subconscient au conscient). En effet, Madame verte d'animosité sinon de malveillance écrivait: « *Vu la ligne éditoriale d'Haïti Liberté, il est clair que c'est un journal à tendance (et je suis polie) lavalassienne dure qui déteste la bourgeoisie*». Est-ce ce un mécanisme de défense (une projection dirait le docteur Harrisson) qui la porte à croire que le journal *déteste la bourgeoisie* ? Et si par hasard c'était Madame qui déteste la classe sociale (pas nécessairement lavalassienne) que le journal défend ? Il fallait y penser, Madame, mais c'est peut-être trop fin pour votre museau GNBiste.

En fait, et comme l'a écrit le directeur du journal dans sa réponse à Madame adressée: «*nous nous sentons honorés et flattés d'être un journal à tendance lavalassienne, dans la mesure où il faut entendre par là un journal qui s'identifie aux masses populaires, à leur lutte pour une pleine accession à la dignité humaine que votre classe leur a toujours refusée*». Il se trouve que les circonstances politiques ont fini par diviser les Haïtiens plus ou moins en deux camps : celui des lavalassiens et celui des GNBistes/macoutes. Entre ces deux camps, il y a la minorité progressiste dont les membres ne sont pas nécessairement lavalassiens, loin s'en faut. Cette minorité s'affiche de gauche. Alors, vous, Madame, *ki kote ou kanpe* ? Vous sentiriez-vous *honorée et flattée* d'affirmer que vous êtes de «tendance» GNBiste, pas forcément «dure». Molle ? Pâteuse ? Cotonneuse ? Caoutchouteuse ? Krepsòleuse ? Ou bien de penchant macouteux ? Boueux? Limoneux ? Marécageux ? Branchez-vous, madame. Un peu de courage !

Le docteur Harrisson Ernest devrait vous allonger sur son divan, enfin, je veux dire sur le divan freudien pour vous aider à débusquer vos peurs, vos angoisses refoulées, des ressentiments enfouis dans votre inconscient. Lors de la première présidence d'Aristide, vous aviez le vent en poupe. N'étiez-vous pas Attachée de presse à la primature en 1994 ? Qu'est-ce qui s'est passé après le coup d'Etat qui vous a poussée dans le camp des *atache* ? Un ministère de l'Information ou de la Culture vous avait-il été refusé ? Un discret échec sentimental vous a-t-il désarçonné de votre cheval ? Depuis, vous avez développé de solides attaches avec le camp anti-peuple.

Madame était apparemment dans les bonnes grâces de Titid qui pouvait dire à un importun en quête de job: allez voir Nancy Roc. Il devait y avoir une curieuse alchimie entre vous deux, dites. *Sa k vin pase* ? Quelle amertume poursuit Madame ? Madame a-t-elle été évincée par une autre qui l'a frustrée à jamais et qui expliquerait cette haine à l'endroit des lavalassiens, et qui expliquerait cette peur des masses. S'agirait-il de «transfert», cet autre mécanisme de défense qui est une relation d'objet particulière, d'origine infantile, de nature inconsciente et par conséquent irrationnelle, qui confond le passé avec le présent, ce qui lui confère son caractère de réponse inadaptée, déplacée, inadéquate ?

La peur de l'autre, ce n'est pas la faute à Acéfi ou à Dieuveuille. La peur de l'autre correspond à un sentiment de culpabilité. Plutôt que de comprendre la part de responsabilité qui incombe à sa classe dans l'état abject où végètent les masses haïtiennes, Madame se réfugie inconsciemment dans l'attitude névrotique d'*un journal à tendance lavalassienne dure qui déteste la bourgeoisie*. Madame, voyez Harrisson, ça vous fera du bien. Le journal ne déteste pas la bourgeoisie. Il ne fait qu'enregistrer la réalité et la véracité de ce que dit la presse américaine quand elle parle de *morally repugnant elite*. Il dénonce l'attitude arrogante et méprisante de cette caste qui refuse de payer ses taxes et il se rend compte qu'elle est incorrigible et indécrottable, cette classe que vous défendez à travers le fumeux «Contrat social» d'André Apaid Junior, Henry Baker et tutti quanti.

Avant de terminer ne donnons pas à Nancy Roc la satisfaction de croire que toute l'équipe de Haïti Liberté «travaille à sa perte», pour reprendre l'idée d'un collaborateur du journal. Nous constatons simplement que Madame, en mal d'attention, peut-être un peu délaissée ces jours-ci par Tèt-Kale-Savann-Boule, devrait pouvoir contrôler ses déséquilibres hormonaux. Pour un oui ou un non, elle monte sur ses grands chevaux. Voici d'ailleurs un passage d'un article qui a été publié ce dimanche sur le site de Radio Kiskeya, concernant les furies, équines voudrais-je dire, de Madame: «*Fabienne Colas est bel et bien victime d'une campagne de diffamation extrême et d'atteinte grave à sa réputation de la part de Madame Bégon et de la journaliste Nancy Roc qui, quant à elle, a tenu des propos diffamatoires et vexatoires sur diverses plateformes publiques contre Fabienne. Je reviendrai sur le cas de Madame Roc en temps et lieu.*» Cas à suivre. Et ce n'est pas signé Haïti Liberté. Est-ce qu'à Radio Kiskeya, haut lieu GNBiste, on déteste aussi la bourgeoisie ?

Pour terminer, le «professionalisme» auto-proclamé de Madame devrait non seulement la porter à ne pas se tromper de cible – viser la bourgeoisie patripoche et non pas le journal – elle devrait aussi soigner ses textes, les relire attentivement (sans être tenaillée par la haine) ou *jeter son dévolu* sur quelqu'un en mesure de corriger ses manquements dont deux sont soulignés plus haut dans le corpus de sa virulente sortie contre Haïti Liberté . En ce qui concerne la première faute, madame doit se familiariser avec l'emploi du participe passé [...*vous avez repris et* ***extrapoler***]. La deuxième est une sorte de *tchak* grammatical [***que ne n'emploie pas***] qu'elle devrait reformuler pour notre compréhension. C'est peut-être une faute de «frappe». Notez que je n'ai pas écrit FRAPH, un sigle qui est familier à Madame, peut-être même qui lui est très cher depuis le coup d'Etat de 1991. Il y en a qui massacrent des lavalassiens en FRAPHant, et d'autres qui frappent en massacrant la grammaire, à moins que ce ne soit par une négligence FRAPHante, frappante de toute façon. Et avant que je n'oublie, je rappellerai que cet article n'a rien de polémique. *Tanpri souple, madanm.*

D'ici là, que madame descende de ses grands chevaux ! Elle n'est pas une amazone, non, vraiment pas. Sachez-le bien, Nancy Roc, *madigra, m pa pè w, se moun ou ye.*

Oganizasyon sosyal ak sendikal yo ap denonse revokasyon ilegal k ap fèt nan NATCOM

Lendi 4 jiyè 2011 lan, plizyè òganizasyon sosyal ak sendikal te bay yon konferans pou laprès pou yo leve vwa yo kont yon latriye revokasyon ilegal ak abitrè, prezidan konsèy modènizasyon antrepriz piblik yo, Yves Bastien ap fè nan konpayi sa a, ki fèk fin privatize a.

Dirijan òganizasyon sosyal ak sendikal yo denonse responsab CMEP ak NATCOM yo ki pa respekte dwa travayè ayisyen yo, yo pa respekte lwa peyi a ak nòm entènasyonal yo nan yon konferans pout e montre, yon lòt fwa ankò kijan y ap aplike politik neyoliberal la ak privatizasyon antrepriz yo, k ap donnen chomaj, mizè, grangou, ensekirite nan peyi a.

De konferansye yo Fritz Gerald Charles ak Yannick Etienne te fè konnen: "**Nou menm Oganizasyon Sosyal ak Sendikal sa yo: PEVEP, BRI KOURI, BATAY OUVRIYE, CATH, ANTEN OUVRIYE** deside makonnen vwa nou ansanm pou kontinye kondane epi denonse tout yon seri vag revokasyon ilegal ak abitrè k ap fèt nan antrepriz piblik, kouwè: TELEKO / NATCOM, ONA, APN, SMCRS elatriye. Depi 1996 gouvènman Rene Preval premye vèsyon an te pibliye yon lwa kriminèl pou privatize tout bwat Leta yo e li te mete kanpe yon enstriman zago loray yo rele CMEP ki gen nan tèt li yon maryonèt yo rele Yves Bastien, k ap vann yon bon pati nan richès peyi a ki se antrepriz piblik yo.

Yves Bastien, deja lage 10 mil travayè ayisyen nan chomaj fòse depi plis pase 4 lane, san okenn fòm de reparasyon ak dedomajman reyèl. Jounen Jodi a, se menm Yves Bastien ak Yves Armand k ap koupe rache nan NATCOM, ki pouse do 65 lòt travayè, mete yo deyò nan anptrepiz sa a. Kòm konsekans, to chomaj la vin ogmante, plis timoun pa ka al lekòl, mizè a vin pi rèd sou do mas pèp la, nan katye popilè a ak aplikasyon



Youn nan lokal Natcom yo nan Pòtoprens

politik neyoliberal la, yo rele plan lanmò ki pa respekte dwa travayè.

Oganizasyon sosyal ak sendikal sa yo ap denonse akò bidon dirijan TELEKO an Me 2010 te siyen ak anplwaye yo e ke dirijan NATCOM yo pa respekte, kote yo te genyen pou peye chak anplwaye 12 mwa, se 3 mwa sèlman yo ba yo, yo kenbe 9 mwa. Oganizasyon sa yo kondane kondisyon revokasyon sa yo ap fèt nan NATCOM lan, ki pa kadre ditou ak lwa peyi a e nòm entenasyonal yo.

Oganizasyon sa yo konstate dirijan peyi a, dirijan NATCOM yo, ansanm ak dirijan antrepriz soutretans yo pa sispann vyole dwa travayè yo. Leta ki ta dwe la pou garanti sekirite anplwaye, se menm Leta sa a k ap kreye chomaj andedan peyi a, pou yo ka apovri pèp la pi plis toujou, lage l anba men gwo peyi enperyalis yo pou kontinye piye ti richès li, epi kenbe l anba okipasyon bout di".

Pou tout rezon sa yo, nou menm dirijan òganizasyon sosyal ak sendikal sa yo, nou egzije pou:

Dwa travayè yo ak kondisyon travay yo respekte nan peyi a.

Pou dirijan ki nan Leta a kanpe touswit ak privatizasyon antrepriz piblik yo, k ap donnen chomaj ak lamizè.

Peye tout revoke TELEKO/ NATCOM yo tout prestasyon legal, prim ak reparasyon jan akò me 2010 la te di l.

Peye tout revoke TELEKO, ONA, APN, SMCRS, lane 2004, 2007, 2008 yo 36 mwa salè yo dwe yo depi plis pase 4 lane.

Pou revandikasyon sa yo ka jwenn satisfaksyon ansanm òganizasyon sa yo ap òganize yon gwo kokennchenn manifestasyon Jedi 7 Jiyè 2011 la, nan Pòtoprens k ap demare devan Capitol Ri Lama a 10 zè tapan nan maten pou fòse otorite yo tande vwa travayè yo. Nou ankouraje tout lòt òganizasyon pwogresis ak sendika konsekan yo pote kole nan manifestasyon sa a.

ABA privatizasyon!
ABA tout revokasyon gwo ponyèt!
ABA CMEP/ Yves Bastien!
VIV lit travayè yo!

Ensekirite a ap vale tèren nan peyi a!

Depi anviwon yon mwa selon yon rapò Rezo Nasyonal k ap defann dwa moun yo, RNDDH, genyen 250 moun fenomèn ensekirite a pote ale nan tout kouch sosyal nan sosyete a. Ayè lendi 4 jiyè 2011 lan, nan maten bandi ame yo te achte anba lavil la lajan kontan, nan ri dèseza, kote yo te pase plis pase 10 minit ap tire sou yon popilasyon k ap bat dlo pou l fè bè, nan chache lavi. Bilan zak kriminèl bandi yo: 5 moun mouri pami yo, yon pwopriyetè magazen ki rele Willy Altidas e plizyè lòt moun blese ki t ap kouri adwatagoch ak kò yo benyen ak san. Pandan tout tan sa a bandi yo pase y ap tire sou timachann yo anba lavil la, nan sant kapital la, kote anpil moun ap degaje yo, timachann yo fè konnen yo pa t wè prezans lapolis ak sòlda Loni yo. Tout timachann yo te bije kouri bay lari a blanch.

Timachann yo ki pa konnen ki sen pou yo rele pou vin ede yo ak bandi k ap simen latèrè nan sant vil kapital la. Daprè ti machann yo, se chak jou bandi ak zam nan men yo, ap mache volè lajan timachann yo, volè telefòn yo, komès yo elatriye. Kèk timachann te fè konnen: " Maten an la a plizyè bandi ak gwo zam fannfwa nan men yo debake la a nan Ri Dèseza a, yo tire anpil kout zam. Gen 5 moun ki mouri, nou wè la a plizyè moun k ap kouri ak san sou kò yo. Se nan Ri Dèseza a bandi yo te koumanse tire, tout timachann yo te kouri. Nou di Lapolis pran responsabilite l, mete sekirite anba lavil la. Nou gen Kolera k ap touye moun chak jou, grangou ap touye nou, men jounen jodi a bandi ap simaye dèy nan fanmi yo, mezanmi kisa pou nou fè ? Kisa nou fè n ap peye? Prezidan Martelly ou te di nou bagay yo pral chanje, men jounen jodi a nou wè yo vin pi mal, moun ap mouri chak jou anba bal bandi. N ap rele anmwe, nou pa kapab ankò… »

Nan dènye jou sa yo zak ensekirite ak banditis yo ogmante chak jou pi plis nan kapital ayisyen an, bandi yo ap touye moun tout kote, y ap kidnape moun, pou yo touye yo aprè .

Poutan nan zòn Channmas la touprè palè nasyonal la, gen komisarya polis Pòtoprens lan ak direksyon depatmantal Lwès la, ki gen ladan l kò dentèvansyon ak mentyendòd, CIMO. Se tout lajounen bandi yo ap kase men moun pran telefòn, pran bag, chèn, sak ak bous moun. Sekretè egzekitif komisyon nasyonal jistis ak lapè a, Jocelyne Colas, fè konnen youn nan koz fenomèn ensekirite a se plis pase 268 mil zam ilegal tout kalib, k ap sikile andedan peyi a, kote otorite yo pa gen okenn kontwòl sou zam sa yo. Anpil lòt moun fè konnen se prizonye ki te sove nan prizon lè tranblemanntè 12 janvye 2010 la, ki toujou lage nan lari a ak pil ak pakèt depòte Etazini ap debake yo, k ap touye moun konsa nan peyi a.

Genyen lòt moun ki ale pi lwen nan analiz yo, yo ki fè konnen se sitiyasyon ekonomik ak sosyal makawon pèp ayisyen an ap viv nan 10 dènyè ane sa yo ki alabaz monte ensekirite ak zak banditis yo.

Detoutfason pwoblèm lan la, l ap agrave chak jou, men anpil moun pa wè otorite ki nan tèt peyi a jounen jodi a manifeste volonte reyèl pou pote solisyon a pwoblèm sa yo, yo pito chita chak jou ap goumen pou yo genyen plis pouvwa pou defann enterè pwòp tèt yo, klas yo ak patwon yo nan kominote entènasyonal la. Se pou tout òganizasyon konsekan na peyi komanse reveye yo, souke kò yo pou yo goumen nonselman kont leta sa a men kont fòs okipasyon an pou Minustah bay peyi a blanch.

Avis Matrimonial

Je soussigné Mr Auguste St. Eloi, demeurant et domicilié au 833 East 40 Street, à Brooklyn NY 11210, avise le public en général, le commerce en particulier et la justice que je ne suis plus responsable des actes de mon épouse Madame Fumène St. Eloi, née Cordon, jusqu'à ce qu'une décision finale en divorce soit délivré contre elle.
Brooklyn, NY ce 28 juin 2011

Signé
Mr. Auguste Saint-Eloi

****

Matrimonial Notice

I, Mr Auguste St. Eloi, living and domiciled at 833 East 40 Street, Brooklyn NY 11210, notify the general public, businesses and justice in particular, that I am no longer responsible for the actions of my wife Mrs Fumène St. Eloi, maiden name Cordon, until a final divorce ruling is issued against her.
Brooklyn, NY ce 28 juin 2011

Signed
Mr. Augustus Saint-Eloi

Un Président Fantoche en Panne de Premier Ministre

Par Castro Desroches

Les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient. Pendant la campagne présidentielle, le candidat Michel Martelly avait promis monts et merveilles à une population pitoyable, prête à s'embarquer dans n'importe quelle aventure politique. Tapageusement, le mégaphone et la radio annonçaient des lendemains radieux. Ici, Micky au micro. Appels robots par-ci par-là. Change/ment. Loge/ment. Enseigne/ment gratis. Sécurité assurée avec « l'agressif pacificateur ». Paix de cimetière. Investisse/ment. Pays en pimpant. Pourtant, au jour J du carnaval électoral, la majorité a voté avec les pieds en s'abstenant de se déplacer. En fin de compte, Micky Martelly a vaincu sans avoir convaincu.

Près de deux mois après l'avènement au pouvoir du maître-chanteur, Haïti se retrouve sans gouvernement fonctionnel. Cela ne dérange pas outremesure le gros bozo engagé à corps perdu dans un solo pathétique. L'affaire est dans le Sac. Contorsions. Tergiversations. Gesticulations. Sensation de déjà vu à YouTube. Spectacle répétitif en slow motion. One man show. L'amuseur public est empêtré dans ce nouveau rôle de chef d'état d'opérette. Très certainement, Languichatte Déborbus, de regretté mémoire, ferait mieux l'affaire. La foule accourue à l'annonce du spectacle gratuit commence déjà à perdre patience. La plaisanterie n'a que trop duré.

Changement de masque et de décor ? En fait de changement, ce sont les montagnes d'ordures qui gagnent du terrain dans les rues de la ville en ruines. Jour après jour, le black-out étend ses tentacules pour saluer l'arrivée du maître des ténèbres. Avec Micky, les Haïtiens se retrouvent avec une bougie allumée aux deux bouts. E-Power. Illusion. Obscurité. Insécurité galopante. Les criminels en uniforme enquêtent sur les forfaits des criminels en civil. Toutefois, le cœur n'y est pas. Avec l'avènement du « bandit légal » au pouvoir, les tortionnaires et les brigands redoublent d'audace. La PNH de Mario Andresol apporte sa contribution à la liste des victimes. Séances de torture comme au bon vieux temps de la dictature duvaliériste. Chemise rose et cravate rouge, le Commissaire du gouvernement Harrycidas assiste impassible au « supplice » dans les locaux de la folie meurtrière. Les cadres de l'administration publique tombent sous les balles assassines des truands introuvables. Haïti est un pays de crimes parfaits. Enquêtes inutiles. Les morts ont tort. Les criminels sont beaucoup plus professionnels que les barbouzes de la PNH. Le Directeur Général de la Police a raté sa vocation. Il aurait dû poursuivre et attraper cette prometteuse carrière de mannequin dans la foire des vilains.

Pendant ces sept premières semaines l'incompétence, la flambée de violence et le gaspillage éhonté des maigres ressources de l'Etat ont été les notes dominantes du gouvernement fantoche de Micky Martelly. Au cours d'un tête-à-tête avec la Presse, le samedi 2 juillet, le président tet kale a assigné aux journalistes une mission impossible: «Je ne vous demande pas de me porter aux nues mais de donner des nouvelles positives… » Le hic, c'est de savoir où les trouver ces nouvelles positives. Tremblement de terre et choléra en 2010. Micky Martelly en 2011. Les bonnes nouvelles viendront avec la récolte des raisins de la colère.

La pintade rose mène la politique de l'autruche. En plumes de paon, elle bat de l'aile. Elle chante et danse ses chansons oiseuses sous les regards inquiets des zélés oiseleurs de la bassecour. Elle tourne en rond. Elle ronronne comme un pigeon voyageur en mal de mâle ou de femelle. Elle se regarde sans


Le candidat Michel Martelly avait promis monts et merveilles à une population pitoyable, prête à s'embarquer dans n'importe quelle aventure politique

se reconnaître dans des tessons de glace. Elle voltige de tiges en tiges. Saut périlleux. Vertige. Chute libre.

Le calcul était pathétique. Nous avons tenté notre chance avec des gens éduqués et ils n'ont rien donné. Tentons donc notre chance avec un tonton-macoute obscurantiste. On ne sait jamais. La vie en Haïti, c'est vers l'arrière qu'elle regarde.

Près de deux mois après son investiture, il est devenu évident que le président tèt kale se paie la tête de tout le monde. Il se moque éperdument des attentes de ceux qui vivent sous les tentes. Qu'ils aillent se faire voir ailleurs. Sirène obscène et assourdissante. Cortège présidentiel interminable dans les rues délabrées de Port-au-Prince. Insulte à la misère des démunis. C'est Micky qui passe et repasse. Caravane de la mort. Course effrénée vers l'abîme.

Au fil des semaines, l'argent qui devrait être affecté aux problèmes urgents est gaspillé pour assurer un train de vie princier à l'heureux gagnant de la loterie électorale. Limousines. Avion privé. Frais exorbitants de voyages. Va-et-vient incessant. Navette spatiale. Fanfare du Palais pour saluer le fanfaron dans ses moindres déplacements. Ti Simone prend très au sérieux son rôle de « chef suprême ».

Après l'échec de Daniel Rouzier, une liste de dix potentiels Premiers ministres a été constituée. Pas de problème à trouver des noms. Le hic, c'est de faire dire « oui » au Parlement.

Ce ne sont pas les prétendants qui manquent autour du trône. Les « masochistes du pouvoir » s'alignent en rang serré. Parmi ces potentiels Premiers ministres, il y a le sinistre Bernard Gousse. Pas de surprise. C'est le favori de Micky selon ses déclarations à Clive Bacchus de Associated Press. Gousse est un dur à cuire. Un extrémiste de droite aussi arrogant que Micky. En 2005, il avait été forcé de soumettre sa démission sous le règne sanglant de Latortue. Excès de zèle dans la perpétration et l'exonération des crimes contre l'Humanité. Parmi les heureux bénéficiaires : Louis Jodel Chamblain. Les chances de succès de Gousse auprès de la Chambre sont nulles. La seule mention de son nom comme Premier ministre pressenti relève tout simplement de la provocation.

Daniel Rouzier, gestionnaire de Food for the Poor est resté sur sa faim. Le pouvoir est une mangeoire attirante qui dévore à belles dents l'appétit du pouvoir. No/vice ? Ceci reste à démontrer. Cependant, il a appris à ses dépens toutes les vicissitudes de la politicaillerie haïtienne. Avilissement. Linge sale déballé sur la voie publique. Coups fourrés. Trahison et abandon à peine déguisés. Le sort de B. Gousse ne devrait pas être plus brillant.

Super patron, Rouzier n'aurait jamais embauché Micky. Même comme garçon de cour. Le type est dangereux et pervers. Pourtant, Rouzier a cru devoir devenir le laquais de Micky. Seigneur, protège-moi de moi-même. Protège-moi de l'ambition malsaine, mal placée, mal calculée. Crois-moi, l'échec est parfois une bénédiction déguisée. Amen.

Devenu une curiosité internationale, le président tèt kale est davantage intéressé à aller s'exhiber à l'extérieur qu'à négocier avec la Chambre en vue de former un gouvernement de salut public. Les honorables Députés et Sénateurs devraient penser à publier une interdiction de départ contre Micky Martelly. Le forcer à surseoir à ses voyages (avec ses mignons) et à s'asseoir à la table des négociations. Autrement, il risque de partir pour ne plus revenir. Il pourrait même décider de diriger le pays à partir de l'étranger. Pour ceux qui ne le savent pas encore : le type est complètement cinglé. Contesté à l'intérieur, il est à la recherche d'une impossible légitimité internationale en vue de justifier son maintien au pouvoir. Il veut se convaincre qu'il est un vrai chef d'état et non pas ce truand parvenu au sommet du mât de cocagne dans un état lamentable. Le Président Obama a pu jusqu'à présent échapper à l'embarrassante rencontre avec Micky Martelly. Sacré veinard ! Pince-sans-rire, Micky multiplie les voyages afin de « refaire l'image, trop longtemps ternie, du pays à l'extérieur. » Il feint de ne pas comprendre que c'est sa présence à la tête de l'Etat qui constitue, en ce moment, le plus grand désastre pour le prestige national.

Réflexion sur les potentiels de développement d'Haïti

Par Pierre Hérard Balthazar

À l'heure de la globalisation de l'économie des pays du nord dans un contexte de récession de l'économie mondiale, lorsqu'on parle du développement d'Haïti sous l'égide des Nation Unies, spécialement après les événements du 12 janvier, 2010, il est d'une urgente nécessité de poser la question suivante : quel est le modèle de développement qui conviendrait à Haïti? Dans cet article nous allons essayer d'analyser le cas d'Haïti en nous servant de l'expérience d'autres pays, en particulier celle des pays latino-américains.

Dans beaucoup de pays, l'État et les autorités concernées s'engagent constamment dans le développement de leurs communautés ; il serait bénéfique pour Haïti de s'en inspirer.

La problématique du développement est un sujet complexe. En effet, il est souvent difficile de mesurer le degré de développement d'un pays à partir des efforts qui ont été engagés sur le plan économique. Doit-on seulement porter notre attention sur l'aspect économique de la question ou devrait-on plutôt faire un mélange qui inclurait d'autres éléments pouvant favoriser la compréhension de cette problématique? Il va de soi que l'économique joue un rôle essentiel dans le développement d'une société. Cependant, il serait préjudiciable de privilégier cet aspect dans une analyse portant au développement social. C'est la même approche que fait John Martinussen dans son article: « ***Introduction aux Concepts de Développement Humain*[1] **».** Cet article veut montrer que les seuls revenus ou son accroissement ne suffisent pas pour évaluer le degré de la qualité de la vie et le niveau de développement d'une société. Autrement dit, l'économie ou l'augmentation des revenus des citoyens ne sont pas les seuls indices de développement. En effet, le développement d'un État dépend parfois des contingences qu'un pays ne peut pas forcement maîtriser. De plus, certains événements internationaux, comme la chute du marché boursier en 2008, peuvent avoir un impact, souvent négatif, au niveau national sur l'économie et le revenu des ménages. Il est donc nécessaire de regarder le développement d'un Etat avec des éléments allant au delà de l'économique.

Puisque l'économie ne suffit pas à elle seule pour expliquer le niveau de développement d'un Etat, il conviendrait de considérer d'autres aspects non moins importants de toute analyse sur le développement. On peut prendre, par exemple, les systèmes de régulation de l'économie que l'on peut considérer comme une base dans les questions portant sur les affaires financières. Dans ce cas précis, nous pouvons prendre le cas des pays latino-américains qui ont choisi d'appliquer les politiques économiques dictées par les *Bailleurs de Fonds Internationaux*. Qu'est ce qui caractérise ces pays là ? Ces pays donnent une image contrastée, parce que, d'un côté on a une croissance accrue du PIB [2], de l'autre une pauvreté effrayante. **En d'autres termes dans ces sociétés la pauvreté côtoie la richesse.**

Qu'est ce qui peut expliquer une telle contradiction ? Elle s'explique par l'application des politiques néo-libérales (la privatisation des services publiques et la non-intervention de l'Etat) et la globalisation internationale imposée par les institutions du Bretton Woods—tel a été le cas en Argentine dans les années 1980s. Si l'application de ce modèle économique dans les pays latino-américains s'est soldée par un échec, comment peut on réduire le chômage chronique, la pauvreté, et augmenter le PIB d'Haïti en appliquant la même politique ? Pour répondre à cette question nous allons continuer l'analyse de l'expérience faite des pays latino-américains.

De 1990 à 2000, on a rapporté que sur 14 pays latino-américains 11 auraient réduit leur niveau de pauvreté de manière considérable.[3] Comment y sont-ils parvenus ? Ces chiffres traduisent-ils la réalité ? En effet ce rapport est contredit par un autre qui soutient que 41 % de la population de ces mêmes pays vivent en dessous du seuil de la pauvreté [5]. Il y a donc contradiction entre les chiffres énoncés et la réalité.

Venons en au cas d'Haïti où la pauvreté est à un niveau élevé et le PIB per Capita très bas (environ 300.00 USD/an) [4]. **En quoi Haïti ressemble t-il à ces pays? Pourquoi la pauvreté**

Suite à la page (14)





Confirmation scientifique de l'origine de l'épidémie de choléra en Haïti

Par Jackson Rateau

Les résultats d'une étude basée sur des échantillons prélevés dans la Rivière Meil à Mirebalais et sur les excréments du contingent népalais ramifié à la MINUSTAH, ont définitivement confirmé l'origine de l'épidémie de choléra qui a commencé à dévaster Haïti depuis la fin de l'année 2010 jusqu'à date.

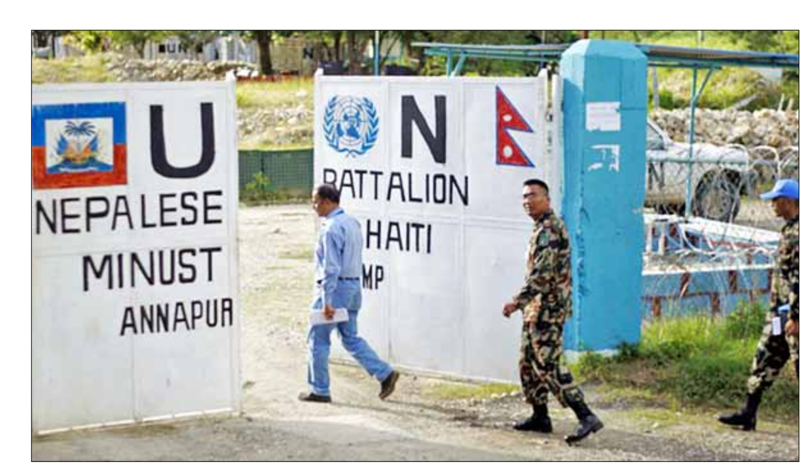
Les résultats de l'étude publiés dans le numéro de juillet de la revue scientifique américaine « Emerging Infectious Diseases » (Maladies infectieuses émergentes), ont maintenant complètement levé tous les soupçons quant à l'origine de cette épidémie qui se propage en Haïti de façon vertigineuse. L'étude a été réalisée par les Centres pour le contrôle et la prévention des maladies (*Centers for Disease Control and Prevention*, CDC)

Les résultats de l'étude, ont établi un lien direct entre l'arrivée en Haïti du contingent népalais affecté à la MINUSTAH, logé à Meil, environ 2 KM de la ville de Mirebalais et l'éclosion de l'épidémie de choléra dès la fin de l'année 2010. Lors d'une conférence de presse datée du 30 juin, la porte-parole des forces d'occupations de l'ONU, immédiatement après la publication des résultats scientifiques, a déclaré : « *si des preuves scientifiques peuvent établir que l'épidémie est bien partie de la base népalaise de Mirebalais, la MINUSTAH serait prête à faire des excuses au peuple haitien.* » A noter qu'elle a parlé au conditionnel, mais que surtout elle a négligé de parler de dédommagements.

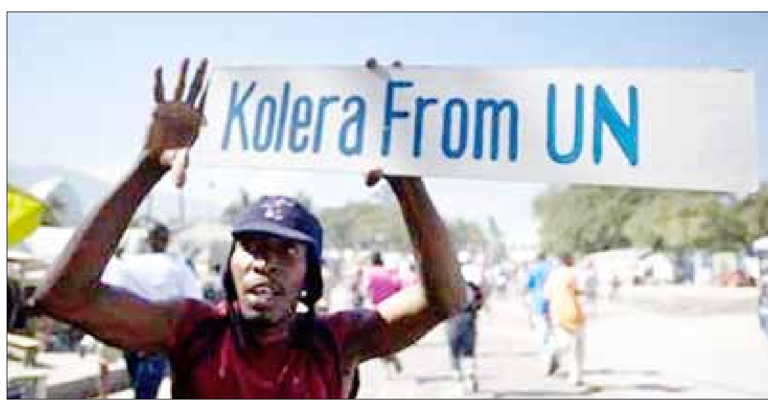
A plus forte raison que la présence de cette prétendue mission de paix en Haïti a engendré tous les maux du pays, depuis le massacre à Cité Soleil en juillet 2004 jusqu'à cette propagation de l'épidémie de choléra en passant par des milliers de crimes et d'exactions commis par les soldats de la MINUSTAH sur nos compatriotes tels exécutions sommaires, assassinats, pendaisons, viols, vols et autres actes répréhensibles, tendant à humilier notre peuple et à bafouer sa dignité.

Les chercheurs scientifiques du CDC, auteurs de l'étude, ont rapporté ce qui suit : entre l'arrivée en Haïti du contingent népalais issu d'une région du Népal où le cholera est déjà au stade endémique et l'apparition des premiers cas de l'épidémie à Meil, il y a une parfaite corrélation de temps et de lieux. Compte tenu de la situation d'isolement de la localité Meil dans le département du Centre et l'arrivée impromptue de ces étrangers confondus dans la population, il est un fait incontestable que la maladie de choléra n'a pu arriver en Haïti d'une autre façon.

Ainsi, à partir de la Rivière Meil dans laquelle sont vidangés les excréments et les eaux usées provenant du camp des soldats népalais de l'ONU, l'infection de choléra s'est vite propagée. Nous pensons que la Rivière Meil a été le vecteur de choléra durant les premiers jours de l'épidémie, en véhiculant suffisamment de concentration de bactéries



Le chef de mission du Népal en Haïti, le lieutenant-colonel de Krishna, au centre, et Prakash Neupane, chef adjoint de la section du génie de la MINUSTAH, à gauche, entrent dans la base du Népal à Mirebalais, Haïti, le dimanche 31 octobre 2010. (AP / Ramon Espinosa)



L'épidémie de choléra qui a à dévasté Haïti est sans aucun doute d'origine du contingent népalais ramifié à la MINUSTAH

pour provoquer l'infection. Ensuite, le choléra s'est propagé via le fleuve de l'Artibonite dont la Rivière Meil est un affluent.

Nos enquêtes, écrivent les chercheurs, aussi bien que les analyses statistiques révèlent que la contamination s'est produite simultanément dans cette commune, située sur les rives du fleuve de l'Artibonite.

La PAPDA de Camille Charlmers, même après avoir refusé que le gouvernement lavalas exigeât de la France le remboursement des 21 milliards volés au peuple haïtien pense maintenant à redorer son blason en souhaitant que 25 à 30% du budget annuel alloué à la MINUSTAH soient alloués aux victimes du choléra et à leurs familles.

Disons que c'est quand même bien et utile qu'un centre de recherche du nom de CDC, basé en Atlanta, Georgia, ait pu diligenter une enquête approfondie sur l'origine de cette épidémie de cholera en Haïti pour conclure enfin à un rapport définitif. Cependant, nonobstant un tel rapport, si exhaustif et concluant qu'il soit, cela ne peut nous empêcher de nous rappeler de l'accusation malveillante et fallacieuse de ce même CDC en 1983 qui avait pris la population haïtienne pour cible. La presse internationale avait stigmatisé la population sidéenne en se référant aux «4H» : Homosexuels (72%), Héroïnomanes (17%), Hémophiles (7%) et Immigrants haïtiens (4%).

Un porte parole de l'ONU Farhan Hark, réagissant sur ce rapport, a déclaré: « *Nous sommes au courant du rapport, et comme pour tous les autres, nous allons rapidement étudier ses conclusions. Nous regardons tout ça sérieusement. Comme vous le savez, nous sommes très préoccupés par l'épidémie de choléra en Haïti. C'est la raison pour laquelle le secrétaire général Ban Ki-Moon avait mis en place au début de l'année, un groupe d'experts indépendants pour enquêter sur l'origine de l'épidémie* ».

Selon l'épidémiologiste français Renaud Pierroux qui avait conduit une enquête en Haïti sur l'épidémie, dès la fin de l'année 2010, l'épidémie avait été importée. La souche ne pouvait provenir ni de l'environnement ni des camps des sinistrés du séisme du 12 janvier 2010.

Paradoxalement, peut être par excès de zèle ou un sentiment apatride poussé, des compatriotes comme Michèle Montas et Patrick Elie cherchant une excuse pour innocenter les colons de l'ONU en Haïti avaient préféré verser dans l'outrage.« *Moi, je dis que c'est tout à fait injuste d'accuser la MINUSTAH de la propagation du virus de choléra en Haïti…Dans le cadre des Nations Unies, je prenais en considération les accusations contre les népalais. La MINUSTAH a conduit des analyses d'eau dans les laboratoires à Saint Domingue. Le maire de Mirebalais a aussi ordonné des analyses d'eau dans les laboratoires nationaux. Tous ces testes se sont révélés négatifs. Est-ce possible que ce soient les népalais qui auraient propagé cette maladie dans le pays ? Moi, je ne vois pas comment. Je comprends les frustrations de ceux qui veulent rendre les autres responsables de leurs souffrances. Je comprends cela. Je comprends que nous avons besoin de boucs émissaires. Nous avons besoin de dire : voici celui qui est responsable…Comme ils ne nous ressemblent pas, ils sont d'une a*

Suite à la page (19)

Portrait de Laurent Lamothe, le sulfureux patron de Global Voice


Après avoir financé la campagne de Joseph Michel Martely, devenu président de la République, Laurent Lamothe (à gauche) cherche aujourd'hui un poste dans le gouvernement de ce dernier pour s'assurer une immunité.


Laurent Lamothe, patron de la nébuleuse Global Voice

Par Cheikh Yérim Seck

C'est l'homme par qui le scandale arrive. Depuis plusieurs mois, le dispositif de contrôle des appels entrants qu'il a introduits au Sénégal moyennant le paiement de faramineux pots de vin défraie la chronique. Après avoir corrompu à tout va, utilisé des batteries de millions de dollars pour défoncer les portes de la République et sorti du palais avec un décret signé par le chef de l'Etat sénégalais Abdoulaye Wade instituant un système de taxation des appels entrants, Laurent Lamothe, patron de la nébuleuse Global Voice, réitère un forfait dont il est coutumier dans d'autres pays d'Afrique.

Cet Haïtien de 39 ans, installé dans un château à Cape Town, qui se déplace en Maserati dans les artères de cette station balnéaire sud-africaine et voyage en jet privé, est le prototype de l'escroc parfait, spécialisé dans la corruption de dirigeants de républiques bananières pour piller leurs maigres ressources. La liste des Etats où il a sévi en fait foi. Global Voice a réussi à s'implanter et à «faire affaire» en République démocratique du Congo, en Centrafrique, en Guinée…

En Gambie, où règne un despote aussi absolu que prédateur, il a réussi à obtenir le marché de l'interco par le biais d'un deal assurant à Yaya Jammeh, l'homme fort du pays, des millions de dollars qui tombent régulièrement dans sa cassette personnelle et un dispositif d'écoute des communications téléphoniques des Gambiens. Aux pires moments du show tragique puis comique de Moussa Dadis Camara, en Guinée, Laurent Lamothe et son associé Patrice Baker, tels des vautours sur les restes de l'Etat guinéen, n'ont pas hésité à «faire affaire» avec Dadis pour renouveler leur contrat que le gouvernement du défunt Lansana Conté avait refusé de reconduire.

L'épopée de Lamothe à Conakry est d'ailleurs très riche en rebondissements, dont le plus fantasque est le déballage opéré par Lamine Niang, son ancien country manager en Guinée, petit- frère de Serigne Ben Niang (vice président du groupe). Dans une contribution parue dans un journal dakarois, Lamine Niang a décrit par le menu

Suite à la page (19)

"Mafia boss... Drug dealer... Poster-boy for political corruption":

WikiLeaked U.S. Embassy Cables Portray Senator Youri Latortue

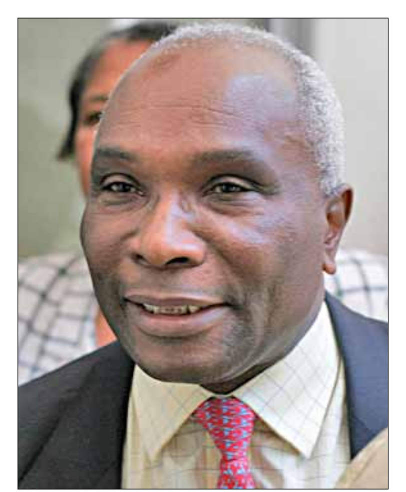
Second of two articles

By Kim Ives

Last week's installment examined charges that Senator Youri Latortue, whom the U.S. Embassy described in a secret cable as possibly "the most brazenly corrupt of leading Haitian politicians," was involved in drug trafficking, kidnapping, and other illegal activities. We continue our portrait of this powerful politician through secret U.S. Embassy cables provided to Haïti Liberté by the media organization WikiLeaks.



Senator Youri Latortue (left) with Haitian President Michel Martelly and former presidential candidate Mirlande Manigat. The U.S. *"Embassy... remains conscious of Latortue's shady past (which may well continue into the present) and of his possible drug associations,"* wrote Ambassador Janet Sanderson in one cable.



Former Prime Minister Jacques Edouard Alexis. It was Latortue who *"ultimately helped engineer the downfall of PM Alexis,"* according to Ambassador Sanderson.

Latortue vs. Alexis

One of Youri Latortue's biggest political rivals was then Prime Minister Jacques Edouard Alexis, who also hails from Gonaïves. A colleague of Latortue described how "*Senator Latortue paid protestors to demonstrate and cause disruption to the ceremonies*" celebrating Gonaïves' anniversary, which Alexis attended, wrote U.S. Ambassador Janet Sanderson in a Nov. 20, 2006 cable. "*Senator Latortue often exploits local gangs for his own purposes in this way.*"

Sanderson commented at the end of her cable that "*Latortue's activities are a cause for concern given his presidential ambitions for 2011. Prime Minister Alexis has gone as far as to ask for the USG [U.S. government] to 'arrest him', as has Préval's advisor Bob Manuel.*"

The political skirmishing between Alexis and Latortue continued throughout 2007, with the U.S. Embassy following it closely. The biggest row came after "*Chief judge for the court of appeals, Hughes St. Pierre, died in Port-au-Prince on April 24 in a traffic accident,*" Sanderson reported in a May 15, 2007 cable. The judge was presiding over the La Scierie trial, in which various Aristide government officials and policemen were accused of carrying out a "*massacre*" in St. Marc, a charge which has since been completely discredited. "*St. Pierre, 75 years-old, was getting off a a 'tap tap' (a small truck converted for public transport) on the busy Delmas thoroughfare when another vehicle struck him. St. Pierre on April 13 had issued a ruling on a motion to dismiss the charges brought by several La Scierie defendants, declining to make a final decision and asking the examining magistrate in the case to re-examine several witnesses.*" Two days after St. Pierre's death, former Lavalas deputy Amanus Mayette was released by the replacement judge, which "*unleashed a torrent of criticism and conspiracy theories from [Lavalas Family] FL opponents,*" who argued that "*the La Scierie defendants would go free and not reveal the involvement of President Préval and other officials in crimes committed under Aristide.*"

Sanderson matter-of-factly commented at the end: "*Apart from trying to link the judge's death to a government conspiracy to absolve the La Scierie defendants, Youri Latortue and his allies in the Senate appear to be using this opportunity to derail justice reform legislation.*"

When Alexis met with Sanderson later that May, he said that Latortue's "*parliamentary investigation into the death of [St. Pierre] and calls to remove the justice minister*" were simply an "*attack [...] really directed against him, orchestrated by Youri Latortue,*" the ambassador wrote in a May 25, 2007 cable. Alexis "*claimed that Latortue had organized the demonstrators who had thrown rocks at him during his visit to Gonaïves... to attend St. Pierre's funeral.*" Alexis said how even his "*supporters among the Gonaïves elite*" asked to meet him "*outside of Gonaïves, because they did not feel safe holding the meeting in the city*" because "*the local police force was corrupt and controlled by Latortue.*" Sanderson concluded, almost bemusedly, that even the powerful Prime Minister's "*supporters in his own home town were running somewhat scared.*"

Five days later, Sanderson wrote Washington that "*political observers believe that Senator Youri Latortue is either instigating or encouraging the disturbances*" in the northwestern city because "*ongoing violence in Gonaïves discredits both the government and MINUSTAH, raising Latortue's profile as a powerful alternative to the current order.*"

She continued: "*While Youri Latortue may have become something of a combination boogeyman and pat answer for government officials seeking to explain their failure to improve conditions in Gonaïves, a broad spectrum of contacts with knowledge of the situation almost unanimously believe that Latortue orchestrates an anti-government/anti-MINUSTAH campaign and manipulates the local gangs to his own political ends. Specifically, they charge that Latortue encourages lawlessness in Gonaïves to discredit the government and to bolster his case for the re-establishment of Haiti's army, while strengthening his own power base in the region.*"

Latortue's Charm Offensive

The U.S. Embassy was starting to be alarmed at the trouble Latortue was creating – in a Jun. 20, 2007 cable, for example, Chargé d'Affaires Thomas Tighe remarked that Youri was "*suspected of supporting, if not participating, in criminal activity.*" But perhaps Latortue had some spies of his own in the Embassy who gave him a heads-up about Washington's growing concern, because he requested a meeting with the Embassy and got it on Jun. 18, 2007.

In a Jun. 27 cable entitled "*YOURI LATORTUE REACHES OUT,*" Sanderson describes how the Senator "*expressed his desire to have better relations with the embassy and expand the reach of his political party*" and "*explained that he supported forming an army.*" She noted that "*Latortue's profile as a leading opponent of the government and future presidential candidate has risen sharply in recent months, even though informed Haitians widely assume that he was involved in drug trafficking and is still directly linked to criminal activity in his home base in the Artibonite.*"

Alas, she concluded, "*Latortue's influence makes it increasingly difficult for post [the Embassy] to shun him completely, but we will maintain our policy of keeping him at arms length.*"

Latortue told the Embassy political officer with whom he met that "*his goal was to transform his organization [LAAA] from a regional to a national party.*"

"*Latortue stated that the international community plays a big role in Haitian affairs and that he must reach out to it if he is to be a successful, national political leader,*" Sanderson reported. "*He claimed to have had good relations with the US Embassy in the past, but that the relationship soured beginning in 2004. Unprompted, Latortue acknowledged that some people believe he is a drug trafficker. He retorted that these were unsubstantiated claims by his and his ''uncle's'' political enemies.*"

Latortue's sucking up to the Embassy appeared to have been rather transparent. "*He closed his remarks on his political ambitions by avowing that he has always been, and will continue to be, a friend of the United States*" Sanderson wrote. "*He said that he receives from Cuba and Venezuela offers to visit, but always declines because these countries 'do not represent his way of thinking.' He also claimed to have counseled other government officials and parliamentarians that accepting these offers would appear to be playing off the United States and Venezuela/Cuba against each other.*"

Youri also said he favors "*an obligatory one year service for 18-20 year olds*" in a new Haitian "*public security force*" that "*should number between 1,000-2,000.*" (Haiti has tens of thousands of young men in that age group.)

Although Sanderson flagged "*Latortue's blatant political ambition,*" she concluded "*in Haiti's see-no-evil -hear-no-evil political culture, many Haitians naturally assume that Latortue will play an increasingly important role in politics as he consolidates his power, and view him as a serious presidential contender, even as he becomes the poster-boy for political corruption in Haiti.*"

The Embassy kept collecting many reports from many quarters about Youri's devilry. For example, one "*civil society representative*" (whose name is removed for his safety) "*believed that Gonaïves suffered from insecurity 'that was a form of opposition to the GoH' caused by politically ambitious persons, 'some of whom should be behind bars, but are seeking office. You know who I am talking about.'*" He said that "*because of his long established ties with the gangs, Latortue is part of a strong minority able to disrupt events that support Prime Minister Alexis, as seen when demonstrators threw rocks at Alexis during Judge Hugues St. Pierre's funeral*" and "*claimed to know definitely that Latortue is stockpiling arms.*"

Youri Wins... for Now

Latortue's chance to bring down Alexis' government came in early 2008, when protest and eventually food riots began to sweep Haiti over the high cost of living.

"*Senator Youri Latortue immediately pronounced that the 'government in power has failed,' and that the people's 'patience has limits,'*" wrote Sanderson in a Feb. 15, 2008 cable. In sharp contrast to his posture at the U.S. Embassy only eight months earlier, Latortue "*accused the government of pursuing 'neo-liberal' policies responding to the demands of 'international financial institutions' rather than to the needs of the Haitian people.*"

Sanderson concluded that "*ten percent inflation and sixty percent joblessness have no short-term cures. The cost of living is an issue tailor-made for demagoguery and browbeating the government, which Senator Latortue is spearheading for now.*"

On Apr. 12, 2008, the Haitian Senate ousted Alexis, and it was largely thanks to you-know-who. "*Senator Youri Latortue,... who ultimately helped engineer the downfall of PM Alexis, accurately predicted to the Canadian Ambassador Alexis' fall before it happened,*" Sanderson wrote in her Apr. 24, 2008 cable. "*It was Senator Latortue who called for the Senate to vote on Alexis' fate in the April 12 Senate interpellation.*"

Ironically, in meetings with the U.S. Embassy three months later, Latortue "*put the blame for the April food riots on Fanmi Lavalas elements*" saying that they were "*organizing the violence.*" Sanderson reports in a Jul. 17 cable. (Ironically, during the food riots, the Lavalas Family had a large rally in Cité Soleil seeking to calm the population.)

At that same meeting, Latortue outlined his security program as "*1) expanding Haitian National Police (HNP) coverage of the country... 2) creating a coordinated national intelligence institution; and 3) establishing an army or a gendarmerie.*"

As usual, Sanderson concluded with the usual shrug: "*With a shady and possibly criminal past, Latortue is an unavoidable presence in the Senate... Embassy nevertheless remains conscious of Latortue's shady past (which may well continue into the present) and of his possible drug associations. While Latortue is the most articulate and media-savvy of Senators, his messages to foreign diplomatic interlocutors are carefully tailored around his political agenda. Embassy will continue to maintain discreet, working level contact with Latortue in the interest of gathering information.*"

The New Latortue/Martelly Alliance

The Embassy cables in 2009 continue to track Latortue's political challenge to the Préval camp but also international leeriness of him. For example, a Jan. 23 cable explains that Michaëlle Jean, then Canada's Governor General, on a tour of Haiti "*skipped the port city of Gonaïves to avoid having to meet Artibonite Senator Youri Latortue who is widely believed to be associated with drug trafficking and thus unable to get a Canadian visa.*"

Also the Haitian President began to tell the Embassy that he was worried about Latortue's rise, according to a May 12, 2009 cable. "*These were Préval's first remarks to the Embassy that he views Artibonite Senator Youri Latortue -- whose Presidential ambitions are thinly veiled -- as a political threat,*" it reads.

Ironically, neo-Duvalierists like Youri Latortue and Michel Martelly, with backing from Washington, did end up knocking Préval's candidate, Jude Célestin, out of the March 2011 Presidential run-off. They now are trying to ram through their pet project of restoring the Army, but as Rouzier's rejection shows, Haiti, politically, is "*tè glisse,*" or slippery ground.

Meanwhile, Youri Latortue continues to carry on his business, secure with his parliamentary immunity and his "*je sèch,*" approach, Kreyòl for bald-face lying. For example on Jun. 14, 2011, he held a book signing for his new title "*My Fight in the Parliament,*" a self-serving account of his years as Senator. In it, he denounces the Aristide and Préval governments' failure to carry out judicial reform, the very same reform he worked so hard to block as Chairman of the Senate's Justice committee, the U.S. Embassy cables show.

In the new book, he also describes how he worked hard in the Parliament to "*give the institution another image.*"

Best of all, as he signed his new book, Youri Latortue was also signing one of his other titles: "*The Problem of Drugs.*"

LA « LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ » COMME CONTRE-INSURRECTION

Par Raúl Zibechi

Nous continuons, cette semaine, la seconde et dernière partie de l'article de Raúl Zibechi : La « lutte contre la pauvreté » comme contre-insurrection. Ce texte, dont la première partie a paru la semaine écoulée, est une traduction du chapitre 1 du livre Progre-sismo : la domesticación de los conflictos sociales (Santiago du Chili, Quimantú, 2011, p. 23-50).

De l'échec mexicain au « renforcement des organisations »

Le Programme national de solidarité (PRONASOL) fut un programme très ambitieux : il s'est proposé de combattre la pauvreté avec la participation des communautés et en appelant la société à participer par la création de « comités de solidarité » qui furent les cellules de base du programme. Durant les six années de Carlos Salinas de Gortari (1988-1994), 170 000 comités furent créés dans tout le pays, ce qui est révélateur de l'effort réalisé. Cependant, loin de contribuer à diminuer la pauvreté – les analystes mexicains sont tous d'accord là-dessus – le Programme de solidarité fut l'un des facteurs qui aggrava le mécontentement chez les paysans et les Indiens, lesquels soutinrent le soulèvement zapatiste du 1er janvier 1994.

La naissance du PRONASOL, encore appelé Solidarité, est une conséquence des graves problèmes de gouvernementalité [2] et de légitimité, découlant de l'évidente fraude électorale contre le Front démocratique national de Cuauhtémoc Cárdenas [3], lors des élections présidentielles de 1988. Les fonds destinés aux dépenses sociales, éparpillés en une multitude de projets non coordonnés, furent centralisés et transférés à PRONASOL pour soutenir trois secteurs : bien-être social, projets productifs et développement régional. Le programme concentrait le pouvoir dans les mains du gouvernement pour qu'il « canalise les ressources financières vers les zones de turbulence ou vers les groupes de mécontents » (Mackinlay et de la Fuente, 1994 : 69).

En fait, PRONASOL cherchait à renforcer l'État en restructurant ses bases à un moment où le néolibéralisme était en plein essor au Mexique, lequel, à son tour, s'apprêtait à signer l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA). Cette volonté de promouvoir une si vaste participation de la société au moyen des comités – qui étaient créés pour réaliser un travail précis et qui nommaient les personnes chargées de son exécution et de sa surveillance – visait à écarter les organisations corporatistes et corrompues qui n'auraient cherché que leur propre avantage. Sur ce point, il me paraît bon de reprendre l'analyse d'Héctor Díaz-Polanco concernant le PRONASOL.

Dans l'élaboration du programme, deux courants de pensée ont exercé leur influence. D'un côté, les intellectuels mexicains qui défendaient l'idée de travailler avec le secteur social de l'économie, c'est-à-dire ces organisations de paysans et de travailleurs qui auraient réalisé un travail collectif, auraient détenu la propriété sociale et auraient utilisé les excédents également selon un critère social. Le second courant est venu de la Banque mondiale, qui proposa un vaste programme d'aide à la lutte contre la pauvreté au moyen d'un renforcement de la participation communautaire, ce qui fut ensuite appelé « développement participatif » (Díaz-Polanco, 1997 : 104-125).

De cette manière, on espérait rendre compatibles le paquet de l'ajustement macro-économique et une stabilité sociale qui garantirait la gouvernementalité. L'un des objectifs était que l'inévitable tension sociale – provoquée par l'augmentation de la pauvreté et la déstructuration des réseaux de survie des paysans et des secteurs populaires urbains – trouve une caisse de résonance dans le PRONASOL. Tandis que la stratégie économique néolibérale restait assujettie aux décisions d'en-haut dans des domaines éloignés de la population, une sphère sociale s'ouvrait où les secteurs populaires auraient pu négocier leurs revendications et leurs priorités. Il semble difficile de mieux synthétiser la proposition de la Banque mondiale :

Dans cette sphère populaire, on inciterait les secteurs sociaux à participer et à investir leurs propres efforts pour surmonter leurs carences, avec l'aide des gouvernements et, éventuellement, de quelques organisations non gouvernementales. Le dialogue ici s'établit entre des organisations sociales considérées comme des molécules – que bien souvent le propre gouvernement doit promouvoir – et l'État comme représentant de la nation, à condition de ne jamais mettre sur la table les grands thèmes stratégiques qu'il convient de traiter dans une autre sphère (Díaz-Polanco,1997 : 109).

Pour obtenir que ce secteur s'implique, il était proposé d'adopter quatre critères : respecter l'identité, la culture et l'organisation des peuples indiens ; faire participer les peuples et communautés à travers leurs organisations véritablement représentatives ; laisser participer toutes les organisations sociales sans aucune discrimination ; enfin, éviter la substitution des sujets sociaux, le paternalisme et l'intermédiation. Au-delà de la déclaration d'intentions de la Banque et de l'Institut national indianiste (INI) – qui joua un rôle éminent dans l'exécution du programme – et d'un diagnostic assez juste de la réalité, le PRONASOL non seulement n'a pas pu atteindre les objectifs qu'il s'était fixés mais a obtenu exactement l'inverse.

Les fonds utilisés furent importants. Les dépenses de Solidarité dans l'État de Chiapas ont augmenté de 130% entre 1989 et 1990 et de 50% l'année suivante ; elles étaient destinées au bien-être social et aux travaux publics et seulement à hauteur d'un peu plus de 10%, à l'aide aux activités productives (Harvey, 2000 : 195). Durant les trois premières années, on considéra que le programme était un succès, mais particulièrement dans un domaine : « atténuer et contrôler les situations d'ingouvernementalité » (Mackinlay et de la Fuente, 1994 : 75). Cependant, à l'échelon local, de fortes tensions apparurent entre les groupes qui voulaient s'assurer le contrôle des ressources financières pour renforcer leurs propres réseaux sociaux. Les projets tombaient à l'eau non seulement à cause du bureaucratisme et de la centralisation, mais aussi en raison de la prédominance des appareils techniques aux dépens des leaders des organisations sociales. En réalité, malgré le discours sur la décentralisation et la participation, le gouvernement de Salinas tira tous les fils du PRONASOL. Cela eut des effets très violents sur les peuples indiens et les secteurs populaires organisés. D'après Díaz-Polanco, le véritable but du PRONASOL n'a jamais été d'attaquer à fond la pauvreté mais de faire contrepoids aux conséquences du programme néolibéral.

Au Chiapas, les analyses les plus diverses, y compris les officielles, estiment que le PRONASOL a créé une situation de crispation sociale qui a facilité l'expansion du zapatisme. Le Chiapas fut l'État où le programme connut son plus ample développement et où furent créés le plus de comités de solidarité. Mais comme l'objectif était de s'en assurer le contrôle, le programme a dérapé et affaibli les organisations indépendantes et il a facilité la création de multiples groupes sous son contrôle direct. C'est ainsi que furent démantelées les organisations qui assuraient le tissu d'intermédiation sociale à la campagne. Les conséquences furent que les classes dominantes locales ont utilisé le programme Solidarité pour détourner des fonds à leur profit, que les inégalités sociales et interrégionales se sont accentuées, et que s'est installé un climat d'irritation et de désespoir dans les communautés, surtout en raison de la suppression de leur indépendance dans les choix d'organisation et d'action.

Tandis que Solidarité visait à ce que la participation des organisations paysannes se convertisse en « contrepoids des élites locales », la réalité a montré que le contrôle et la manipulation des fonds par le gouvernement étatique de Patrocinio González Garrido sont devenus l'« un des facteurs qui ont contribué à générer divisions et mécontentement parmi les communautés indiennes » ; cela, à son tour, a fait que dans les premiers jours de février 1994 « de nombreux groupes de paysans ont occupé les municipalités des leurs communes pour réclamer la destitution de leurs maires » (Harvey, 2000 : 196-197). La désastreuse expérience mexicaine, dans laquelle aussi bien le gouvernement que la Banque avaient placé tant d'espérances, devait nécessairement être évaluée pour ne pas répéter les erreurs. Les conclusions qu'en tire Díaz-Polanco ne semblent pas très éloignées de celles données par les propres fonctionnaires de l'organisme multilatéral :

Les politiques gouvernementales de développement pour les peuples indiens requièrent l'existence d'un interlocuteur valable. En grande partie, l'échec ou la faible efficacité des programmes pour obtenir des résultats substantiels et durables, est directement lié à la faible organisation de l'économie, des communautés et des peuples, spécialement à l'échelon régional [...]. La carence commune de ces organisations solides est un handicap pour que les programmes puissent trouver (à supposer qu'on la cherche vraiment) un sujet social – représentatif, doté de légitimité et de force morale au sein des communautés – capable de les faire fonctionner (Díaz-Polanco, 1997 : 124).

De là, nous pouvons passer, directement, au programme suivant de lutte contre la pauvreté : le Projet de développement des peuples indiens et noirs de l'Équateur (PRODEPINE) mis en place à partir de 1997. Ce programme visait précisément à résoudre les difficultés rencontrées par Solidarité au Mexique ; c'est pourquoi la priorité de la Banque devint le « renforcement des organisations ». Il faut seulement noter que l'efficience que désiraient les politiques gouvernementales au sujet des peuples indiens, peut être extrapolée à l'ensemble de la société.



L'horreur de la pauvreté



Un sans-abri dormant sur le trottoir



D'après Hector Díaz-Polanco, le véritable but du PRONASOL n'a jamais été d'attaquer à fond la pauvreté mais de faire contrepoids aux conséquences du programme néolibéral.



Une manifestation contre la pauvreté



Carlos Salinas de Gortari

Le PRODEPINE est né de la signature d'une convention internationale entre la Banque mondiale et le Fonds international pour le développement indien, avec l'appui du gouvernement équatorien, pour un total de 50 millions de dollars. La Banque se proposait de mobiliser le capital social comme étant le chemin pour rendre acteurs les exclus, ce qui se traduisait par la proposition de renforcement des organisations, et impliquait donc la participation active des organisations indiennes. Le directeur exécutif du PRODEPINE considérait que jamais auparavant n'avait été réalisé en Amérique latine un projet aussi décentralisé, novateur et participatif que celui-là. La façon avec laquelle il impliquait les organisations sociales non seulement améliora considérablement l'exécution du projet mexicain, mais devint un modèle à suivre pour de futurs projets.

Un dirigeant paysan décrit les étapes que franchissent les organisations de second degré (OSD) quand elles travaillent avec le programme :

D'abord les OSD font leur autodiagnostic. Le PRODEPINE ne fait pas cela. Ses seules actions consistent à mettre les fonds sur un compte de l'organisation, lui fournir la méthodologie, assurer le suivi, lui donner les règles, et c'est l'organisation qui engage les techniciens, les siens propres ou de l'extérieur [...]. Le premier accord s'arrête là. Le second accord en deux mots, c'est que nous-mêmes nous fournissons les fonds pour engager un professionnel, car la conception d'un projet est déjà un travail technique [...] Une fois que le projet est prêt, nous passons à l'exécution. Là encore, l'organisation apporte les fonds et engage quelques techniciens, au minimum un comptable et un administrateur, et on passe à l'exécution (Bretón, 2001 : 233).

Les organisations contrôlent tout le processus, tandis que le PRODEPINE, c'est-à-dire la Banque mondiale, ne fait que financer, accompagner, former, conseiller et contrôler. En plus, elle réalise une action clé : un recensement des organisations pour obtenir « des pistes sur la qualité des structures des organisations et sur les capacités de chaque OSD d'assumer les responsabilités avec pertinence (Bretón, 2001 : 234). C'est là le point sensible. Le renforcement des organisations consiste, après le recensement et le relevé des organisations, à différencier celles qui sont déjà aptes à travailler avec le programme de celles qui doivent être « aidées » pour qu'elles acquièrent ces qualités qui, aux yeux de la Banque, leur manquent encore.

Le PRODEPINE fut exécuté entre 1998 et 2002, mais le projet commença à mûrir en 1995, dans une conjoncture clé. Un an avant, en 1994, le soulèvement zapatiste avait pulvérisé les objectifs du PRONASOL au Mexique et, la même année, en Équateur, s'était produit un second soulèvement indien qui envoya lui aussi dans les cordes la gouvernementalité tant désirée. Pour cette raison, nous pouvons affirmer que la politique du renforcement des organisations, comme toutes les politiques antérieures, visait à domestiquer le mouvement indien, en limant ses arêtes les plus antisystémiques, en opérant depuis l'intérieur et en exerçant une influence au sein même du mouvement.

Le combat progressiste contre la pauvreté

Il me paraît important de mettre en relief comment la Banque mondiale a créé un ensemble de concepts qui, avec quelques variantes, nous accompagne jusqu'à aujourd'hui. Le premier et le plus important est de placer au centre le combat contre la pauvreté. La priorité de cette politique n'est pas remise en question par les forces de gauche, elle fut même assumée sans problème comme l'axe de leurs politiques sociales. Le combat contre la pauvreté comporte une batterie de concepts et de méthodologies de travail qui ont été adoptés sans examen critique, comme si c'étaient des données réelles, par les gouvernements progressistes installés dans la région à partir de 2000. Parmi ces concepts, il faut signaler les « nécessités de base », « l'extrême pauvreté » et « l'exclusion », ainsi que la « participation sociale » pour combattre la pauvreté, et la « mobilisation » (et par conséquent l'organisation) des pauvres pour rendre plus efficace un tel combat ; mais il y en a beaucoup d'autres. Au moment où le soulèvement social contre le modèle était au plus haut, sont même apparus des concepts comme « autonomie », afin de tenter de recueillir les aspirations populaires pour les recycler en instruments au service de la gouvernementalité.

Dans la dernière phase, quand il devient évident que des pans entiers de la société se soulèvent contre le modèle, les politiques ciblées et compensatoires se révèlent incapables d'atteindre leur objectif central : le combat contre la pauvreté. Il s'agit alors, comme on a tenté de le faire au Mexique de façon brouillonne et en Équateur de façon ordonnée, d'impliquer l'ensemble du mouvement social dans les politiques sociales et la gouvernementalité. Cependant, la délégitimation du modèle néolibéral, et de la Banque mondiale elle-même, a créé une ambiance propice à l'introduction de quelques modifications dans les politiques sociales. Les politiques ciblées passèrent au second plan et on commença à donner la priorité à l'universalisation, tout au moins en paroles. Dans quelques pays du Cône Sud, on commença à croiser des perspectives qui n'émanaient plus des institutions multilatérales mais d'autres agences, certaines très proches des mouvements sociaux, qui pendant un moment accompagnèrent les mobilisations contre le modèle.

Une des nouveautés majeures introduites par le progressisme – outre l'accent mis sur le territoire – est en relation avec l'économie sociale ou économie solidaire, qui devint l'un des axes des politiques sociales. Dans plusieurs pays de la région (en particulier en Argentine, au Brésil et au Venezuela) on cherche à renforcer un secteur fondé sur la coopération et l'aide mutuelle qui n'est ni l'économie privée, ni l'économie d'État. En Argentine, il existe 21 729 coopératives et 7 396 mutuelles immatriculées, qui constituent à peine l'un des trois pans de l'économie sociale ; les deux autres sont les entreprises récupérées et « le monde de l'entreprenariat et de l'auto-emploi, soit individuel soit associatif » (Arroyo, 2009 : 85). Au Brésil, le Secrétariat national de l'économie solidaire (SENAES) a recensé 14 956 entreprises d'économie solidaire en 2005, avec 1 250 000 membres, entre coopératives, associations et groupes informels (Ministère du travail et de l'emploi, 2006 : 12).

Depuis la mise en place du « Plan national de développement local et d'économie sociale Mains à l'ouvrage » en 2003, jusqu'à la mise en marche de « Argentine au travail - Programme d'intégration sociale avec travail » en 2009, le gouvernement argentin, au moyen de l'aide aux entreprises productives, cherche à « intervenir dans les groupes vulnérables pour qu'ils puissent s'insérer dans le monde productif et créer des liens avec le secteur privé pour former et/ou consolider des processus productifs durables » (Arroyo, 2009 : 90). Depuis 2003 jusqu'à la fin de 2009, Mains à l'ouvrage s'est consacré à renforcer des entreprises de premier échelon qui promeuvent l'auto-emploi dans le but de créer un lien entre l'État, les organisations sociales et les citoyens », grâce à l'appui technique et financier et en promouvant « des alternatives de commercialisation associées » (Ministère de développement social, 2009 : 18). Le programme travaille avec des coopératives et des mutuelles déjà existantes et favorise la création d'autres, mais il travaille aussi avec des usines récupérées. De même que son homologue brésilien, il a contribué à la réalisation du Ve Congrès d'économie sociale auquel participèrent 3000 représentants d'entreprises diverses. Il faut ajouter que l'État n'est pas seulement fournisseur mais aussi un des principaux clients de ces initiatives.

Le programme Argentine au travail a plus d'incidence sur les mouvements sociaux. C'est la politique sociale la plus ambitieuse qu'a lancée le gouvernement argentin : elle crée 100 000 postes de travail dans des coopératives comptant un minimum de 60 membres, qui gagne 1 300 pesos mensuels (335 dollars). Elle se présente comme quelque chose de nouveau, ni politique ciblée ni financements, parce que son objectif est de « récupérer la dignité du travail » (Ministère du développement social, 2010b). Les candidats s'inscrivent et sont ensuite sélectionnés s'ils satisfont à une série de conditions requises (sur 144 000 inscrits, 40 000 ont été retenus), le ministère réalise des visites dans les quartiers et à domicile, ainsi que des entretiens personnels avec les sélectionnés et on leur offre une formation minimum, pour travailler dans des coopératives qui réaliseront des travaux publics de moyenne et faible complexité. Le travail s'effectue en équipes sous la responsabilité d'un contremaître et le salaire pourra être retiré à la banque avec une carte de débit.

D'après la ministre Alicia Kirchner [4], il ne s'agit ni d'une politique d'assistance ni de compensation, vu « qu'une coopérative te permet de construire une organisation sociale, où les gens commencent à s'aider de manière différente » (Ministère de développement social, 2010a). Comme le programme s'adresse à des personnes qui n'ont pas de revenus ni d'aides sociales, ni aucune autre forme d'allocation, et qu'il offre une rémunération sensiblement supérieure à celle des autres programmes (le revenu est huit fois supérieur aux versements de base), il a généré une grande espérance. Les organisations territoriales, comme le Front Dario Santillán, reconnaissent qu'il s'agit du plan social le plus ambitieux lancé jusqu'à présent, tant par la quantité de personnes concernées que par le montant du salaire, qui se situe bien au-dessus de ce qu'un chômeur peut espérer toucher pour un travail au noir, à tel point que « plusieurs compagnons et compagnes dans les quartiers ont déjà abandonné les travaux précaires pour s'inscrire au plan » (Front populaire Dario Santillán, 2009).

Bien sûr, ce qu'entend le gouvernement par économie sociale est à peine une caricature de ce que réellement on propose sous cette appellation. Il ne s'agit pas de véritables coopératives, puisque les membres ne se connaissent pas auparavant et sont formés par la hiérarchie ; en outre on favorise le travail précaire, pour seulement six mois, en utilisant la formule de la coopérative. En tout cas, la proposition eut un impact sur les mouvements qui n'hésitent pas à inscrire leurs membres avec l'espoir de disputer le contrôle des coopératives pour les transformer en espaces autonomes vis-à-vis de l'État. En second lieu, il paraît évident que se produira quelque chose de similaire à ce qui a été vécu au Mexique avec le PRONASOL : la bureaucratie de l'État et la culture politique dominante finiront par couler le programme. Dans ce cas, tout l'engrenage des intendants péronistes de la périphérie urbaine est bien disposé à utiliser le programme Argentine au travail pour consolider le clientélisme. Ce n'est pas pour rien que les mouvements réclament « des coopératives sans punteros [5] ».

Il est clair que ce programme peut être une fenêtre intéressante pour observer comment l'économie solidaire, ou sociale, est passée en très peu de temps, de la plaine aux ministères, d'une forme, parmi d'autres, de résistance et de lutte pour changer le monde, à son inscription comme importante politique sociale venue d'en-haut. C'est, pour le dire rapidement, le dernier outil manié par le progressisme gouvernemental pour maintenir la gouvernementalité.

S'il est bien établi que le concept d'économie solidaire a plus de deux siècles d'histoire, toujours lié à la résistance des travailleurs au capital (Arruda, 2005), en Amérique latine il a à peine deux décennies. Le premier à le formuler fut Luis Razeto, économiste chilien lié aux mouvements urbains. Au début des années 1980, quand il revint de son exil dû à sa militance communiste sous le gouvernement de Salvador Allende, il se proposa de comprendre comment faisaient les gens, dans les quartiers populaires de Santiago, pour survivre au milieu d'un chômage gigantesque. Quand redoublaient les manifestations de pobladores [6], qui organisèrent des soupes populaires ainsi qu'une ample gamme d'initiatives pour arriver à survivre, Razeto observa des pratiques économiques différentes des pratiques hégémoniques, basées sur des valeurs et des rationalités comme le don, la coopération et la frugalité, qui n'existent pas dans l'économie capitaliste. À partir de ce moment-là, il travailla avec la plus grande rigueur pour trouver comment faire en sorte que ces liens puissent aboutir à des pratiques qui leur permettent de passer de l'économie populaire à l'économie de la solidarité (Razeto, 2002).

Razeto rejeta cependant la voie étatique avec des arguments très proches de ceux du zapatisme, mais formulés quelques années avant l'irruption de l'EZLN. Dans ses réflexions, il cherchait, outre de nouveaux chemins pour le changement social, à tracer un bilan de sa militance communiste. Il affirma que la première erreur est de croire que le changement doit être global, c'est-à-dire chercher un modèle qui suppose une restructuration complète de la société, car pour le conduire il sera indispensable de compter avec les mécanismes de pouvoir que seul offre l'État. C'est justement cette concentration de pouvoir que cherchent à éviter ceux qui désirent changer le monde, dit Razeto, car cela implique de reconstruire des relations de domination et subordination. Pour changer le monde, il faut créer quelque chose de nouveau, la véritable attitude transformatrice est donc l'activité créatrice, qui peut consister à construire de nouvelles réalités, exemptes d'injustices, d'oppressions, d'inégalités, qui nous poussent à promouvoir le changement social (Razeto, 1993).

Bien qu'il ait été un des fondateurs du Parti des travailleurs (PT) au Brésil, l'économiste Marcos Arruda soutient une position assez proche. Lorsqu'il réfléchit sur la manière par laquelle l'économie solidaire peut s'imposer, il se dit convaincu que « grâce à son expansion et irradiation, au moyen de la communication et de l'éducation solidaire, de l'effet de démonstration, du dialogue et de la persuasion, ce système, progressivement, occuperait de plus vastes espaces et construirait une économie du travail émancipé » (Arruda, 2005 : 163). Arruda a quitté le PT et s'est transformé en critique déterminé du gouvernement de Lula.

Le courant favorable à ce que l'État joue un rôle dans l'économie solidaire, a en la personne de l'économiste José Luis Coraggio un de ses plus remarquables défenseurs. Son point de départ fut le passage du secteur informel à l'économie populaire, basée sur les unités familiales (Coraggio, 1994), pour continuer ensuite un parcours qui le conduisit à formuler l'économie du travail et à adopter postérieurement l'économie sociale (Coraggio, 2004). Il distingue trois sous-systèmes : l'économie du capital, l'économie publique et l'économie sociale ou du travail. À son avis, cette économie parviendrait à être hégémonique en dépassant de la fragmentation qui caractérise l'économie populaire, grâce à des programmes qui permettraient d'étendre et consolider des réseaux de coopération et d'échanges, ce qui, avec l'aide de l'État, peut lui permettre d'exercer un pouvoir sur le marché et sur l'administration publique. Bien qu'il défende l'autonomie des entreprises, « il se propose d'insister de plus en plus sur l'incarnation de ses valeurs au sein de l'administration publique et du système politique » (Coraggio, 2004 : 288).

Ses réflexions ont évolué selon un parcours similaire à celui des partis qui composent le Forum de São Paulo [7] depuis le début des années 90, qui les amena à participer aux gestions municipales, et ensuite aux gouvernements nationaux. Il affirme que l'économie sociale ne peut croître sans l'appui de l'État, en particulier des gouvernements locaux. À l'heure d'expliquer comment l'économie sociale parviendra à disposer des « ressources productives externes » (c'est-à-dire des moyens de production aux mains de la bourgeoisie), il prône cinq chemins : un système fiscal progressif, la régulation des échanges commerciaux, les dons des agences de coopération et des ONG, le versement de ressources au moyen de subsides et de remises de biens d'État, et les achats par l'État de la production de ce secteur (Coraggio, 2004 : 129-130).

Critique acerbe des politiques ciblées et compensatoires, il défend la croissance de l'économie sociale sans qu'il soit nécessaire d'exproprier les classes dominantes, mais surtout il veut « activer toutes les capacités de tous les citoyens exclus du système du travail » (Coraggio, 2004 : 289). De cette manière, sur la base de la coexistence des trois économies, de l'aide de l'État à l'économie sociale et du renforcement des capacités de celle-ci par la promotion de l'activisme social, il espère qu'à plus ou moins long terme une autre économie se construira. Dans l'une de ses dernières interventions, il explique :

Construire une économie alternative requiert une conjonction entre l'économie publique et l'économie sociale et solidaire qui se rencontrent et s'accordent dans des espaces démocratiques ; c'est un chemin vers la souveraineté du peuple, exercée dans la rencontre des organisations sociales, des

Suite à la page (16)



le Programme de solidarité fut l'un des facteurs qui aggrava le mécontentement chez les paysans et les Indiens, lesquels soutinrent le soulèvement zapatiste du 1er janvier 1994.



1ème Partie

« Le courage est contagieux » Conversation avec Julian Assange (Wikileaks)

Hans Ulrich Obrist s'entretient longuement avec Julian Assance sur sa vie et son œuvre

Hans Ulrich Obrist : Comment est-ce que tout a commencé ?

Julian Assange : j'ai grandi en Australie dans les années 70. Mes parents étaient comédiens, dans le théâtre. J'ai donc vécu un peu partout, dans plus de cinquante villes différentes. J'ai fréquenté trente sept établissements scolaires différents. Beaucoup de ces villes étaient situées dans un environnement rural, alors j'ai vécu comme Tom Sawyer – je montais à cheval, j'explorais les grottes, je pêchais, je plongeais et je pilotais ma moto. De ce point une vue, j'ai eu une enfance plutôt classique. Mais il y a eu d'autres évènements, comme dans la ville d'Adélaïde, où ma mère était impliquée dans l'exfiltration d'informations de Maralinga, le site de tests de la bombe atomique britannique situé dans l'arrière pays. Elle et moi et un coursier avons été détenus toute une nuit par la police fédérale australienne, qui lui a dit qu'elle était une mère indigne pour être en de telle compagnie à 2 heures du matin, et qu'elle ferait mieux de rester en dehors de la politique si elle ne voulait pas s'entendre dire de telles choses.

Enfant, j'étais curieux de tout, je demandais toujours « pourquoi », je voulais toujours dépasser les barrières de l'ignorance. Du coup, à quinze ans j'étais déjà en train de décoder des systèmes cryptés qui servaient à empêcher les gens de dupliquer des logiciels. Ensuite, j'ai fait pareil sur des systèmes qui servaient à cacher des informations sur les ordinateurs du gouvernement. L'Australie était très provinciale avant l'arrivée d'Internet et c'était un grand plaisir que de pouvoir sortir, intellectuellement, vers un monde plus vaste, de s'y frayer un chemin et de le comprendre. Pour quelqu'un de jeune et de relativement isolé du reste du monde, le fait de pouvoir pénétrer dans les entrailles du 8eme commandement du Pentagone à l'age de dix-sept ans fut une expérience libératrice. Mais notre groupe, qui se consacrait à un magazine underground que j'avais créé, a subi un raid de la police fédérale. Ce fut une grosse opération. Mais je pensais que je devais partager cette richesse de mes découvertes sur le monde et les gens, partager ces connaissances, alors j'ai ensuite créé la première partie de l'industrie de l'Internet en Australie.



Julian Assange

J'ai passé quelques années à apporter l'Internet aux gens à travers ma société, un fournisseur d'accès à Internet, et puis j'ai ensuite commencé à chercher un nouveau défi.

HUO : Il vous manquait donc quelque chose.

JULIAN ASSANGE : Il me manquait quelque chose. Ceci m'a amené à m'intéresser à la cryptologie pour protéger les droits humains de manière innovante. Comme résultat de mes travaux en mathématique et physiques et de mon militantisme, les choses semblaient s'emboîter de façon cohérente et montrer qu'il y avait des limites à ce que j'étais en train de faire – et aussi à ce que le reste du monde était en train de faire. Il n'y avait pas assez d'information disponible à notre niveau pour expliquer comment le monde fonctionnait réellement. C'était plutôt une intuition mais qui laissait entendre qu'il y avait quelque chose de plus grand en jeu, à laquelle il fallait apporter une réponse philosophique pour expliquer ce sentiment de manque.

L'histoire repose sur trois types d'information et un de ces types nous échappe. Le premier type est le savoir. Il est généré et entretenu par une industrie ou un groupe - comment fabriquer une pompe à eau, par exemple, ou comment fabriquer de l'acier et d'autres alliages, comment cuisiner, comment transformer les aliments, etc. Ce type d'information est intégré dans des processus courants. Il y a un système économique qui fait circuler cette information et qui la rend disponible et la préserve.

HUA : C'est quelque chose d'implicite

JULIAN ASSANGE : Il y a un système qui la préserve. Il y a ensuite un autre type d'information dans notre mémoire collective (c'est un terme que j'emploie souvent à la place d'archives et qui ne désigne pas seulement ce qui s'est déroulé il y a cent ans mais tout ce que nous savons, y compris de la semaine dernière). Ce deuxième type d'information n'est pas maintenu ou préservé par un système économique. Il est déjà dans les archives de l'Histoire et concerne des affaires d'état qui sont déjà passées. L'information est là, tout simplement. Elle est peut-être en train de moisir lentement quelque part, en train de tomber en poussière. Avec le temps qui passe, les exemplaires d'un livre se raréfient. Mais le processus est lent parce qu'il n'y a pas quelqu'un qui tente de faire disparaître volontairement cette information.

Il y a ensuite le troisième type d'information, celui auquel je m'intéresse. C'est le type d'information que certaines personnes veulent empêcher de voir figurer dans les archives. Ce troisième type d'information est supprimé avant ou après sa publication. Si ce type d'information commence à circuler, on assistera à des tentatives pour le retirer de la circulation.

Parce que les deux premiers types d'information sont diffusés par des systèmes économiques où ne font pas l'objet de tentatives volontaires de censure, ils m'intéressent moins. Le troisième type nous a toujours été caché, et de tout temps. Si vous comprenez que la vie civilisée repose sur une compréhension du monde, sur une compréhension de l'autre, sur une compréhension des institutions et ainsi de suite, alors vous vous rendez compte que notre connaissance souffre d'une grande lacune, celle qui représente le troisième type d'information. Et nous aspirons tous à un monde plus juste et civilisé – et par civilisé je n'entends pas « industrialisé », mais un monde où les gens ne font pas des choses stupides, où ils se comportent plus intelligemment.

HUO : Un comportement plus subtil.

JULIAN ASSANGE : exact, plus subtil, plus nuancé. On peut trouver de nombreuses analogies pour illustrer mon propos, mais je n'en donnerais qu'une, qui est celle du rituel de l'eau. Si vous êtes avec un ami, assis à une table sur laquelle se trouve un pichet d'eau et deux verres, vous allez d'abord remplir le verre de votre ami avant de remplir le votre. C'est un rituel très simple, mais c'est mieux que faire le contraire, remplir votre propre verre avant celui de l'autre. Si on arrive à projeter cette idée, le rituel de l'eau est une manière plus intelligente de distribuer l'eau à table. C'est ça que j'appelle la civilisation – l'accumulation de processus et de connaissances qui nous évitent des comportements négatifs entre nous ou contre l'environnement.

Alors en ce qui concerne toute cette information censurée, nous n'avons jamais pu la comprendre parce qu'elle n'a jamais été mise à notre disposition. Et si nous pouvions découvrir le véritable comportement d'institutions humaines complexes, alors nous aurions plus de chances de leur imposer un comportement civilisé. C'est pour cela que j'affirme que toutes les théories politiques sont en faillite, parce qu'on ne peut pas bâtir une théorie qui tienne la route si on ne connaît pas les rouages du monde sur lequel on prétend théoriser. Tant que nous n'aurons pas une connaissance de la marche du monde, aucune théorie politique ne sera suffisamment complète pour nous indiquer le chemin.





Lorsque des organisations ou des gouvernements tentent de cacher une information, ils vous indiquent par là que l'information est importante, c'est donc celle que vous devez connaître, celle qui mérite d'être examinée et éventuellement publiée. Et aussi que la censure est le signe d'une faiblesse et non d'une force.

HUO : Ce qui explique clairement votre parcours. Puisque beaucoup de gens vous citent comme un héros, je me demandais quelles étaient vos propres sources d'inspiration. Par exemple, les gens vous appellent souvent le nouveau John Wilkes, ce journaliste du 18ème siècle et membre du Congrès qui était un précurseur de la liberté d'expression.

JULIAN ASSANGE : Il y a eu des gestes héroïques que j'ai appréciés, ou certains systèmes de pensée, mais je pense qu'il vaut mieux dire qu'il y a eu certaines personnes avec lesquelles je me suis senti des affinités, comme **Heisenberg** et **Bohr**. Ca arrive lorsqu'on fait des mathématiques. Les mathématiques de Heisenberg et Bohr sont une branche de la philosophie naturelle. Tous deux ont développé un système ou une épistémologie pour comprendre la mécanique quantique. Mais au sein de cette tradition intellectuelle sont intégrées des méthodes pour réfléchir sur les phénomènes de cause à effet. En mathématiques, votre esprit doit franchir des étapes intellectuelles - dans le cas présent, les étapes de Heisenberg et Bohr. Parce que tout bon raisonnement provoque une grande créativité, il faut mobiliser toutes les ressources de son cerveau pour passer d'une étape à l'autre. Tout votre esprit se trouve concentré sur une idée précise et vous réalisez que votre démarche est identique à celle de l'auteur lorsqu'il a rédigé ses lignes. Il se produit donc un fort sentiment d'identification à l'auteur.

La mécanique quantique et son évolution moderne m'ont inspiré sur la notion de changement et comment comprendre les rapports de causes à effets. J'ai ensuite adapté cette pensée et je l'ai appliquée dans un autre contexte. Il y a d'abord un état auquel nous aspirons, que nous voulons atteindre. Je commence par examiner tous les changements nécessaires pour y arriver à partir de la situation actuelle. Je propose cette analogie pour expliquer comment l'information peut circuler à travers le monde et provoquer certains changements. Si l'état auquel nous aspirons est un monde plus juste, alors la question est : « quelles sont les actions nécessaires pour engendrer un monde plus juste ? Quelles informations provoquent de telles actions ? Et enfin, où trouver ces informations ?

Une fois que vous comprenez ça, vous réalisez qu'il ne s'agit pas de partir d'un point A pour arriver à un point B, mais que les causes et les effets s'enchaînent ; nous sommes ici et nous voulons arriver là, par le biais de nos actions. Nous agissons et en agissant nous créons une nouvelle situation que nous pouvons considérer comme notre nouveau point de départ. Et puis le cycle observation, réflexion et d'action se reproduit.

HUO : C'est fascinant parce qu'on retrouve dans votre travail la science, les mathématiques et la théorie quantique. En lisant sur vos débuts, avant Wikileaks, on découvre que vous avez non seulement joué un rôle dans l'introduction d'Internet en Australie, mais que vous étiez aussi un des premiers grands hackers (pirate informatique – NdT). Geert Lovink me parlait souvent de ce livre intitulé « Underground : Tales of Hacking, Madness and Obsession on the Electronic Frontier » (Underground : contes de piratage et obsession sur la frontière électronique), un livre très important auquel vous avez aussi participé. J'aimerais en savoir plus sur votre passé de pirate, et sur ce livre aussi car il semble avoir été à l'origine de nombreuses choses.

JULIAN ASSANGE : À la fin de mon adolescence, et jusqu'à l'âge de 20 ans, j'étais un pirate informatique et un étudiant à Melbourne. J'avais un magazine underground appelé « International Subversive ». Nous faisions partie d'une communauté internationale de pirates informatiques clandestins. C'était avant que les continents ne soient connectés entre eux par l'Internet, mais nous avions d'autres moyens pour établir des connexions internationales. Chaque pays avait en quelque sorte son propre Internet, mais le monde lui-même était intellectuellement balkanisé avec des systèmes et des réseaux distincts.

Suite à la page (15)

Obama et les chiens d'Afrique !

Par Komla KPOGLI

Le premier avec son chapeau indécrottable pour mieux cacher sa tête de corbeau. Le second avec ses cheveux défrisés comme un amuseur public. Le premier s'appelle Goodluck Jonathan, peut-être, aurait-il été badluck que le Nigeria irait mieux. Et le second, c'est Ali Bongo, fils de son père Ondimba Bongo, le nano "Roi de la forêt" mort (au pouvoir) en Espagne après l'avoir exercé durant 41 ans au profit de la France essentiellement et de sa famille ainsi que d'une clientèle accessoirement.

Le premier a été reçu le mercredi 08 juin 2011 à la Maison Blanche par Uncle Barry, le fameux Prix Nobel de la Paix des guerres justes et humanitaires. Le second, quant à lui, l'a été ce vendredi 10 juin 2011. Ces deux-là ce sont des chiens de guerres des Occidentaux en Afrique. Ce sont des garçons de courses des "Grands 8", cette oligarchie occidentale constituée d'ennemis d'hier de l'Axe (Allemagne, Japon, Italie) et des Alliés (USA, France, Grande-Bretagne) avec à leurs côtés, le Canada et la Russie cooptées.

Ces deux chiens d'Afrique qui viennent chercher leurs os à la Maison Blanche pour avoir contribué à la chasse, ont ceci de particulier qu'ils aiment bien le rôle de sous-lieutenant et de garçons de courses des Occidentaux en Afrique. Le Gabon et le Nigeria (l'Afrique du Sud aussi) avaient voté la résolution 1973 de l'ONU autorisant les pays occidentaux à agresser la Libye. Les deux et l'Afrique du Sud avaient également voté la résolution 1975 autorisant la France à attaquer la Côte d'Ivoire, capturer le président Gbagbo et mettre à sa place leur frère maçon Ouattara. Sur la Côte d'Ivoire, que n'avait pas fait ce Goodluck Jonathan, ce chien de guerre?

Après la chasse, il faut donc une petite récompense aux chiens qui y ont contribué. Un p'tit cadeau, n'est-ce pas Bongo et Jonathan? Un tour à la Maison Blanche? ça fait du bien de prendre une pose avec le Prix Nobel de la paix des guerres justes et humanitaires, n'est-ce pas?



Goodluck Jonathan, président du Nigeria et Barack Obama



Ali Bongo le président du Gabon et Obama

Mais le Gabon et le Nigeria, c'est aussi du pétrole. Et comme les Yankees reniflent l'odeur du pétrole où qu'il se trouve, eh bien, Uncle Barry Obama fait bien de recevoir ces deux voleurs patentés non seulement d'élection mais surtout de deniers publics privant ainsi des millions d'africains de nourriture et assassins d'africains et donc bons serviteurs.

D'ailleurs, Jay Carney, porte-parole de la Maison Blanche a défendu la réception de Bongo par Obama en confirmant que ces laquais sont bel et bien des garçons de courses: "le Gabon a effectué des votes très importants aux Nations unies (...) sur l'Iran, la Libye, la Côte d'Ivoire, dont sur des questions liées aux droits de l'homme ...et le président Bongo a effectué de nombreuses réformes au Gabon, et le Gabon joue un rôle de plus en plus important au niveau régional et mondial". Autrement dit, on les utilise tant en Afrique qu'ailleurs dans le monde pour atteindre nos objectifs, donc, il est normal qu'on les reçoit à la Maison Blanche.

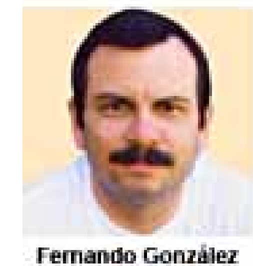
L'Afrique, avec ces individus de cet acabit, a de l'avenir. Il reste donc à Uncle Barry à recevoir Jacob Zuma dont le pays a toujours voté pour toutes ces missions de guerre occidentales contre des pays africains et Wade qui, dans son zèle infantile, fait pieds et mains pour être reconnu comme un important dirigeant avec des interventions ici et là au Yémen et en Libye alors que tout ce qu'on lui demande c'est de travailler à améliorer l'existence des africains du Sénégal, chose qu'il n'arrive pas à accomplir jusqu'ici.

Pauvre Afrique! Qu'as-tu fait pour avoir des individus pareils comme "dirigeants"?

La J.U.D.A 10 juin 2011

Le 5 de chaque mois, nos voix s'élèveront pour les Cinq!

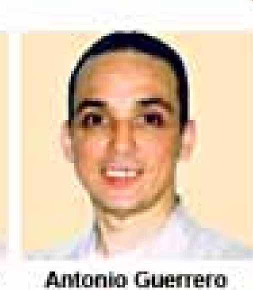
Libérez les Cinq Cubains !



Fernando González



Ramón Labañino



Antonio Guerrero



Gerardo Hernández



René González

Combattants héroïques contre la terreur de l'impérialisme américain

Le 5 de chaque mois, téléphonez ou envoyez un fax, un courrier électronique ou un télégramme pour demander au Président Obama, de libérer les 5 Patriotes Cubains prisonniers aux USA pour avoir voulu défendre la vie. L'ancien président et Prix Nobel Jimmy Carter:»Je crois que la rétention des cinq cubains n'a pas de sens, les tribunaux états-uniens et aussi les organisations de droits de l'homme dans le monde ont eu des doutes. Maintenant, ils en sont à 12 ans passés en prison, j'espère que dans un futur proche, ils seront libérés afin de rentrer dans leurs foyers.»

Dans un rapport émis le 13 Octobre 2010, Amnesty International a demandé au gouvernement américain de réviser le cas des Cinq et d'empêcher quelque injustice que ce soit, par le biais d'un processus d'indulgence ou autre moyen approprié.

Le Président Obama a des preuves plus que suffisantes de l'innocence des 5 Cubains, que ceux-ci n'ont jamais représenté une menace pour la sécurité nationale des USA, qu'ils n'étaient pas armés et que leur seul objectif était de surveiller des organisations terroristes siégeant à Miami, pour éviter la mort de gens innocents.

Faisant usage des facultés que lui confère la Constitution des États-Unis, en tant qu'avocat, en tant que père, fils, mari, personne décente, aimant la justice, comme Prix Nobel de la Paix, nous exigeons du Président Obama qu'il METTE FIN À CETTE COLOSSALE INJUSTICE ET QU'IL FASSE LIBÉRER DÈS MAINTENANT LES 5.

MESSAGE:
We ask President Obama as a lawyer, as a father, as a son, as a husband, as a decent justice loving person, and as a winner of the Nobel Peace Prize, to end this colossal injustice and to free the Cuban Five, imprisoned in the United States for defending their homeland.

(Votre nom et pays)

Suite à la page (19)

Bientôt une enquête sur le rôle de la France dans l'assassinat de Sankara ?

Par Augusta Conchiglia

Dans le sillage de la campagne « Justice pour Sankara, justice pour l'Afrique » lancé en 2009 par un collectif international soutenu par des nombreuses Ong, dont Survie, réclamant une enquête internationale indépendante, des députés français ont demandé le 28 juin la création d'une commission parlementaire à la recherche de la vérité dans l'assassinat du leader burkinabé.

Sous l'impulsion de Noel Mamère, député d'Europe écologie, un groupe de 21 députés de l'opposition de gauche ont présenté une proposition de résolution qui sera renvoyée à la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Douze députés burkinabé, dont Me Bénéwendé Sankara, chef de file de l'opposition burkinabè, qui s'est expressément déplacé à Paris, ont sollicité leurs collègues français afin d'entreprendre cette démarche, destinée à faire la lumière sur l'éventuelle implication de la France dans cet assassinat. Au Burkina, toutes les initiatives visant à établir les responsabilités de la mort de Sankara et de ses 13 compagnons, qui eut lieu le 15 octobre 1987 dans les locaux du Conseil de l'Entente, ont été systématiquement bloquées et les plaintes déposées par l'épouse de l'ancien président, Mariam Sankara, et ses deux enfants n'ont jamais abouti.



L'assassinat de Thomas Sankara est encore à ce jour classifié dans son pays en tant que « mort pour causes naturelles ».

Le décès de Thomas Sankara est encore à ce jour classifié dans son pays en tant que « mort pour causes naturelles ». Or en ce qui concerne les implications hexagonales, les témoignages faisant état d'une probable intervention des services secrets français se sont multipliés ces

Suite à la page (14)

Espagne : ordre d'expulsion de « dissidents » cubains...

La Commission Espagnole d'Aide aux Réfugiés (CEAR) a fait part d'un ordre d'expulsion contre sept Cubains, parmi lesquels se trouve l'ex-prisonnier Carlos Martín Gómez, de leur centre d'accueil à Malaga et leur exclusion du programme de soutien dont ils bénéficiaient, suite à une agression physique entre eux et à des menaces contre le personnel.

La direction du centre a décidé le "renvoi obligatoire" de ces Cubains, décidé et effectif depuis hier par décision de la Direction Générale de l'Intégration des Immigrants, bien que l'expulsion n'ait pas encore eu lieu à cause du refus initial des intéressés de recevoir la copie de l'ordre [d'expulsion], selon les informations transmises à EFE par des sources du centre.

La mesure a été prise après que cinq membres du groupe aient entamé une grève de la faim vendredi dernier parce qu'ils n'arrivaient pas à louer un appartement où s'installer et pour dénoncer le manque de confort des endroits où ils sont logés depuis avril. Face à la tension qui régnait, la police a dû intervenir. La CEAR a expliqué dans un communiqué que les expulsés « ont entretenu de perpétuels conflits entre eux, et en sont même arrivés à l'agression physique » et que, « à cause d'une de ces disputes, la répartition par chambres de ce groupe familial a été réajustée ».

Elle ajoute qu'en plus, et à plusieurs reprises, ils se sont opposés à l'équipe technique du centre, « en arrivant à proférer des menaces directes et indirectes, des agressions verbales et des manques de respect manifestes ».

La commission précise qu

Suite à la page (14)

Suite de la page (7)

et la misère existent-elles dans les pays latino-américains et en Haïti ? Ces sociétés se caractérisent par des inégalités criantes sur le plan social, ajouter à cela que les gouvernements de ces pays choisissent d'orienter leur politique économique vers la politique néolibérale qui ne va pas du tout dans l'intérêt de la majorité.

Alors, qu'est ce qu'une politique néolibérale ?

Cette politique consiste à assainir les finances publiques en prônant moins de participation étatique et plus d'initiatives privées dans l'économie, à faciliter les échanges extérieurs en diminuant ou éliminant les droits de douanes, etc. Ce qui a provoqué aux pays du tiers monde une large ouverture de leur marché aux produits des pays riches— comme c'est le cas pour Haïti aujourd'hui avec sa douane et la destruction/privatisation des entreprises publiques comme la minoterie et le ciment d'Haïti, et d'autres en cours. En fait, l'application de cette politique conduit graduellement à l'affaiblissement de l'État au profit des entreprises privées. Une telle situation vient renforcer les énormes inégalités sociales qui caractérisent Haïti et d'autres pays qui appliquent la même politique.

Au moment où l'on parle d'un projet de reconstruction et de développement préparé par les Nation Unies avec Bill Clinton pour coordinateur, nous pouvons nous demander à juste titre, que va donc bénéficier Haïti (les masses haïtiennes)? Il n'y a pas de doute que la croissance économique joue aussi un rôle fondamental dans le développement ; Haïti doit impérativement augmenter son niveau de croissance économique. Mais, cette croissance économique doit servir les intérêts de la majorité et doit être distribuée équitablement au sein de la société. Il faut que la croissance puisse réduire la pauvreté pour le plus grand nombre d'Haïtiens sinon la faire disparaître.

Lorsqu'on voit l'orientation économique que prend le gouvernement et ceux qui ont exercé le pouvoir, on peut se poser la question: quand va-t-on avoir un gouvernement qui pense aux intérêts de la majorité et qui distribue équitablement les fruits de la richesse nationale ? Un gouvernement qui fait la promotion des programmes sociaux consistants et durables. Un gouvernement qui aide les paysans, à travers des subventions d'État, à se reconnecter ou s'engager une fois de plus dans la production agricole et qui ferait payer les services de base (eau, électricité, éducation, sante, logement, etc.) en fonction de la strate économique et sociale qui proviendrait d'une carte détaillée de pauvreté par zone ou secteur de résidence. Si on devait avoir un gouvernement qui oriente sa politique économique dans le sens de l'intérêt de la majorité, il faudrait que cette politique soit maintenue dans la durée. En effet, cela ne servirait à rien d'avoir un gouvernement qui arrive au pouvoir qui oriente sa politique dans le sens des intérêts de la majorité et un autre qui viendrait faire exactement le contraire du premier car, il ne faut pas oublier que nous sommes dans un système d'alternance politique. En fait, vouloir réduire sinon faire disparaître la pauvreté en Haïti ou dans n'importe quel autre pays, doit être plus qu'un vœu, il doit s'agir d'un programme d'État. Pour qu'une telle politique puisse être appliquée il faut que l'État en prenne le contrôle total. Un État, par exemple, qui adresse la question de la corruption institutionnelle qui est devenue une culture universelle au sein même de l'Etat.

En effet, le développent du pays est à ce prix, il doit notamment inclure l'économie, l'éducation, l'environnement physique et social. Autrement dit, l'Etat doit exercer totalement le pouvoir au profit social. Dans le cas d'Haïti la continuité d'une politique économique allant dans le sens de la majorité est le seul moyen pour parvenir au développement et faire disparaître la pauvreté. Dans le cas où un gouvernement déciderait d'orienter la politique économique du pays dans le sens d'une distribution équitable des biens et des services, il faudrait que l'État intègre tout le monde sans exclusion aucune à ce projet. En d'autre termes, personne, aucun groupe social ne devrait être sous-estimé ni oublié.

En effet, en Haïti, nous avons un système qui exclut non seulement certaines catégories sociales, mais qui ne leur reconnaît pas non plus une capacité à contribuer, en dépit de leur faible revenu, au développement de leur communauté. Hors, nous considérons que, tout projet de développent qui exclurait certaines communautés au profit d'autres est condamné à l'échec—tel fut le cas du Botswana, en Afrique, à la fin des années 1980, avant l'application de leurs programmes de développement social et éducatif visant à promouvoir l'émancipation de la masse[6]. En fait, tout projet de développement digne de ce non doit être inclusif, c'est par ce biais que ce projet peut réussir. Toute action qui a pour objectif le développement d'Haïti doit obligatoirement inclure les communautés locales. En effet, tous les pays qui ont connu du succès dans leurs projets de développement sont passés par cette voie. L'implication des communautés locales dans le développement est un succès indéniable—Comment pouvons nous ignorer l'impact du Mouvement des Paysans Papaye dans le Centre? Si nous voulons régler les problèmes écologiques comme l'inondation, la déforestation, et la pollution, il faut nécessairement impliquer les communautés affectées par ces problèmes.

Beaucoup de projets peuvent réussir tant au niveau national, départemental, ou régional si on choisit d'impliquer les communautés locales dans la planification et l'exécution de ces projets. Pour montrer l'importance que revêt l'implication des communautés dans les projets de développement, nous pouvons citer, en exemple, l'expérience faite dans la commune de Moron (Grand' Anse), une commune qui ne disposait pas d'un système de distribution d'eau potable jusqu'avant la fin des années 80s. A l'époque, les autorités concernées de la commune ont décidé, en concertation avec l'État central, de mettre en place un système d'adduction d'eau potable afin que tous les Moronnais puissent avoir l'eau courante dans leur foyer. Dans le cadre de ce projet, l'organisation internationale, C.A.R.E, a apporté sa contribution financière. Toutefois, la grande innovation dans la réalisation de ce projet a été l'implication de toute la communauté moronnaise. En effet, il fallait pour réaliser ce projet prendre l'eau d'une source située à environ de 11Km du centre de la commune de Moron. Toute la communauté moronnaise a participé en travaillant bénévolement à ce projet. Par conséquent, le projet a pu être réalisé même avant la date prévue. Comment pouvons-nous oublier l'impact des travaux de mobilisation communautaires comme le Mouvement des Paysans de Papaye et tant d'autres à travers le pays sur leurs communautés ?

Nous venons de montrer l'intérêt de l'implication des communautés locales dans les projets de développement, il conviendrait cependant de souligner un autre point non moins important. Nous voulons parler ici de l'autonomie de ces communautés. En effet, si nous voulons obtenir une certaine efficacité dans les projets de développement que nous préparons dans les départements ou les régions d'Haïti, il faut que nous responsabilisions les communautés. Autrement dit, il faut donner aux communautés leur autonomie complète et totale. Donner l'autonomie ne veut nécessairement dire que l'on s'éloigne du pouvoir central, soit Port-au-Prince. En fait, tout projet de développement doit inclure le pouvoir central car, ce dernier possède les ressources économiques et techniques pouvant favoriser la tache.

Il faut rappeler que cette approche n'est pas concevable dans le cadre des politiques néolibérales. En effet, présentement, l'État haïtien néglige souvent l'intervention des membres des communautés en besoin aux affaires de leur propre développement. Certes, envoyer des techniciens dans les communautés importe. Mais, sans l'appui ou l'approbation de ces communautés, leurs programmes de développement ne seront que des objets d'échec.

Il n'y a aucun doute que le développement par la croissance économique pourrait être une bonne chose en Haïti, parce que le développent économique est important dans tous les aspects de développement. Cependant, la manière dont cette croissance est redistribuée dans les régions, les communautés, ou le pays, est encore plus importante. En Haïti, un nombre restreint d'individus contrôle la majorité de toutes les richesses, tandis que la masse populaire vit dans une misère abjecte. Pour qu'il y ait un développent durable on doit changer d'approche et appliquer des méthodes plus rationnelles visant à une distribution plus ou moins équitable.

Il ne faut pas ignorer que la promotion du développement communautaire en Haïti peut être problématique. La rareté des ressources dans le pays peut affecter la manière dont l'information circule dans les milieux extrêmes, et ainsi créer une condition où le gouvernement devient incapable d'appliquer son plan pour les communautés. Cependant, des dispositions préliminaires, comme la décentralisation des services publics, peuvent être prises afin de promouvoir une bonne et durable gestion de l'État. Par ailleurs, le gouvernement et les ONG de concert avec des groupes communautaires devraient favoriser l'éducation sociale et environnementale au moyen de la radio (comme les émissions éducatives des années 80 transmises dans les écoles publiques), la télévision, des affiches, des campagnes de sensibilisation, et travailler avec des dirigeants et des ouvriers désignés des ces communautés pour commencer à gérer le problème. Le gouvernement devrait créer une politique de développement complète, prenant en considération le développement culturel, social, politique, historique national et régional, qui s'inscrit dans la durabilité.

Par dessus tout, aucune force sociale, politique, environnementale, culturelle, et internationale ne devrait être ignorée si l'on veut atteindre le développement durable en Haïti. Un processus de planification intelligente et stratégique devient impératif. Sinon, nous serons condamnés à répéter les mêmes erreurs tragiques au pays.

Reference:

John Martinussen. Development theory and the role of the state in Third World countries, Roskilde University Centre, 1992

USAID : http://www.usaid.gov/locations/latin_america_caribbean/country/haiti/

http://lenouvelliste.com/article.php?PubID=1&ArticleID=69381

http://www.uncdf.org/francais/microfinance/docs/country_feasibility/haitidb.php

www.worldbank.org

Botswana Society. Poverty and Plenty - the Botswana Experience, McMillan and Co, Gaborone, 1999

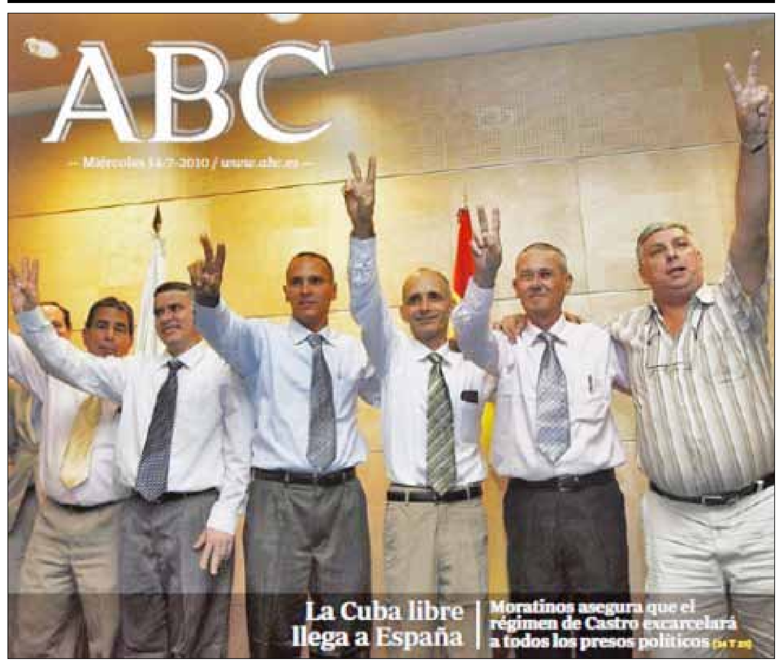
Botswana 1997 Center for African Studies. Botswana – Educational Culture and Politics, University of Edinburgh, 1988

Suite de la page (13) Bientôt une...

dernières années, notamment dans le cadre du procès de Charles Taylor, un protégé du chef de l'Etat burkinabé Blaise Compaoré. Seuls la déclassification des documents internes de la DGSE et l'ouverture des archives pourront clarifier la position française. Noel Mamère a notamment rappelé l'exemple belge : le parlement n'a pas seulement obtenu l'ouverture des archives sur l'assassinat de Lumumba en janvier 1961, mais, face aux preuves de la complicité de Bruxelles, il a également contraint le pouvoir à présenter des excuses au peuple congolais. Le député Vert de la Gironde n'est pas, à vrai dire, très optimiste quant à l'avenir de sa proposition de création d'une commission d'enquête sur un sujet aussi sensible qui touche au controverse passé « françafricain ». La commission pourrait, au mieux, être « rétrogradée » au stade d'une simple commission parlementaire, comme ce fut le cas pour le Rwanda. Me Bénéwendé Sankara (sans liens de parenté avec le défunt chef de l'Etat) - toujours avocat de la veuve de Thomas Sankara – veut croire qu'on lui donnera une suite favorable : au nom des valeurs démocratiques de la France.

Afrique-Asie 30 juin 2011

Suite de la page (13) Espagne...



Des dissidents cubains lors de leur arrivée en Espagne

d'autres manquements aux règles de vie ont eu lieu, comme « introduire de l'alcool dans le centre ou exhiber des armes blanches dans la cour », ce pour quoi trois d'entre eux furent informés par écrit de la nécessité de changer de comportement pour éviter l'expulsion.

La CEAR a indiqué que la direction a porté plainte contre l'apparition de deux vidéos sur Internet dans lesquelles ces personnes parlent de leur situation et des conditions du centre, « vidéos tournées bien que la nécessité de sauvegarder la vie privée des personnes qui résident dans le centre interdise tout tournage ».

Elle dénonce également le « manque d'engagement » [dont ils font preuve] en abandonnant les cours de formation et « en refusant l'aide de professionnels envoyés pour les aider ». La commission pense que « leur attitude s'est limitée à revendiquer des actions et des prestations qui vont au-delà de ce qui est établi ».

La CEAR a affirmé que lorsqu'un membre du groupe a été convoqué vendredi pour rencontrer la personne qui allait leur louer un appartement, ils ont adopté "une attitude de confrontation en abandonnant leurs chambres" et en commençant la grève [de la faim]. Dans le centre résident 38 autres personnes, demandeurs ou bénéficiaires de protection internationale dans leur majorité, et 78 des prisonniers cubains libérés arrivés dans la même situation que les expulsés sont passés par ce même centre.

Parmi les expulsés se trouve l'ex-prisonnier Carlos Martín Gómez et sa soeur Sabine, une des "dames en blanc ».

Málaga, 29 juin 2011
Source :EFE
LGS 30 juin 2011

« Le courage est contagieux »...

HUO : Comme The Well aux Etats-Unis

JULIAN ASSANGE : Exact, ce genre de chose, ou ARPANET qui connectait les universités aux Etats-Unis. Et quelque chose appelée x.25, gérée par les entreprises de télécommunications, que les banques et les grandes sociétés utilisaient pour relier des systèmes. Parfois, parmi ceux de l'underground, nos chemins se croisaient par hasard dans les profondeurs de ces réseaux informatiques. Ou nous nous rencontrions autour de points d'eau clandestins, comme QSD en France ou ALTOS en Allemagne.

Mais nous étions très peu nombreux, peut-être une vingtaine de personnes, à faire partie de cette élite qui pouvait se déplacer librement et régulièrement à travers la planète. Cette communauté était petite, active et militante juste avant l'apparition d'Internet. Elle s'est ensuite investie dans le réseau Internet encore embryonnaire de l'époque, lorsqu'il était encore réservé aux départements de recherche des universités, aux sous-traitants de l'armée américaine et au Pentagone.

C'était un magnifique terrain de jeu international où on pouvait croiser des scientifiques, des pirates ou le pouvoir. Pour quelqu'un qui voulait comprendre le monde, qui développait sa propre philosophie sur le pouvoir, c'était une époque très intéressante. Puis un jour nous avons été mis sur écoute et les descentes de police se sont multipliées, ce qui m'a valu six années de batailles juridiques. Le livre parle de moi mais mon rôle a été délibérément minimisé pour entraîner toute la communauté, aux Etats-Unis, en Europe, en Grande-Bretagne et en Australie.

HUO : Je crois que c'est cela qui explique son importance, parce que le livre a créé pour la première fois une sorte de réseau entre toutes ces scènes locales, n'est-ce pas ? A cette époque, vous aviez une réputation de pirate éthique.

JULIAN ASSANGE : Exact, mais je pense que la plupart des pirates informatiques de l'époque avaient une éthique, parce que ça faisait partie des principes des meilleurs d'entre eux, ceux qui étaient engagés. Rappelez-vous, il s'agissait d'une frontière intellectuelle, et les participants étaient très jeunes. Il fallait être jeune d'ailleurs, pour avoir la capacité d'adaptation intellectuelle. Et parce qu'il s'agissait d'une frontière intellectuelle, on y trouvait toute une variété de gens extrêmement brillants, même s'ils n'avaient pas tous reçu une éducation formelle.

HUO : Y'avait-il des connexions aux Etats-Unis, aux débuts de The Well, avec Stewart Brand, Bruce Sterling, Kevin Kelly, à ce genre de personnage ?

JULIAN ASSANGE : Non, pratiquement aucune. The Well avait eu une influence sur certains pirates informatiques, aux Etats-Unis, mais nous étions clandestins, alors la plupart de nos connexions n'étaient pas divulguées et nous étions fiers de cette discipline. Ceux qui savaient ne parlaient pas. Ceux qui parlaient ne savaient pas. Du coup il s'est instauré une perception du milieu du piratage informatique qui était fausse et centrée sur les Etats-Unis. Aux Etats-Unis, en particulier, il y avait des pirates tout à fait marginaux qui donnaient des conférences, mais les pirates qui étaient engagés dans des actions véritablement sérieuses étaient pratiquement totalement invisibles, à cause des risques encourus, et on n'en entendait parler qu'au moment de leur arrestation.

Les portes d'entrée à l'époque étaient les forums de discussion (bulletin boards) – qui étaient des points de ralliement, comme P-80 aux Etats-Unis, et Pacific Island en Australie. C'était des forums à la fois publics et privés. Mais arrivé à un certain niveau, on utilisait uniquement des forums totalement clandestins. Il y avait des endroits sur les réseaux x.25, comme ALTOS à Hambourg, où nous pouvions échanger. ALTOS était un des premiers, sinon le premier, système de discussion en ligne. Mais pour y accéder il fallait avoir les autorisations d'accès à x.25. Certains employés de banque ou de sociétés de télécommunications disposaient d'un accès mais un adolescent, lui, devait être soit un pirate informatique digne de ce nom, soit être le fils d'un de ces employés.

HUO : Y'avait-il des rapports avec les anarchistes ? Dans un ancien numéro de e-flux journal, j'ai interviewé Hakim Bey, et nous avons beaucoup discuté de l'histoire de l'anarchie et de la piraterie informatique. Lorsque vous étiez pirate, étiez-vous inspiré par les idées anarchistes ?

JULIAN ASSANGE : Non, pas personnellement. La tradition anarchiste qui tourne autour de figures telles que Proudhon ou Kroptkin ne faisait pas partie de mon monde. J'étais plutôt influencé par des figures politiques telles que Soljenitsyne, les antistaliniens dans « Le Dieu des Ténèbres » et la tradition radicale des Etats-Unis, jusqu'au Black Panthers.

HUO : Les mouvements de libération.

JULIAN ASSANGE : Oui, les différents mouvements de libération – pour leur dimension émotionnelle et leur volontarisme, pas pour leur contenu intellectuel. Ceci a eu de l'influence sur des choses que j'ai faites plus tard, comme les CypherPunks (CryptoPunk – crypto au sens cryptologie - NdT), en 1993 et 1994. 1994 était probablement le sommet du micro-mouvement CypherPunk. CypherPunk était un jeu de mots avec CyberPunk qui lui était perçu comme une absurdité par les véritables pirates informatiques – c'est nous qui étions les véritables cyberpunks alors que les autres ne faisaient qu'en parler et développer des pastiches artistiques autour d'une réalité. Nous considérions les meilleurs ouvrages publiés sur le sujet comme autant de jolies vitrines ouvertes au public. Mais comme pour la plupart des causes élitistes et confidentielles, nous avions du mépris pour les vulgarisations grand-public. Les CypherPunks venaient de Californie, d'Europe et d'Australie. Nous voyions que nous pouvions modifier la nature des relations entre les individus et l'Etat par le recours à la cryptographie. Je dirais que nous n'étions pas vraiment des libertaires par idéologie mais plutôt des libertaires par tempérament, avec des individus capables de raisonner en termes abstraits mais qui voulaient les traduire en choses concrètes. Il y en avait beaucoup qui étaient à l'aise avec les mathématiques supérieures, avec la cryptologie, la physique et qui s'intéressaient aussi à la politique et qui pensaient que la relation entre l'individu et le gouvernement devait être modifiée et que les abus de pouvoir des gouvernements devaient être contrôlés, d'une certaine manière, par les individus.

HUO : C'est un peu le principe de Wikileaks, non ?

JULIAN ASSANGE : Oui et non. Wikileaks a été le résultat de différents courants de pensée qui n'ont aucun rapport avec les idées qui tournaient autour de la communauté CypherPunk. Mais le recours aux mathématiques et à la programmation pour créer un contre-pouvoir aux gouvernements était bien au cœur du mouvement CypherPunk.

HUO : On peut dire que vous avez été l'un des protagonistes.

JULIAN ASSANGE : Oui. Il n'y a pas eu de fondateur à proprement parler, ou de philosophie, mais quelques précurseurs comme John Young, Eric Huges et Timothy C. May de Californie. Nous avions formé un groupe de discussion un peu comme celui de l'Ecole de Vienne sur le positivisme logique. Certaines idées et valeurs naissaient de nos échanges. L'objet de notre fascination était simple. Ce n'était pas uniquement le défi intellectuel de pouvoir créer ou décoder des messages cryptés et de réussir à connecter des gens entre eux de manière innovante. Notre volonté était mue par une idée du pouvoir qui était assez inhabituelle et qui consistait à penser que quelques mathématiciens doués pouvaient, de manière très simple – ça paraît compliqué en théorie mais simple lorsqu'on sait de quoi les ordinateurs sont capables – permettre à n'importe quel individu de dire non à l'état le plus puissant. Par exemple, si nous échangeons un message suffisamment crypté - que les forces des superpuissances seraient incapables de décrypter – un simple individu aura réussi quelque chose que le gouvernement n'a pas pu empêcher. De ce point de vue, les mathématiques et les individus peuvent être plus forts qu'une superpuissance.

HUO : Cela aurait-il pu être la genèse de Wikileaks ?

JULIAN ASSANGE : Il y en a plusieurs. Wikileaks est le résultat de différentes idées qui ont été assemblées, et de certaines économies [qui] lui ont permis d'exister sans trop d'argent. Il y a eu différentes genèses, comme ma théorie sur le changement, une compréhension de ce qui est important dans la vie, une compréhension de la hiérarchie de l'information, des idées sur comment protéger une telle entreprise, et de nombreuses innovations techniques qui ont été trouvées en chemin. Ce sont des blocs de construction pour une vision finale sur les choses. C'est une construction complexe, comme un camion, qui a des roues, une mécanique, qui contribuent à l'efficacité de l'ensemble, mais qu'il faut d'abord assembler si on veut arriver à destination. Alors, dans une certaine mesure, la genèse n'est pas dans la construction du véhicule, parce qu'il est lui même composé de nombreuses genèses, mais plutôt dans la définition de la destination finale et comment y arriver.

HUO : Il y a un chemin à suivre.

JULIAN ASSANGE : Oui, un chemin à suivre. Il faut donc un moyen de locomotion. Il faut assembler toutes les pièces nécessaires pour ce véhicule, qui est un mécanisme complexe, aussi bien du point de vue technique que logistique, en termes de projet politique et en tant qu'organisation, et comment je peux interagir, à titre personnel, avec l'ensemble. Ce n'est pas simple. Je pense que toute personne ayant bâti une institution autour d'une idée vous le dira – il a des idées sur la destination, mais pour y arriver il faut bâtir une institution. Dans mon cas, j'ai bâti – et je me suis fait aider par d'autres – à la fois la machine et l'institution.

HOU : Alors évidemment, parce que c'est compliqué, je suppose que vous ne pouvez pas le dessiner simplement en quelques traits sur un bout de papier.

JULIAN ASSANGE : Non, parce que ce serait comme dessiner la démocratie – ce n'est pas quelque chose qu'on peut dessiner. Il y a toutes ces pièces différentes, et chacune peut être dessinée. Mais c'est l'ensemble de toutes ces pièces qui fait de Wikileaks ce qu'il est. Mais on peut peut-être en parler de certaines.

Il existe tout un monde d'informations, et nous pouvons imaginer une sorte d'idéal platonique où nous aurions une masse infinie d'informations. Quelque chose de similaire à la Tour de Babel. Imaginez devant nous un champ composé de toute l'information qui existe – l'intérieur des ordinateurs gouvernementaux, les courriers, tout ce qui a déjà été publié, le flot d'informations de la télévision, une somme de connaissances totale et globale, qui serait à la fois accessible et inaccessible au public.

Observons ce vaste champ et posons-nous la question : si nous voulons nous servir de l'information pour provoquer des actions qui produiront un changement dans la bonne direction, comment dénicher ces informations qui provoqueront de telles actions ?

Il faudrait pouvoir faire ressortir ces informations, un peu comme si on les surlignait avec un feutre fluorescent. Mais comment les reconnaître ? Quel est le signe distinctif qui permettra de reconnaître ces informations à surligner ? A quoi les reconnaîtra-t-on ?

Si vous examinez attentivement ce champ, vous remarquerez que certaines informations émettent une faible lueur. Cette lueur, c'est toute l'énergie que quelqu'un a dépensé pour cacher cette information. Et lorsque quelqu'un prétend prendre une information et la placer dans un coffre-fort entouré de gardes armées, en réalité il est en train de la faire disparaître. Et pourquoi dépenser de l'énergie à la faire disparaître ? Probablement – pas certainement, mais probablement – parce que celui qui veut la supprimer estime que cette information pourrait porter atteinte à son pouvoir. Cette information pourrait donc provoquer un changement, ce qui déplairait à la personne concernée. La personne ou organisation concernée tentera donc d'empêcher un changement. Ainsi, c'est la volonté de censure, de suppression, qui est le signe d'une information qui mérite d'être surlignée, donc publiée.

C'est donc cette idée que la censure est le signe d'une possibilité de découvrir une information susceptible de provoquer des actions qui changeraient le monde qui peut être considérée aussi comme étant à l'origine de Wikileaks. Lorsque des organisations ou des gouvernements tentent de cacher une information, ils vous indiquent par là que l'information est importante, c'est donc celle que vous devez connaître, celle qui mérite d'être examinée et éventuellement publiée. Et aussi que la censure est le signe d'une faiblesse et non d'une force.

HUO : Donc, dans le domaine complexe de l'information, ce signal est un révélateur très clair.

JULIAN ASSANGE : Oui, au sein de toute cette complexité. La censure est non seulement un signal utile, c'est aussi toujours une opportunité parce qu'elle révèle une peur, la peur du changement. Et si une organisation craint le changement, ça veut dire que le changement est possible.

Ainsi, lorsqu'on voit le gouvernement chinois prendre toutes sortes de mesures pour supprimer l'information qui entre et qui sort du pays par l'Internet, il est en train de nous indiquer qu'il croit que le changement peut être provoqué par le flux d'information. Et c'est compréhensible parce que la Chine est encore une société politique. Ce n'est pas une société juridiquement encadrée comme les Etats-Unis par exemple. Les principales relations de pouvoir aux Etats-Unis et dans d'autres pays occidentaux sont d'ordre juridique, par exemple lorsqu'une organisation est liée à une autre par contrat, ou lorsqu'elle possède un compte en banque ou qu'elle est engagée dans des investissements. Ces relations ne peuvent pas être modifiées par un simple ajustement politique. Il faut que le changement soit d'une certaine ampleur pour rompre ces contrats ou modifier le sens des flux financiers.

HUO : Et c'est pour cela que vous avez dit la dernière fois que vous étiez optimiste à propos de la Chine.

JULIAN ASSANGE : C'est exact, et optimiste pour n'importe quelle organisation, ou pays, qui se livre à la censure. Nous voyons à présent que le Département d'Etat des Etats-Unis tente de nous censurer. On peut aussi voir les choses sous cet angle : les potins et toutes ces informations anodines qui n'ont aucun effet sur les relations de pouvoir peuvent circuler librement. On ne les touche pas parce qu'elles n'ont aucune importance.

Dans les pays où existe la liberté d'expression, et où il n'y a pas de censure, la société est tellement verrouillée – tellement dépolitisée, les relations de pouvoir tellement figées – que tout ce que vous pourriez dire n'a aucune importance. Et peu importe l'information qui sera publiée. Les possédants continueront de posséder et ceux qui contrôlent continueront de contrôler. Et la structure de pouvoir dans une société est par définition sa structure de contrôle.

Aux Etats-Unis, à cause de l'extraordinaire degré de contraintes juridiques, il importe peu qui accède au pouvoir. Vous n'allez pas d'un seul coup vider le compte en banque d'une personnalité puissante. Son argent restera là où il est. Ses actions ne bougeront pas, à moins d'une révolution suffisamment radicale pour rompre les contrats.

HUO : C'est vers 2007 que Wikileaks a commencé à développer des contacts avec les journaux, et je crois que c'est en 2008 que vous avez publié des documents qui accusaient une banque suisse de blanchiment d'argent. Quel a été votre premier gros coup ?

JULIAN ASSANGE : Nous avions publié un nombre significatif de rapports en juillet 2007. Un d'entre

Suite à la page (16)



Des partisans du fondateur de WikiLeaks Julian Assange manifestant à Brisbane. Photo: Michelle Smith

La « lutte contre la pauvreté »

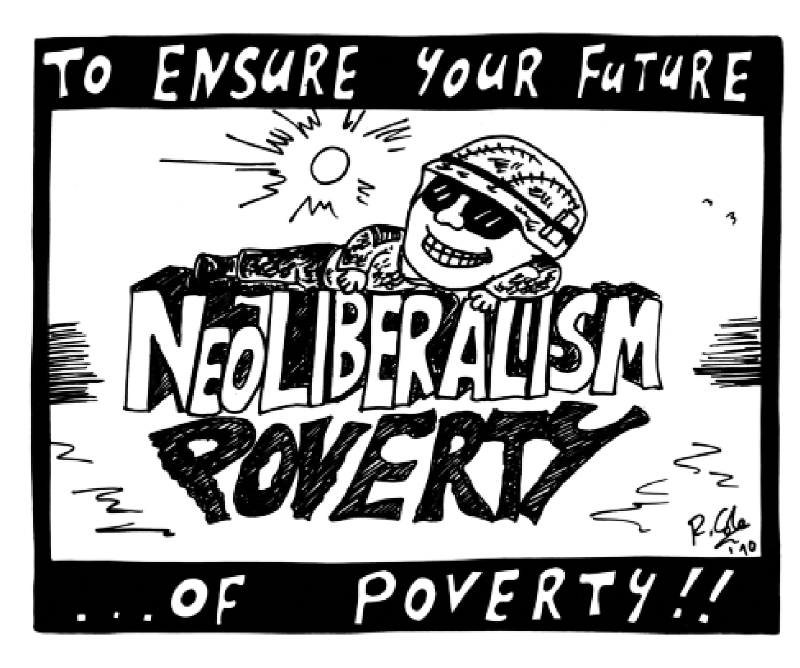
Suite à la page (11)

représentants politiques et des fonctionnaires publics [...]. La construction d'une autre économie est une tâche pour de multiples acteurs, qui doivent partager les grandes lignes d'une proposition de transformation, apporter et compter sur des ressources suffisantes pour constituer une véritable plateforme d'appui pour les agents de cette nouvelle économie. C'est en même temps une base ferme pour la construction de la citoyenneté, vu que les droits individuels ne peuvent s'exercer pleinement qu'avec autonomie, satisfaction des besoins élémentaires, et en relation solidaire avec les autres (Coraggio, 2007).

Pour en arriver là, il sera nécessaire d'approfondir la redistribution progressive des revenus, en combinant les prestations individuelles avec la constitution de fonds de développement pour les communautés et les associations, qui pourront « décider de manière autonome du meilleur usage de ces ressources » (idem). Cette politique s'accompagne de l'investissement public dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'énergie, de l'eau et de la terre.

À grands traits, c'est un projet similaire à celui défendu par Daniel Arroyo, ex-secrétaire aux Politiques sociales du Ministère du développement social argentin, quand fut mis en marche le programme Mains à l'ouvrage. En effet, le projet de ce programme, de même que celui de l'actuel Argentine au travail, consiste à « générer les conditions pour que les familles aient plus de ressources et puissent accéder au moins aux biens et services de base, donc puissent vivre mieux », ce qu'elles ne pourront réaliser qu'en « produisant et en vendant » (Arroyo, 2003).

Pour conclure, je voudrais signaler que cette manière progressiste de combattre la pauvreté, c'est-à-dire la version appliquée en Argentine, au Brésil, au Chili, en Équateur et Uruguay, entraîne des changements et des continuités quant aux politiques défendues par la Banque mondiale. Sur certains points remarquables, il y a une évidente distanciation vis-à-vis des politiques défendues par la Banque : l'intention d'aller au-delà de la focalisation au moyen de la massification, ainsi que le changement des politiques macro-économiques, sont, de mon point de vue, les deux aspects les plus notables. Cependant, sur les aspects centraux, il existe une évidente continuité avec la politique des organismes multilatéraux. Il ne faut pas oublier que ces derniers défendent depuis bientôt deux décennies des politiques sociales centrées sur « la mobilisation des pauvres », le travail avec les organisations sociales auxquelles ils délèguent des responsabilités comme le diagnostic et l'exécution, et même la défense de « l'autonomie » de ces organisations, comme je l'ai montré plus haut. L'incorporation de l'économie sociale comme axe des nouvelles politiques pourrait être un aspect très positif si l'on dépassait quelques questions conceptuelles et politiques qui l'affaiblissent. Je crois, néanmoins qu'il existe trois noyaux de base qui restent présents dans les politiques sociales progressistes :



1. La pauvreté continue à être considérée comme un problème, et ce problème, au-delà de l'opacité des discours, consiste en ce qu'elle est vue comme une menace à la stabilité, ou à la gouvernementalité si l'on préfère. Il est entièrement faux que le problème central de nos sociétés soit l'existence de pourcentages élevés de pauvreté. Le véritable problème est la richesse, c'est-à-dire l'existence d'une classe sociale parasitaire, qui ne joue aucun rôle positif dans la société alors qu'elle dispose du pouvoir suffisant aussi bien pour influer sur les politiques des États, les agendas publics et les media, que pour détourner l'attention de son impudique accumulation de richesses. Rompre avec cette conception de la pauvreté comme un problème à résoudre et centrer l'attention sur la richesse, sont une exigence pour changer les politiques sociales. C'est une option politique.

2. Comme le font la Banque mondiale et la coopération internationale, la pauvreté devient une « donnée sans origine », une constatation à partir d'une liste de carences et de besoins, de pourcentages de population qui doivent être pris en charge par des programmes d'État (Rodríguez-Carmona, 2009 : 28). Je veux dire que la pauvreté se dépolitise et devient un problème technique, lié à l'application efficiente et efficace de solutions. En la dépouillant de sa signification politique, tout le débat reste centré sur les meilleurs moyens de réduire les pourcentages ; c'est le terrain sur lequel, tout au long de la dernière moitié du siècle, a fleuri une infinité de recettes qui, invariablement, ont pour objectif de décontextualiser, d'occulter la richesse. Dans cette conception, les changements structurels ne manquent certes pas, il peut même y avoir coopération avec les entrepreneurs en faisant appel à leur « responsabilité sociale ». Pourtant, il n'y aura jamais de questionnement sur la propriété privée des moyens de production, jamais un défi à « l'expropriation des expropriateurs », comme le signale Marx. Le grand triomphe idéologique de la Banque mondiale est d'avoir inoculé dans les forces de gauche du système, dans les syndicats et chez les intellectuels progressistes, l'idée que l'on peut en finir avec la pauvreté sans toucher la structure de la propriété. Autrement dit, sans modifier les relations de pouvoir.

3. Les politiques sociales centrées sur le « combat contre la pauvreté » cherchent à éviter le conflit : elles cherchent l'annulation de tout sujet social d'en-bas et veulent qu'existent seulement des sujets de l'État ou des entreprises. Les sujets se forment dans la lutte, ils naissent en son sein et si la société s'installe dans une période de léthargie sociale, les acteurs s'évanouissent. C'est un point clé et déterminant. Toute la politique de la Banque mondiale et des élites mondiales et nationales vise à dé-sujetiser, pour éviter que les différences sociales ne deviennent conflit social. Il faut voir que beaucoup des présupposés avec lesquels travaillent les politiques sociales progressistes (les organisations sociales, l'économie solidaire, l'autonomie et l'horizontalité, l'éducation populaire, etc.) sont nés dans le conflit social, mais séparés de ce conflit, ils se changent en techniques aseptisées, stérilisées de tout lien politico-social, se transformant en outils de la domination, de la gouvernementalité.

C'est le cas de l'économie sociale ou solidaire. Elle est née dans la résistance aux politiques d'ajustement structurel du néolibéralisme, a grandi et s'est répandue dans la recherche d'alternatives pour la survie quotidienne et dans la recherche parallèle d'un agir qui ne reproduirait pas le capitalisme. Cependant, l'économie solidaire n'est en rien à l'écart du conflit. Elle peut être une manière d'acquérir force et autonomie pour affronter le combat en meilleures conditions. Réduite à un ensemble de techniques, elle perd toute signification d'outil émancipateur. En dernier ressort, des créations populaires comme l'économie solidaire sont des façons de créer des pouvoirs qui ne sont pas d'État, des pouvoirs solidaires qui permettent à ceux d'en-bas, comme l'a souligné le sous-commandant insurgé Marcos, de grandir pour affronter et mettre en déroute le capitalisme dans son noyau central : la propriété privée des moyens de production et d'échange.

- Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 3153.
- Traduction de Sylvette Liens pour Dial.
- Source (espagnol) : Raúl Zibechi, Progre-sismo : la domesticación de los conflictos sociales, Santiago du Chili, Quimantú, 2011, p. 23-50 (chapitre 1).

Notes

[1] Voir DIAL 3129 - « Au-delà du développement » ; 3133 - « MEXIQUE - Tepito : histoires d'un barrio du centre ville de Mexico », 3137 - « « Quand la misère chasse la pauvreté » : entretien avec Majid Rahnema », 3141 - « L'invention du développement » et 3145 - « Être comme eux ».
[2] L'exercice du gouvernement – note Dial.
[3] Candidat à la présidence – note DIAL.
[4] Alicia Kirchner, la sœur de l'ancien président, aujourd'hui défunt, Néstor Kirchner a été ministre du développement social pendant la présidence de ce dernier (2003-2007). Elle continue à occuper ce poste dans le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner – note DIAL.
[5] Les punteros sont des militants politiques actifs au niveau des quartiers. Leur mission, rétribuée, consiste à réunir le maximum de votes possibles pour tel ou tel candidat en invitant de différentes manières les habitants du quartier à adhérer au parti correspondant. Leur position d'intermédiaires en fait un élément clé des structures clientélistes – note DIAL.
[6] Les habitants des quartiers populaires (« poblaciones ») – note DIAL.
[7] Voir « NICARAGUA - XVIIe Forum de Sao Paulo à Managua : unis, 86 partis de la gauche latino-américaine condamnent l'impérialisme humanitaire en Libye et appuient le retour de Zelaya au Honduras » – note DIAL.

DIAL # 3153 6 juin 2011

Suite de la page (15) Le courage ...

eux était une liste détaillée de 2000 pages sur l'équipement militaire en Irak et en Afghanistan, y compris les assignations des unités militaires et toute la structure. C'était important mais, et c'est intéressant à noter, trop complexe pour être relayé par la presse, alors il n'y a pas eu d'impact direct.

Le premier document à être « reconnu pas la presse internationale » était un rapport de renseignement de la société Kroll, une société privée internationale de renseignements. Le rapport était produit par leur bureau à Londres, aux grands frais du nouveau gouvernement Kényan qui cherchait à savoir où Daniel Moi et ses partisans avaient emporté la trésorerie du Kenya. Ils ont réussi à retrouver la trace d'environ 3 milliards de dollars, le résultat du pillage du pays, dans des banques londoniennes, des banques suisses, un ranch de 10.000 hectares en Australie, des propriétés aux Etats-Unis, des sociétés à Londres et ainsi de suite.

HUO : Et le résultat des élections a été modifié.

JULIAN ASSANGE : Environ 10 pour cent de l'électorat a changé son vote, modifiant ainsi le résultat prévu, ce qui a produit une série d'évènements assez extraordinaires qui ont abouti à une modification de la structure du gouvernement et de la constitution du Kenya.

HUO : On peut dire que pour la première fois, Wikileaks a produit une nouvelle réalité.

JULIAN ASSANGE : Oui. Rappelez-vous que dans cette théorie du changement que j'ai exposé, il faut un point de départ. Nous observons certaines réalités, comme lorsque Kroll observe où Daniel Arap avait planqué l'argent. Puis nous avons eu connaissance de cette information et nous l'avons diffusée, pour produire un effet maximum. Et c'est entré dans les esprits de beaucoup de monde, et provoqué des actions. Le résultat fut une modification du résultat des élections au Kenya qui à son tour a produit d'autres changements.

HUO : Vous avez d'autres exemples de changements provoqués ?

JULIAN ASSANGE : Certains sont difficiles à estimer. Pour une élection, c'est assez simple parce qu'il y a un perdant et un gagnant. Au Kenya, la situation était quelque peu ambiguë, où une opposition avait gagné les élections mais où le gouvernement refusait de céder le pouvoir, à la suite de quoi s'est engagée une lutte pour le pouvoir.

La grande révélation suivante fut la publication de deux séries de manuels de Guantanamo Bay. Le premier que nous avons reçu datait de 2003, soit un an après l'ouverture du camp de détention, et révélait une nouvelle banalisation du mal. Le Pentagone a essayé de répondre en disant « Oui, bon, ça c'était en 2003, sous le commandement du Général Miller ». L'année suivante, le commandement avait changé alors tout était supposé s'être amélioré. Mais le courage est contagieux, alors quelqu'un a pris le risque de nous transmettre le manuel de 2004. J'ai exécuté un programme pour comparer mot à mot le manuel de 2003 et celui de 2004. Nous avons extrait toutes les différences et montré qu'en fait, le manuel s'était nettement empiré.

HUO : Une question que **Julia Peyton-Jones** voulait vous poser : dans quelle mesure pensez-vous que Wikileaks a déclenché les vagues de protestations au Moyen orient ?

JULIAN ASSANGE : Au moins nous avons essayé. Nous ne connaissons pas notre impact, mais nous avons jeté pas mal d'huile sur le feu. Il serait intéressant d'en examiner les éventuelles interactions, c'est une histoire qui reste encore à écrire.

Il y a un grand quotidien libanais appelé Al Akhbar qui, au début du mois de décembre de l'année dernière, a commencé à publier des analyses de nos câbles d'un certain nombre de pays d'Afrique du nord, dont la Tunisie, et aussi sur l'Arabie Saoudite. Le résultat fut que le nom de domaine d'Al Akhbar fut immédiatement attaqué – et redirigé vers un site porno saoudien. Je ne pensais pas qu'un tel site pouvait exister, d'ailleurs, mais apparemment si. Quand Al Akhbar a récupéré son nom de domaine, ils ont subi une attaque massive de déni de service (technique qui consiste à bombarder un site de requêtes pour le mettre sur les genoux – NdT), puis enfin une attaque plus sophistiquée par des pirates qui ont tout effacé – tout, les articles sur les câbles, les analyses, tout. Dans le même temps, le gouvernement tunisien a banni Al Akhbar ainsi que Wikileaks. Ensuite, des pirates informatiques qui étaient sympathisants avec nous ont redirigé les sites du gouvernement tunisien vers le notre. Il y a un câble en particulier sur le régime de Ben Ali qui expose son opulence et ses abus. Le magazine The New Yorker a publié un article expliquant que tout ceci avait été rapporté par un ambassadeur US.

HUO : Exact, et qu'il avait vu une cage avec un tigre et des abus de pouvoir.

JULIAN ASSANGE : Exact, alors certains ont rapporté que les Tunisiens étaient très indignés par ces abus révélés par les câbles et que cela les a encouragés à se révolter. Je ne sais pas quelle est la part de vérité là-dedans, mais toujours est-il que deux semaines plus tard un homme s'est immolé par le feu, un informaticien de 26 ans, apparemment pour une question de licence sur un marché. La colère a explosé dans la rue.

Mais je pense qu'une des grandes différences est que les câbles sur la Tunisie montraient que les Etats-Unis, une fois mis au pied du mur, choisiraient l'armée contre Ben Ali. C'était un signal, non seulement pour l'armée, mais pour tous les autres en Tunisie, et aussi pour les états voisins qui auraient pu envisager une intervention de leurs services secrets ou armées en faveur de Ben Ali (de nombreux dictateurs dans la région se soutiennent mutuellement).

De même que certaines révélations sur les Saoudiens ont obligé l'Arabie-Saoudite à se recentrer sur des questions internes. Et il est clair que la Tunisie, en tant qu'exemple, a été l'étincelle qui a mis le feu aux autres protestations au Moyen orient. Lorsque nous avons vu ce qui se passait en Tunisie, nous savions que l'Egypte était à la frontière, et nous avons perçu ces protestations en Egypte comme une conséquence de celles en Tunisie. Nous avons tout fait pour publier le maximum de câbles, des centaines, pour montrer les abus de Moubarak, pour donner plus d'arguments aux manifestants, mais aussi pour saper le soutien occidental à Moubarak.

Maintenant nous avons la Libye aux frontières de l'Egypte. En collaboration avec le Daily Telegraph en Grande-Bretagne, nous avons publié environ 480 câbles sur la Libye, qui révélaient de nombreux abus, mais aussi des informations sur le fonctionnement du gouvernement Libyen – nous avons un peu affaibli le soutien de l'occident à la Libye et peut-être un peu celui des pays voisins.

Notre approche sur les manifestations au Moyen orient est de les considérer comme un phénomène pan-Arabe où plusieurs pays voisins se soutiennent mutuellement. Les élites – dans la plupart des cas il s'agit d'une élite dictatoriale – de ces différents pays se soutiennent mutuellement, et nous compliquons leur tâche si nous pouvons les obliger à se recentrer sur leurs affaires intérieures. L'information produite par

Suite à la page (18)

Le retour triomphal de Chavez au Venezuela



Hugo Chavez et ses deux filles à Caracas, le 4 juillet 2011



En avant Commandant ! « Il est revenu avec enthousiasme pour dire à son peuple qu'il va encore rester jusqu'à 2024 », a dit Roiman Navas, un vénézuélien de 38 ans



Chavez et le père de la révolution cubaine Fidel Castro peu avant son départ de Cuba



Des drapeaux de Cuba, des photos de Chavez et des pancartes souhaitant la bienvenue au président étaient brandies "en avant commandant", "on t'aime, on t'aime, "jusqu'à la victoire toujours", disaient certaines pancartes

Par Diane Cambon

Après un mois passé à Cuba, le président vénézuélien rentre à point nommé pour freiner les ardeurs de l'opposition.

Il avait quitté discrètement le Venezuela pour Cuba à l'occasion d'une visite officielle. Il y est revenu comme un héros. Après avoir passé près d'un mois à La Havane, où il s'est fait opérer d'urgence d'un abcès pelvien, puis d'une tumeur cancéreuse, Hugo Chavez est rentré au pays lundi en pleine nuit de façon inattendue.

Plus théâtral que jamais, il a atterri à 4 heures du matin sur le tarmac de l'aéroport de Maiquetia, près de Caracas, vêtu d'un jogging bleu façon Fidel Castro en convalescence. Toute la journée du lundi, la grande majorité de la population a célébré son retour avec des défilés, des chants et un rassemblement sous le « balcon du peuple » du palais présidentiel de Miraflores, où Chavez devait prononcer un discours.

« Je reviens à l'épicentre de la terre de Bolivar »

Sans surprise, ses premiers mots ont fait référence à Simon Bolivar, le héros de l›indépendance vénézuélienne *: « Je reviens à l'épicentre de la terre de Bolivar. Et ça, c'est de la pure flamme, de la pure vie, cela marque le retour jusqu'à la victoire. »*

Chavez, dont le discours politique est nourri de références symboliques et idéologiques puisées dans la révolution sud-américaine, se devait de revenir cette semaine.

Il réalise en effet un bon coup politique et médiatique en choisissant de rentrer au moment où débutent les festivités du bicentenaire de la révolution bolivarienne. Un anniversaire contre la domination espagnole fêté en grande pompe dans tout le pays. Il a toutefois annoncé qu'il ne serait pas physiquement en mesure de participer au défilé militaire et à la fête populaire.

Mais désormais, toute apparition stratégique du leader est possible et surtout, il ne manquera pas de tweeter. Tout au long de sa convalescence, Chavez a alimenté son compte Twitter avec des petits messages de soutien aux militaires ou pour annoncer la venue de ses filles à la Havane.

Un retour qui freine les espoirs de l'opposition

Mais il était temps aussi pour Chavez de regagner ses terres, où l'opposition commençait à répandre des rumeurs sur les capacités du président à gouverner son pays. Cette arrivée inattendue a pris de cours les dirigeants des partis de l'opposition qui, sans se réjouir ouvertement de la maladie de Chavez, voyaient en ce long départ en convalescence un signe d'épuisement d'un homme qui règne sur les institutions depuis douze ans.

Le journal El Nuevo Herald de Miami, où vivent de nombreux exilés cubains et vénézuéliens, le donnait déjà pour moribond. « Le président Chavez est dans un état critique. Il n'est pas à l'article de la mort, mais dans un état très critique, et de fait compliqué », pouvait-on lire dans la version espagnole.

Ce à quoi, le vice-président vénézuélien, Jaua, a répondu : « La droite nationale et internationale est comme folle, et se frotte le*s mains [...] en parlant même de la mort du Président. Nous avons Chavez pour longtemps, je vous l› assure ! »*

Le pouvoir de Hugo Chavez fragilisé

A plusieurs reprises, les opposants au gouvernement ont demandé à Chavez de déléguer ses pouvoirs pour éviter de mettre en danger la sécurité et la souveraineté du pays. Une requête qui est bien évidemment restée lettre morte mais qui a eu son effet auprès de l'opinion. Les problèmes électriques récurrents dans tout le pays ont participé à faire accroire que le pays était abandonné à son sort.

L'affaire de la prison El Rodeo II n'a pas arrangé les choses. Depuis près de quinze jours, des milliers de prisonniers ont organisé une mutinerie dans ce centre de détention de Caracas, où déjà 29 personnes y ont trouvé la mort. Conscient d'avoir laissé un vide lors de son absence, Chavez s'est empressé d'assurer : « J'ai toujours tenu les commandes du pays et je suis là pour le démontrer. »

A l›âge de 56 ans, Chavez compte bien briguer un nouveau mandat de six ans à la prochaine élection présidentielle prévue l›an prochain. Et il n›est pas question pour lui de montrer des signes de faiblesses. D›ailleurs, qui d›autres que Chavez est en mesure de mener la future campagne du Parti socialiste unifié du Vénézuela (PSUV) ?

Au cours de ce mois d›absence, la question a été au centre de tout les débats, surtout au sein de l›opposition qui entrevoit une lueur d›espoir de remporter le prochain scrutin si la figure de Hugo disparaît du panorama politique. Car aussi bien le PSUV que le Parti communiste doivent bien reconnaître que le commandant n›a pas de successeur.

Après Chavez, le déluge ?

La « révolution bolivarienne », véritable espoir pour les plus démunis qui ont vu leur sort s›améliorer au cours des dernières années, pourrait tourner court si la chavisme comme mouvement politique n›a pas de postérité. A l›heure actuelle, cette question n›est pas d›actualité, comme s›est empressé d›assurer le vice-président Jaua : « Le retour de Chavez est un indice des futures batailles et des victoires que nous aurons comme peuple et avec lui [Chavez] comme leader au front. »

Reste à savoir si la santé du leader, dont l›état réel est secrètement gardé, permettra de mener cette nouvelle bataille pour la présidence.

Rue 89.... 7 Juillet 2011

Le Sommet Latino-Américain et Caribéen ajourné

La chancellerie Vénézuélienne, dans un communiqué diffusé sur Télé-Sur, ce mercredi a annoncé l'ajournement du troisième Sommet de l'Amérique Latine et de la Caraïbe sur l'intégration et le développement (C.A.L.C) prévu initialement pour les 5 et 6 Juillet sur l'Ile de la Marguerite.

Le texte explique que l'opinion publique tant nationale qu'internationale étant bien imbu du fait que le président de la République Bolivarienne du Venezuela, le commandant Hugo Chavez Frias a entamé un processus de récupération et de suivi médical très strict et ajoute que pour cette raison de force majeure, le gouvernement Vénézuélien en consultations avec les gouvernements latino-Américain et Caribéen a pris la décision d'ajourner la réalisation du Sommet.

Le texte informe aussi que le Venezuela *« a convenu avec les pays de la région de proposer à travers les mécanismes ordinaires de consultation, une nouvelle date pour la réalisation de la Grande Patrie en territoire vénézuélien durant le second semestre de cette même année 2011, dans le but de rendre fonctionnel la communauté des Etats Latino-américains et Caribéens (CELA) organisme pour la consolidation de l'Union et de l'indépendance de nos peuples ».*

Le message réitère aussi leurs remerciements aux « gouvernements frères de l'Amérique Latine et des Caraibes qui en confirmant leur participation au plus haut niveau ont fait de ce rendez-vous régional un fait historique transcendant à la hauteur de la célébration du Bicentenaire de l'indépendance de nos Républiques.

La création de la CELA, qui réunira pour la première fois les latino-américains et Caribéens dans un bloc sans la présence des Etats-Unis et du Canada est considéré comme point de départ d'une nouvelle étape dans la région.

La France arme les forces anti-Kadhafi



Des rebelles anti-Kadhafi à la périphérie de Brega, ville de la Libye

Par Julie Hyland

La France a reconnu cette semaine avoir livré des armes aux opposants qui combattent en Libye les forces du colonel Mouammar Kadhafi.

Le Figaro a dit que les livraisons consistaient en « lance-roquettes, fusils d'assaut, mitrailleuses et surtout missiles antichars. » Les armes ont été parachutées aux combattants de l'opposition – principalement des Berbères – dans les montagnes de la Nafusa, en Libye occidentale, à la frontière tunisienne.

Cette démarche a été critiquée par la Russie, la Chine et l'Inde. L'envoyé russe auprès de l'OTAN, Dmitry Rogozin, a dit que ceci signifie que « des pays individuels de l'OTAN ont en fait commencé à fournir une aide militaire directe à l'un des camps belligérants, » et que c'était « une ingérence directe dans un conflit interne. »

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavro, a dit que ceci

Suite à la page (18)

Suite de la page (16) Le courage ...

les révolutionnaires égyptiens sur la manière de mener une révolution se répand à présent à Bahrein. Ça se répand. Des militants pan-arabes se répandent, et une partie de l'occident soutient ces groupes d'opposition, et une partie soutient les dictatures traditionnelles. Et ces soutiens peuvent être influencés par les révélations sur les abus de pouvoirs au sein des régimes, mais aussi par les révélations sur les relations entre les Etats-Unis et ces dictatures.

Lorsque de telles relations sont révélées, on se retrouve dans une situation où le vice-président des Etats-Unis, Joseph Biden, me qualifie, comme il l'a fait l'année dernière, de « terroriste hi-tech ». Cette année, il a dit que Moubarak n'était pas un dictateur, mais un démocrate, et qu'il ne devait pas quitter le pouvoir. Regardez comment l'attitude des Etats-Unis envers Moubarak a changé juste avant sa chute. Après notre publication des câbles révélant les relations entre les Etats-Unis et Moubarak dans le financement de son armée et la formation par le FBI de ses tortionnaires, Biden ne pouvait plus faire ce genre de déclaration. C'était devenu impossible parce que leurs propres ambassadeurs avaient raconté, un an auparavant seulement, les violations massives des droits du peuple égyptien par Souleyman et Moubarak et avec une certaine complicité des Etats-Unis.

Ainsi, si on peut saper le soutien régional et occidental, et si les militants sur place sont bons, partagent et diffusent l'information entre eux, alors je pense qu'on peut se débarrasser d'un certain nombre de ces régimes. Nous voyons déjà que le Yémen et la Libye pourraient être les prochains.

HUO : Vous avez des câbles sur ces pays là aussi.

JULIAN ASSANGE : Oui, il y en avait un gros sur le Yémen qui révélait que le président avait conspiré avec les Etats-Unis pour que les Etats-Unis bombardent le Yémen et pour raconter ensuite que c'était l'oeuvre des forces aériennes yéménites. C'était une grosse révélation qui fut publiée en décembre de l'année dernière. Même si le président est toujours en place, il a fait d'énormes concessions. Cela se passe un peu partout dans le monde arabe en ce moment – certains sont en train de littéralement distribuer de l'argent, et des terres, et des postes ministériels à certaines figures de l'opposition. Ils ont annoncé des élections, en annonçant qu'ils démissionneront après les prochaines élections – toutes sortes de concessions importantes et intéressantes.

Mais même si je pense que nous allons assister encore à quelques chutes de régimes, il importe peu que le dirigeant soit déchu ou pas. Ce qui compte ce sont les changements dans les structures de pouvoir. Si vous faites les concessions que le peuple demande, alors vous n'êtes pas loin de devenir un dirigeant juste et responsable.

HUO : Ils peuvent même devenir des monarchies constitutionnelles.

JULIAN ASSANGE : Exact, ils peuvent garder leur monarchie et avoir une société plus proche des aspirations du peuple, une société bien plus civilisée.

Mais permettez-moi de revenir sur cette question. J'ai reçu des rapports de gens qui étaient sur place en Egypte, à Barhein, et qui sont venus me parler des évènements. Par exemple, il paraît très positif de voir que lorsque Moubarak a été démis, il était à la tête d'un réseau de népotisme qui infiltrait toutes les couches de la société, depuis le président du syndicat des avocats jusqu'aux épiceries, dans l'armée, partout. Après le départ de Moubarak, chaque institution et chaque conseil municipal a connu sa mini-révolution. Je crois que ces changements dans les structures, dans une large mesure, limiteront et imposeront des contraintes à tout successeur.

Cependant, il faut faire attention à ne pas se retrouver avec quelque chose de similaire à la Révolution Orange, où nous avons vu les forces libérales être littéralement payées par les Etats-Unis et l'Europe Occidentale. Elles ont libéralisé l'Ukraine mais le résultat fut que les opportunistes à l'intérieur ont été promus et les opportunistes de l'extérieur sont arrivés et ont détruit le tissu social. Cinq ans plus tard, on a assisté à un retour de balancier et l'instauration d'un régime plus proche du style soviétique et de la Russie.

Un des documents employés par les révolutionnaires du Caire est très intéressant. Après la chute de Moubarak, nous avons assisté à un changement extraordinaire de rhétorique chez Hillary Clinton et la Maison Blanche. Ils sont passés de « Moubarak, un chic type qui devrait rester » à « N'est-ce pas merveilleux ce que le peuple égyptien a réussi ? Et n'est-ce pas merveilleux ce que les Etats-Unis ont fait pour le peuple égyptien ? » Il y a aussi cette idée que de merveilleuses sociétés américaines, Facebook et Twitter, ont donné la révolution et libéré l'Egypte. Mais le guide le plus populaire pour les révolutionnaires était un document qui s'est répandu au sein des clubs de foot en Egypte, qui eux-mêmes constituaient les communautés révolutionnaires les plus significatives. Si vous lisez ce document, vous constatez que sur la première page il est indiqué qu'il ne faut pas utiliser Twitter et Facebook parce qu'ils sont surveillés. Sur la dernière page, il est rappelé qu'il ne faut utiliser ni Twitter ni Facebook. Et c'était le guide le plus répandu au sein de la révolution égyptienne. Mais Hillary Clinton tente de nous convaincre que la révolution égyptienne s'est faite grâce à Twitter et Facebook.

HUO : Qu'en est-il de l'Iran ? Avez-vous des documents sur l'Iran ?

JULIAN ASSANGE : Oui. Il y a eu des manifestations là-bas récemment, alors nous avons publié du matériel sur l'Iran de manière constante depuis le mois de décembre. Et la raison de cette constance est intéressante. Nos partenaires dans les médias – comme Der Spiegel, New York Times, Guardian, El Pais, et Le Monde – avaient déjà l'habitude de publier des articles négatifs sur l'Iran, alors ils ont fouillé les câbles à la recherche d'histoires négatives à raconter et ils les ont publiées à partir de décembre à un rythme impressionnant. A part publier les câbles, nous n'avons pas effectué nous-même de travail sur l'Iran. Et ça c'est parce que la grande presse occidentale, pour ce que j'ai pu constater, n'est intéressée que par les histoires négatives sur l'Iran, intérêt qui résulte des influences géopolitiques. Alors nous n'avons pas besoin de les aider.

Mais pour l'Egypte, c'est nous qui avons dû faire tout le travail. Nous fournissions tout le matériel à la presse occidentale et ils n'en faisaient strictement rien lorsqu'il s'agissait de l'Egypte. Les choses ont changé lorsque nous avons fait équipe avec The Telegraph, qui a soigneusement écouté nos prédictions.

HUO : Lorsque vous avez commencé à travailler avec ce que vous appelez vos partenaires des médias, s'agissait-il d'une nouvelle stratégie concertée ?

JULIAN ASSANGE : Il s'agissait d'une action concertée pour différentes raisons. Nous sommes partenaires avec environ vingt journaux à travers le monde, pour renforcer l'impact global, et aussi pour encourager ces journaux à faire preuve de plus de courage. Ils sont devenus plus courageux, sauf le New York Times. Par exemple, une des histoires que nous avons trouvées dans les « Afghan War Diaries » concernait le « Task Force 373 », un escadron de la mort des forces spéciales US. Cette unité est en train d'exécuter méthodiquement une liste de 2000 personnes en Afghanistan.

Kaboul est naturellement assez mécontent de ces assassinats extra-judiciaires – il n'y a aucune procédure impartiale pour placer un nom sur la liste ou pour le retirer. Vous n'êtes pas prévenu si vous êtes sur la liste, qui est appelée « Joint Priority Effects List » ou JPEL. C'est censé être une liste de noms de gens recherchés morts ou vifs. Mais on constate qu'environ 50% des cas sont morts – il n'y a pas d'option « vif » lorsqu'un drone largue des bombes sur la tête de quelqu'un.

Dans certains cas, l'unité Task Force 373 a tué des innocents, comme dans un cas en attaquant une école et en tuant sept enfants et sans toucher une seule de leurs cibles. Ils ont ensuite tenté d'étouffer l'affaire. Cette histoire a fait la « une » de Der Spiegel et un article dans The Guardian. Un article fut rédigé par Eric Schmitt, le spécialiste des affaires de sécurité nationale du New York Times, mais l'article n'a jamais été publié.

(À suivre)

Traduction VD

Le Grand Soir 29 juin 2011

NDLR. **Hans Ulrich Obrist** : Critique d›art, historien et commissaire d›exposition parmi les plus influents sur la scène internationale. Il est aujourd›hui codirecteur des expositions et directeur des projets internationaux de la Serpentine Gallery à Londres.

Julia Peyton-Jones, co-directrice de la Serpentine Gallery à Londres aux côtés de Hans-Ulrich Obrist.

Suite de la page (17)

représentant une « violation flagrante » de la résolution 1970 du Conseil de sécurité des Nations unies qui a imposé en février un embargo sur les armes à la Libye. Elle précède la résolution 1973 du 17 mars du Conseil de sécurité des Nations unies imposant une zone d'exclusion aérienne et sanctionnant la guerre fondée sur la conception qu'elle protège des civils.

L'Union africaine (UA) a aussi condamné le parachutage d'armes. Le président de la commission de l'UA, Jean Ping, a dit que la démarche augmente le « risque d'une guerre civile, le risque de partition du pays, le risque d'une somalisation du pays, le risque de prolifération des armes avec le terrorisme, » ce qui préoccuperait « toutes les régions avoisinantes. »

Ceci a été rejeté par l'ambassadeur de France auprès des Nations unies, Gérard Araud, qui a déclaré : « Nous avons décidé de fournir des armes défensives aux populations civiles parce que nous considérons que ces populations sont menacées. »

Le porte-parole de l'état-major des armées françaises, Thierry Burkhard, a indiqué que les livraisons ne consistaient qu'en armes pouvant « être maniées par des civils… pour éviter que les civils soient massacrés » et qu'il s'agissait seulement « de l'armement léger et des munitions. »

La France a nié que la démarche est une violation des mandats de l'ONU. Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, a dit que la démarche se situait « dans le cadre des résolutions [1970 et 1973] du Conseil de sécurité de l'ONU. » La résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies autorise à « prendre toutes mesures nécessaires » pour protéger des civils, « nonobstant le paragraphe 9 de la résolution 1970 », allusion claire à l'embargo sur les armes.

Dès le début de l'attaque contre la Libye, des motifs « humanitaires » ont été utilisés comme prétexte cynique pour l'objectif de changement de régime qui est poursuivi par les puissances occidentales.

Durant cinq mois, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France, aidés par 14 autres pays, ont cherché à cette fin à exploiter et à exacerber la guerre civile en Libye. Des centaines de sorties sont faites tous les jours par l'aviation pour assister diverses forces rebelles, sous l'égide du Conseil national de Transition dont le but est d'anéantir les forces de Kadhafi et d'intimider la population.

Le journal spécialisé Army Times a rapporté que depuis le 31 mars, les Etats-Unis « ont fait au total 3.475 sorties pour soutenir l'opération Protecteur unifiée [Operation Unified Protector, OUP]. 801 de ces sorties étaient des sorties de frappe, dont 132 en fait avec largage de matériel militaire. »

Néanmoins, les forces s'opposant à Kadhafi restent divisées et faibles. Elles manquent de tout soutien significatif dans le pays en général, la principale base de l'opposition a été dans la ville de Benghazi, dans l'Ouest libyen, et qui abrite le CNT. Considéré être le gouvernement en puissance de la Libye, il est présidé par d'anciens membres du régime Kadhafi et d'agents du renseignement occidental.

Le largage d'armement français a cherché à ouvrir pour les puissances de l'OTAN un autre front dans la guerre civile. Il vise à renforcer une offensive menée par les rebelles de Nafusa – soutenue par des avions de combat de l'OTAN – qui les a fait arriver à 50 miles de la capitale.

La guerre civile est considérée ici être stratégique à la capture de Tripoli et Nafusa offre une voie d'accès pour entrer dans la capitale par le Sud. Une autre cible est la ville de Zawiya, actuellement contrôlée par les troupes gouvernementales et où se situe la dernière raffinerie opérationnelle de Kadhafi.



Mouammar Kadhafi (à droite) et son ancien ami Nicolas Sarkozy

Il a été rapporté la semaine passée que les rebelles de Nafusa ont fermé un oléoduc approvisionnant la ville. Selon l'Economist, si le gouvernement « devait perdre Zawiya et sa raffinerie, la partie serait probablement terminée. »

Bien qu'il soit bien connu que le Qatar et les Emirats arabes unis ont fourni des armes aux rebelles dans l'Ouest de la Libye, c'est la première fois qu'un pays membre de l'OTAN a reconnu l'avoir fait.

Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont cherché à se distancer de cette démarche, mais Juppé a dit que la France avait « informé le Conseil de sécurité et nos partenaires de l'OTAN » au sujet de ces livraisons.

Ceci a été confirmé par un article du Financial Times citant un responsable britannique qui a dit que le Royaume-Uni était « informé depuis quelques semaines » de la décision française. « Je suis surpris que les Français aient rendu la chose publique, » a-t-il dit au FT.

En fait, la divulgation française est généralement considérée être un moyen pour exiger une implication plus directe « sur le terrain » de la part des autres puissances militaires de l'OTAN.

Le FT a dit que « quelques responsables de l'OTAN » estiment que l'objectif était « de donner lieu à un débat au sein de l'OTAN pour savoir si davantage devait être entrepris à cette échelle. »

« Il y a beaucoup de gens qui pensent que le moment est venu de prendre les choses au sérieux », a rapporté le journal en citant un responsable de l'OTAN à Bruxelles. « Le fait que les Français sont prêts à ce que les médias sachent qu'ils font ce genre de chose en est la preuve. »

Compte tenu des bombardements quotidiens, des efforts systématiques entrepris pour assassiner Kadhafi et sa famille et du recours politiquement motivé aux accusations de crimes de guerre pour menacer ses plus proches alliés, la demande de « prendre les choses au sérieux » marque une intensification effrayante de l'intervention de l'OTAN.

Mahmoud Jabril du CNT a exigé que les livraisons étrangères de munitions soient immédiatement faites aux forces anti-Kadhafi pour « pour décider rapidement de la tournure de cette bataille. »

Jeudi, il a été annoncé que l'opposition à Misrata avait dit qu'elle aussi était impliquée dans des pourparlers avec la France pour des livraisons d'armes et de munitions. Les rebelles basés à Misrata – situé à 130 miles à l'Est de Tripoli – n'ont pas réussi à progresser malgré le soutien de l'OTAN. « Nous sommes en pourparlers avec la France pour qu'elle nous livre des fusils, » a dit le porte-parole militaire, Ibrahim Betalmal. « Nous essayons de faire de notre mieux pour obtenir des munitions et des fusils de la France et, inchallah [si dieu le veut], nous allons obtenir ces fusils. Il s'agit de négociations avec la France, pas avec l'OTAN. »

La confirmation du parachutage d'armes françaises a coïncidé avec la divulgation que des responsables du Département britannique pour le développement international (Department for International Development) ont rédigé un document de 50 pages conseillant le CNT au sujet d'un gouvernement de l'après-Kadhafi en Libye.

Le document qui n'a pas été publié aurait été transmis au CNT en début de semaine pour être débattu le mois prochain lors de sa réunion à Istanbul par le « groupe de contact » sur la Libye.

Le document est l'œuvre de la nouvelle Equipe d'intervention de stabilisation internationale du Royaume-Uni (International Stabilisation Response Team) qui comprend « des spécialistes des domaines tels que l'économie, l'infrastructure, les services publics essentiels, la sécurité, les systèmes de justice et la politique. »

Le dossier classe les efforts de « stabilisation » dans le pays en trois phases – avant la chute de Kadhafi, les 30 jours immédiatement après, et « l'avenir à moyen terme. » Andrew Mitchell, secrétaire d'Etat britannique au Développement international, a dit que le dossier ne donnait pas d'ordres au CNT quant à la manière de faire la transition vers un nouveau gouvernement. L'ensemble du processus doit être « propre à la Libye » a-t-il dit.

Ceci a été démenti par sa déclaration selon laquelle les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'ONU apporteraient une « forte contribution » aux arrangements politiques de l'après Kadhafi. Selon le Guardian, Mitchell a aussi dit que l'OTAN, l'ONU et l'Union européenne « prendraient les initiatives en matière de sécurité et de justice ; l'Australie, la Turquie et l'ONU apporteraient leur aide pour les services de base ; la Turquie, les Etats-Unis et les institutions financières internationales montreraient l'exemple en matière économique. »

Conformément au caractère fragmenté de l'opposition, le dossier traite apparemment de questions allant « de la lutte contre le pillage et les représailles à la fourniture de services de base et à l'assurance de liaisons efficaces pour garantir que les citoyen libyens sachent ce qui se passe en cette période d'incertitude. »

Mitchell a dit que la question centrale est de tirer les leçons des erreurs commises dans la guerre en Irak. Ceci signifie en particulier ne pas répéter l'erreur de « de-Ba'athification » qui a eu lieu en Irak après le renversement de Saddam Hussein en 2003. Il est par contre jugé nécessaire de maintenir l'armée et les forces de sécurité pour réprimer l'opposition populaire. « Quand Tripoli tombera, quelqu'un devra téléphoner à l'ancien chef de la police à Tripoli pour lui dire qu'il a du travail, » a dit Mitchell.

Le Guardian a rapporté que « Des observateurs non armés de l'ONU maintiendraient très probablement un cessez-le-feu si l'environnement était « favorable » mais il y a des débats sur une force de maintien de la paix plus lourde. La Turquie, seul Etat membre musulman de l'OTAN, devrait jouer un rôle clé. »

WSWS 2 juillet 2011

Wikileaks révèle

Suite de la page (4)

Le lèche-bottes que faisait Latortue à l'Ambassade paraît avoir été assez évident. « Il conclut ses remarques concernant ses ambitions politiques en admettant qu'il a toujours été et continuera d'être un ami des États-Unis », écrit Sanderson. « Il a dit qu'il reçoit des offres de visite de Cuba et du Venezuela, mais qu'il décline toujours les invitations car ces pays 'ne représentent pas sa façon de penser.' Il a également prétendu avoir avisé d'autres responsables gouvernementaux que le fait d'accepter ces offres donnerait l'impression de renvoyer les États-Unis et le Venezuela/Cuba dos à dos. »

Youri de dire aussi être en faveur d'« un service obligatoire d'une année pour les 18 à 20 ans d'âge » dans une nouvelle « force de sécurité publique » haïtienne qui « devrait compter entre 1 000 à 2 000 effectifs. » (Haïti compte des dizaines de milliers de jeunes dans ce groupe d'âge.)

Malgré que Sanderson ait signalé « la flagrante ambition politique de *Latortue* », elle a conclu que « dans la culture *politique 'rien vu, rien entendu' d'Haïti, beaucoup d'Haïtiens naturellement assument que Latortue jouera un rôle de plus en plus important en politique, à mesure qu'il consolide son pouvoir, et le considèrent comme un sérieux aspirant à la présidence, même alors qu'il devient la tête d'affiche de la corruption politique en Haïti »*.

L'Ambassade a continué à recueillir de nombreux rapports venant de différents secteurs au sujet de la fourberie de Youri. Ainsi, un « représentant de la société civile » (dont le nom est aussi omis pour sa sécurité) « considérait que l'insécurité que connaissait les Gonaïves 'était une forme d'opposition au gouvernement haïtien causée par des personnes, motivées par leurs ambitions politiques,' dont certaines devraient être derrière les barreaux, mais sont plutôt en train de briguer la Présidence. 'Vous savez de qui je parle' », Il disait qu'« étant donné ses liens de longue date avec les gangs, *Latortue fait partie d'une forte minorité capable d'interrompre des* événements *organisés en appui au Premier ministre Alexis, comme quand des manifestants ont lancé des pierres sur Alexis au cours des funérailles du juge Hugues Saint-Pierre »* et « affirmait savoir pertinemment que *Latortue est en train de stocker des armes »*.

Youri l'emporte... pour l'instant

L'occasion pour Latortue pour renverser le gouvernement d'Alexis s'est présentée tout au début de l'année 2008, lorsque des protestations et finalement des émeutes de la faim ont commencé à s'étendre en Haïti à cause du coût élevé de la vie.

« Le sénateur Youri *Latortue a immédiatement déclaré que le 'gouvernement au pouvoir a échoué,' et que 'la patience des gens a des limites' »*, transmettait Sanderson dans un câble du 15 février 2008 . En totale contradiction avec son attitude à l'ambassade des États-Unis à peine huit mois auparavant, Latortue « accusait le gouvernement de poursuivre des politiques 'néolibérales' correspondant 'aux exigences des institutions financières internationales' plutôt qu'aux nécessités du peuple haïtien ».

Sanderson de conclure que « dix pourcent d'inflation et soixante pourcent de chômage n'ont pas de solution à court terme. Le *coût de la vie est une question taillée sur mesure pour la démagogie et l'intimidation du gouvernement, ce en quoi le sénateur Latortue constitue le fer de lance pour l'instant »*.

Le 12 avril 2008, le Sénat haïtien a évincé Alexis, et c'est en grande partie grâce à qui vous-savez. « Le sénateur Youri *Latortue,[...] qui a, en fin de compte, contribué à manigancer la chute du Premier ministre Alexis, a fait part avec exactitude de la chute d'Alexis à l'ambassadeur canadien avant qu'elle ne se produise »*, écrit Sanderson dans son câble du 24 avril 2008. « C'est le sénateur *Latortue qui a intimé au Sénat de voter sur le sort d'Alexis lors de l'interpellation du Sénat du 12 avril »*.

Ironiquement, au cours de rencontres avec l'ambassade des États-Unis, trois mois plus tard, Latortue « rejetait le blâme pour les émeutes de la faim du mois d'avril sur des éléments de *Fanmi Lavalas* », disant que c'étaient eux qui « organisaient la violence », indiquent les rapports de Sanderson dans un câble du 17 juillet. (Paradoxalement, durant les émeutes de la faim, Fanmi Lavalas tenait un grand rassemblement à Cité Soleil visant à calmer la population.)

À cette même réunion, Latortue a exposé son programme de sécurité comme consistant en « 1) l'expansion de la couverture du pays par la PNH [...] 2) la création d'une institution nationale coordonnée de renseignements; et 3) l'établissement d'une armée ou d'une gendarmerie ».

Comme d›habitude, Sanderson a conclu avec le haussement d›épaules habituel : « Avec son passé trouble et éventuellement criminel, *Latortue constitue une présence inévitable au Sénat [...] L'Ambassade reste néanmoins consciente du passé trouble de Latortue (qui peut se poursuivre jusqu'à aujourd'hui) et de ses liens éventuels au trafic de drogue. Bien que Latortue soit le sénateur le plus éloquent et le plus habile avec les médias, ses messages aux interlocuteurs diplomatiques étrangers sont soigneusement conçus autour de son agenda politique. L'ambassade continuera d'entretenir des relations de travail discrètes avec Latortue dans le but de recueillir des renseignements »*.

La nouvelle alliance Latortue/ Martelly

Les câbles de l'Ambassade en 2009 gardent l'œil sur le défi politique posé par Latortue au camp de Préval, mais également sur la méfiance de la communauté internationale à son égard. Par exemple, un câble du 23 janvier explique que Michaëlle Jean, alors gouverneure générale du Canada, lors d'une tournée en Haïti « a évité la cité portuaire des Gonaïves pour ne pas devoir rencontrer le sénateur de l'Artibonite Youri *Latortue qui est largement considéré comme associé au trafic de drogue et de ce fait inapte à obtenir un visa canadien »*.

De plus, le président haïtien a commencé à faire part à l'ambassade de ses préoccupations concernant l'ascension de Latortue, d'après un câble du 12 mai 2009. « Il s'agissait des premières remarques de Préval, à l'intention de l'ambassade, à l'effet qu'il percevait le sénateur de l'Artibonite, Youri *Latortue – dont les ambitions présidentielles sont à peine voilées – comme une menace politique »*, peut-on y lire.

Ironiquement, les néo-Duvaliéristes comme Youri Latortue et Michel Martelly, avec l'appui de Washington, ont finalement réussi à éliminer le candidat de Préval, Jude Célestin, du deuxième tour de l'élection présidentielle de mars 2011. Ils essaient à présent de faire adopter à toute vapeur leur marotte de restaurer l'Armée mais, tel qu'en témoigne le rejet de Rouzier par le Parlement, Haïti, du point vue politique, est *« tè glise »*, comme on dit en créole, c'est-à-dire 'terrain glissant'.

Entretemps, Youri Latortue continue de mener ses affaires, confiant en son immunité parlementaire et avec son comportement « je *chèch* » (« effronté » en créole). À ce sujet, le 14 juin 2011, il tenait une séance de signature pour son nouvel ouvrage « Mon combat au Parlement », un récit à son avantage de ses années comme sénateur. Dans celui-ci, il dénonce l›échec des gouvernements Aristide et Préval pour réaliser la réforme judiciaire, cette réforme même qu'il avait si ardemment œuvré à bloquer en tant que président de la commission Justice du Sénat, ainsi que le montrent les câbles de l'ambassade des États -Unis.

Dans le nouveau livre, il décrit aussi son travail acharné au Parlement pour « donner une autre image à l'institution ».

Et pour comble, à la signature de son nouvel ouvrage, Youri Latortue en profitait pour autographier aussi un de ses autres titres : « La problématique de la drogue ».

Suite de la page (8) Confirmation...

tre race, ils ne sont pas nos pareils, alors, c'est plus facile de les pointer du doigt. Je crois que c'est décourager la MINUSTAH dans ses efforts de nous aider à juguler la maladie. Il nous faut reconnaître le travail qu'est en train de faire la MINUSTAH à travers tout le pays… », s'était indignée l'ancienne porte parole de Ban Ki-Moon, l'haïtienne Michèle Montas.

« *La Dominicanie vient d'identifier un haïtien infecté du virus de cholera. Est ce que cela veut dire que les autorités dominicaines doivent déporter tous les haïtiens ? Alors pourquoi demander le départ des soldats népalais* » ? s'était interrogé l'ancien conseiller de l'ex-président haïtien René Préval, Patrick Elie.

Parallèlement à la déclaration de l'ex-porte parole du secrétariat général de l'ONU, Mme Michèle Montas et celle de l'ex-conseiller de Préval, Patrick Elie, la porte parole de l'ONU en Haïti Silvie Van Den Wildenberg avait fait la déclaration suivante : « *L'épidémie de choléra en Haïti a été causée par une convergence de circonstances et on ne saurait l'imputer à l'action d'un individu ou d'un groupe d'individus… Il est légitime que les familles des victimes, les victimes qui ont été touchées par le choléra essaient de trouver quelqu'un qui puisse compenser les dommages qui leur ont été infligés par la terrible souffrance que cette épidémie leur a causée* ».

Après toutes ces preuves scientifiques probantes, venant de différentes sources, en occurrence celle du scientifique français, Renaud Pierroux, des experts indépendants de l'ONU, et du pire ennemi d'Haïti, les *Centers for Diseases Control* (CDC), les dernières en date, admettant la véracité scientifique que le cholera a été importé en Haïti, via les forces d'occupation de l'ONU.

En dépit des preuves scientifiques à l'appui, la MINUSTAH persiste encore à nier sa responsabilité dans l'arrivée et la propagation de l'épidémie de choléra en Haïti. En faisant savoir dans un communiqué que « *La MINUSTAH réitère son intérêt soutenu à toute nouvelle étude relative à l'origine de la propagation de l'épidémie du choléra en Haïti, tout comme elle s'était montrée vivement concernée par cette étude, ainsi que par les nombreuses autres qui ont suivi, chacune présentant différents scenarios possibles* »,

Mais, que dit le président du pays dans tout ce scandale ? Ce grand hâbleur qui parle, papote, discourt de tout et même de rien, mine de rien !

Suite de la page (13)

Voici les différentes formes pour entrer en contact avec la Maison Blanche

Par téléphone: 001 202-456-1111
Par fax: 001 202 456-2461
Par courriel: via le site web HTTP://WWW.WHITEHOUSE.GOV/CONTACT

Instructions pour les personnes qui ne lisent pas l'anglais pour envoyer un courrier électronique au président Obama

Ne remplir que les questions comportant un astérisque (*)
Où est écrit First Name, écrivez votre prénom
Où est écrit Last Name, écrivez votre nom
Où est écrit E-mail, écrivez votre courrier électronique
IMPORTANT : « Type » n'a pas d'astérisque mais vous devez cliquer sur « Internacional » pour pouvoir continuer.
Où est écrit Country, vous devez écrire votre pays
Où est écrit Subject, choisissez «Foreign Policy»
Où est écrit Message, écrivez votre message sans dépasser les 2.500 caractères.
À la fin écrivez textuellement la phrase qui apparaît sur l'écran qui dit « type the two words », en laissant un espace entre les deux mots.
Pour envoyer un télégramme :
Président Barack Obama
The White House
1600 Pennsylvania Ave, NW
Washington, DC 20500
USA

CSL 4 juillet 2011

Suite de la page (20)

plus indociles ». L'impasse du capitalisme conduira de nouveau le Salvador sur le chemin de la révolution, et les nouvelles générations construiront le socialisme en se souvenant de leurs ancêtres, qui sacrifièrent leur vie pour que l'humanité s'éveille enfin.

Pour finir, voici une traduction de deux poèmes de Roque Dalton :

La propriété privée, en fait,
Plus qu'une propriété privée,
Est une propriété qui prive.

Et la « libre entreprise » garde la Patrie sous emprise.

Sauvons la propriété
Et libérons réellement l'entreprise
En les transformant en propriété et entreprise pour tous.

Pour tous ceux de la Patrie.

* * * * * * * * * * * * * * * *

Au nom de ceux qui lavent les vêtements des autres
(Et expulsent de la blancheur la crasse des autres)
Au nom de ceux qui gardent les enfants des autres
(Et vendent leur force de travail
Sous forme d'amour maternel et d'humiliation)
Au nom de ceux qui vivent dans la maison des autres
(Qui n'est pas un ventre accueillant mais une tombe ou une prison)
Au nom de ceux qui mangent les croûtons des autres
(Et encore les mâchent avec le sentiment de voler)

Au nom de ceux qui vivent dans un pays étranger
(Les maisons et les usines et les commerces
Et les rues et les villes et les villages
Et les fleuves et les lacs et les volcans et les montagnes
Appartiennent toujours à d'autres
Et pour cette raison il y a la police et la garde
Qui les protègent contre nous).

Au nom de ceux qui ne possèdent que
La faim l'exploitation les maladies
La soif de justice et d'eau
Persécution condamnation
Solitude abandon oppression mort

J'accuse la propriété privée
De nous priver de tout.

Boris Campos (MJCF de Toulouse)
La Riposte 2 Juillet 2011

Suite de la page (8) Portrait...

les pratiques de son ancien boss. Après une sortie, on s'est empressé de le faire se taire. Comment ?

A son arrivée à Dakar, Lamothe n'a pas failli à sa réputation. Il a posé des actes dignes d'un scénario de série B dans une République bananière. Dakaractu.com va revenir point par point sur les péripéties de ce vaudeville, en commençant dans la prochaine enquête par publier des mails et documents internes de Global Voice qui établissent les pratiques de corruption à grande échelle (autorités corrompues, montants alloués, intermédiaires...) mises en oeuvre. Nous reviendrons également sur le deal en cours entre Global Voice et la très sulfureuse société Tell. Ing.

Lorsque le scandale a éclaté et que les accusations de corruption ont poussé l'administration américaine à s'intéresser à Global Voice, qui a son siège à Miami, Laurent Lamothe a trouvé la parade : ordonner à sa filiale locale sénégalaise de se présenter dorénavant Global Voice comme une entreprise de droit haïtien, avant de fuir lui-même dans son pays d'origine, Haïti, pour échapper aux enquêtes du fisc et de la police des Etats-Unis. Après avoir financé la campagne de Joseph Michel Martely, devenu président de la République, Laurent Lamothe cherche aujourd'hui un poste dans le gouvernement de ce dernier pour s'assurer une immunité. C'est à un personnage de cet acabit que le Sénégal s'est livré...

Roque Dalton : poète, révolutionnaire, martyr

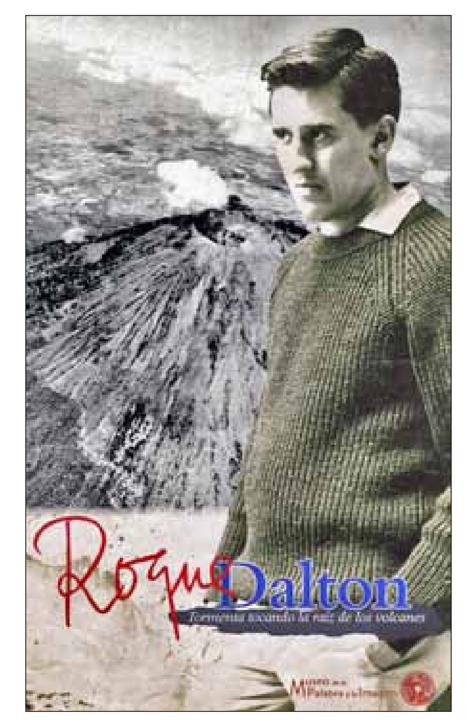
Par Boris Campos

« Quels que soient sa qualité, son niveau, sa finesse, sa capacité créatrice, son succès, le poète, pour la bourgeoisie, ne peut qu'être : serviteur, bouffon, ou ennemi »

L'auteur de ces lignes, le poète salvadorien Roque Dalton (1935-1975), était un ardent défenseur de la classe ouvrière et, par conséquent, un farouche ennemi de la classe capitaliste.

L'oligarchie salvadorienne sut – avec l'aide des Etats Unis – se hisser au rang d'avant-garde de la répression mondiale. Elle savait traiter ses ennemis « comme il se doit », et Roque Dalton en était un. Arrêté, jugé, incarcéré, torturé, puis finalement contraint à l'exil, il fut par deux fois condamné à mort. Mais par deux fois, il échappa à la sentence, dans des circonstances extraordinaires. La première fois, un coup d'Etat, la veille de la date prévue pour son exécution, lui permit d'être amnistié. La deuxième fois, un tremblement de terre fit s'effondrer les murs de sa prison, dont il s'échappa.

Auteur infatigable, Roque Dalton consacrait ses quelques moments de répits à la poésie. A la différence des vers de Pablo Neruda – qu'il admirait, cependant – son langage était celui du peuple. Les expressions populaires sont intimement liées à sa poésie. Un autre trait caractéristique de la poésie de Dalton est l'humour. Le recours au rire, à la dérision, aux jeux de mots, qu'il manipulait à merveille, l'a rendu très populaire : il passait pour « l'homme qui fait rire les pierres ».



Dalton adhère au Parti Communiste Salvadorien en 1957. Dans les années 70, celui qui « vint à la révolution par la voie de la poésie » rentre clandestinement au Salvador – il était en exil à Cuba – et rejoint la lutte armée dirigée par l'ERP (l'Armée Révolutionnaire du Peuple).

Les circonstances de sa mort le rendirent tragiquement célèbre. Sa chance intriguait ; ses désaccords avec la direction de l'EPR irritaient. Celle-ci l'accusa alors de tentative de sédition et d'intelligence avec la CIA. Il n'échappera pas à sa troisième condamnation à mort, en 1975.

Un de ses poèmes rend bien compte de l'atmosphère étouffante qui régnait à l'époque, dans le mouvement révolutionnaire salvadorien :

Toute critique de l'Union soviétique
Ne peut être que le fait d'un anti-soviétique.
Toute critique de la Chine
Ne peut être que le fait d'un anti-Chinois.
Toute critique du Parti Communiste Salvadorien
Ne peut être que le fait d'un agent de la CIA.
Toute autocritique équivaut à un suicide.

Plus tard, l'histoire prouva que Roque Dalton était innocent. Par contre, la direction de l'EPR abritait un homme qui allait ouvertement trahir la révolution : J. Villalobo, signataire des « accords de paix » de 1992, travaille aujourd'hui en Grande-Bretagne, où il fait profiter de son expérience de la guérilla aux services de contre-insurrection britanniques.

La guerre civile

La guerre civile, au Salvador, qui ne commença officiellement qu'en 1980, se « termina » en 1992. Elle fit – toujours officiellement – 70 000 morts.

Le Salvador connut d'abord une guerre de « haute intensité » : la première grande offensive du FMLN – le Front Farabundo Marti pour Libération Nationale, qui rassemblait 5 grandes organisations armées – aurait pu renverser le gouvernement en quelques jours, si Washington n'avait pas eu ses intérêts à défendre. A coup d'hélicoptères, de fusils, de munitions, d'« instructeurs militaires », etc., l'impérialisme américain entreprit de sauver la « démocratie », et plongea le pays dans une longue guerre civile.

Puis suivit la guerre dite de « basse intensité ». L'idée est née d'un premier constat : envoyer des troupes de l'armée fédérale dans la sierra pour tenter d'y déloger les guerrilleros était synonyme de suicide. Kissinger formula donc la nouvelle stratégie dans les termes suivants : « si on ne peut pas tuer le poisson, on peut toujours lui retirer l'eau dans laquelle il nage ». La stratégie consistait donc à couper la guérilla de ses bases, en finançant de colossales campagnes de propagandes anti-communiste, en enrôlant de force la population dans l'armée fédérale, en finançant les groupes paramilitaires, ces fameux « escadrons de la mort » qui instauraient un climat de terreur pour briser l'engouement populaire à l'égard de la révolution.

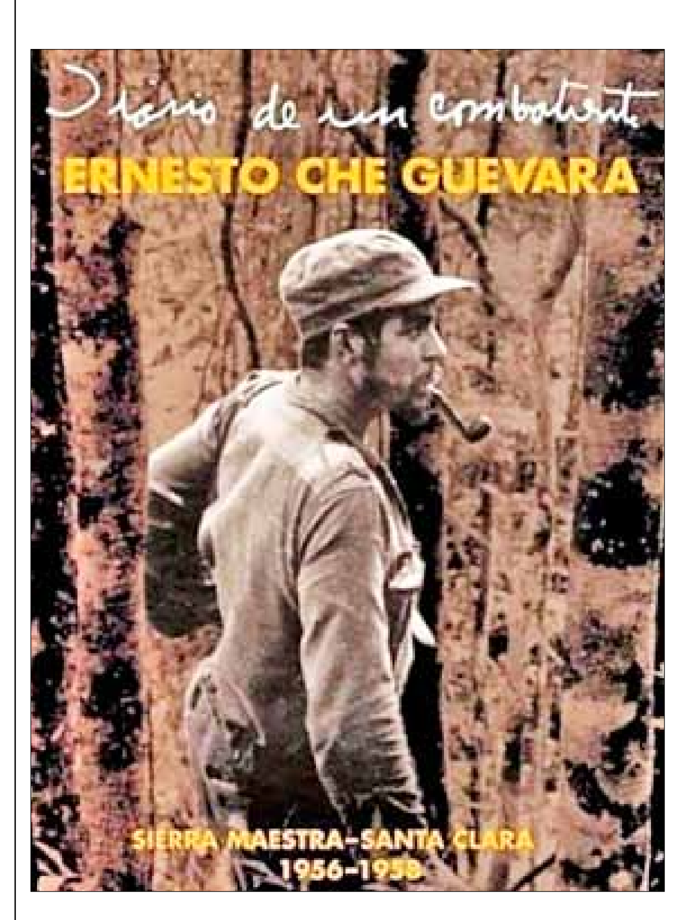
Mais les millions et les millions de dollars qui affluaient dans les caisses de l'Etat salvadorien, l'équipement de pointe et les instructeurs « made in USA » dont disposait l'armée, la répression sanglante qui s'abattait sur la population, ne purent jamais venir à bout de l'incroyable volonté dont le peuple salvadorien faisait preuve, de son courage et de sa détermination.

Après douze années de guerre civile, l'oligarchie Salvadorienne dut se résigner à s'asseoir à la table des négociations. Mais les accords qui furent signés ne touchaient pas aux structures économiques. Le pouvoir en place ne fut pas remis en cause, et le peu qui put être gagné ne fut jamais appliqué. Depuis la fin de la guerre, la situation n'a fait qu'empirer. La misère gagne de plus en plus de terrain, et le FMLN, dont les principaux dirigeants ont troqué le fusil du guérrillero pour la voiture du député, s'est rallié au « jeu démocratique » – c'est-à-dire à la routine bureaucratique au service de l'oligarchie locale et de ses maîtres impérialistes.

Le peuple salvadorien a écrit les plus grandes pages de son histoire avec son propre sang, mais « les morts, comme l'écrivait Roque Dalton, sont de jours en jours

Suite à la page (19)

Un journal du Che inédit



Par Madelaine Sautie Rodriguez

« Journal d'un combattant, Sierra Maestra – Santa Clara (1956-1958) », tel est le titre de l'ouvrage contenant les notes prises par le commandant Ernesto Che Guevara au cours des deux années qui précédèrent le triomphe de la Révolution. Le livre a été présenté hier au Centre international de presse, à La Havane, dans le cadre du 83e anniversaire de la naissance du Guérillero héroïque.

L'ouvrage a été présenté par Maria del Carmen Ariet, coordinatrice scientifique du Centre d'études Che Guevara et du Projet éditorial, consacré à la vie et à l'œuvre du Che, et par Oscar Fernandez Mel, médecin et compagnon d'armes du Che dans la Sierra et au Congo. Le Che s'appuya sur ces écrits pour rédiger ses Passages de la guerre révolutionnaire.

Publié par les éditions Ocean Press et Ocean Sur, qui avec le Centre d'études Che Guevara, fêtent le 10e anniversaire du Projet éditorial Che Guevara, « Journal d'un combattant, Sierra Maestra – Santa Clara (1956-1958) » permettra au lecteur de découvrir le guérilléro qui faisait ses premières armes dans la géographie cubaine, depuis son arrivée en tant que membre de l'expédition du yacht Granma, jusqu'à l'homme qui assuma avec respect et responsabilité l'engagement de contribuer à la libération du peuple cubain.

Préfacé par le Dr Armando Hart Davalos, l'ouvrage comporte un glossaire de noms et de documents des journées épiques de la Sierra Maestra et du Front de Las Villas, reproduites en fac-similé.

Le lancement s'est déroulé en présence de Jorge Risquet, membre du Comité central du Parti ; Aleida March et Aleida Guevara Linch, et des membres des familles des Cinq héros cubains injustement incarcérés aux Etats-Unis.

Granma 15 juin 2011